



LIVRET DES RESUMES



SOMMAIRE

AXE 1 : EDUCATION, FORMATION, RECHERCHE ET INNOVATION.....	10
AXE 2 : ÉPISTÉMOLOGIES DU SUD	18
AXE 3 : HISTOIRE, PATRIMOINE ET CULTURE	27
AXE 4 : ETAT, GOUVERNANCE ET ENJEUX SÉCURITAIRES	32
AXE 5 : INTELLIGENCE ARTIFICIELLE, SOCIÉTÉS ET DÉSINFORMATION ...	49
AXE 6 : DÉFIS ENVIRONNEMENTAUX ET SANITAIRES	54
AXE 7 : RELIGIONS, SOCIÉTÉS, LANGUES ET IDENTITÉS CULTURELLES	68
AXE 8 : DÉFIS DÉMOGRAPHIQUES	74

COMITÉ SCIENTIFIQUE

Pr Alioune Badara KANDJI, Recteur UCAD
Pr Mor NDAO, Directeur ED ETHOS (Président)
Pr Ibrahima THIOUB, Ancien recteur UCAD
Pr Saliou NDIAYE, Ancien recteur UCAD
Pr Ramatoulaye DIAGNE MBENGUE, Ancien recteur UITD Pr Lamine GUEYE, Ancien recteur UADB
Pr Mamadou Bouna TIMERA, Doyen, FLSH-UCAD
Pr Aminata NIANG DIENE, FLSH-UCAD
Pr Moustapha SOKHNA, Doyen, FASTEF UCAD
Pr Abdou Salam FALL, IFAN-UCAD
Pr Souleymane DIALLO, INSEPS -UCAD
Pr Bado NDOYE, FLSH-UCAD
Pr Mouhamadou Moustapha DIEYE, FLSH-UCAD
Pr Moustapha TAMBA, FLSH-UCAD
Pr Lamine NDIAYE, FLSH MBACKE
Pr Souleymane GOMIS, FLSH-UCAD
Pr Boubé NAMAIWA, FLSH-UCAD
Pr Fallou MBOW, FASTEF-UCAD
Pr Aminata NDIAYE, FLSH-UCAD
Pr Diatou THIAW NIANE, FLSH-UCAD
Pr Oumar BARRY, FLSH-UCAD
Pr Fatou LOUM MBACKE, INSEPS-UCAD
Pr Ameth NDIAYE, FASTEF-UCAD
Pr Sokhna SANE, FLSH-UCAD
Pr Rokhaya CISSE, IFAN-UCAD
Pr Ibrahima NDIAYE, ESEA-UCAD
Pr Bernard DIONE, EBAD-UCAD
Pr Rosalie Aduayi DIOP, IPDSR-UCAD
Pr Moustapha SAMB, CESTI-UCAD
Pr Valy FAYE, FASTEF-UCAD
Pr Babacar Mbaye DIOP, FLSH-UCAD
Pr Sylvain FAYE, FLSH-UCAD
Pr Souleymane YORO, FASTEF-UCAD

COMITÉ D'ORGANISATION

Pr El Hadji Malick Sy CAMARA, FLSH-UCAD (Président) Pr Rosalie Aduayi DIOP, IPDSR-UCAD
Pr Samba DIOUF, FLSH-UCAD
Pr Sidia Diaouma BADIANE, FLSH-UCAD
Pr Ousmane BA, INSEPS-UCAD
Pr Pierre Corneille SAMBOU, FLSH-UCAD
Pr Mouhamadou Mountaga DIALLO, FLSH-UCAD Dr Awa Yombé YADE, FLSH-UCAD
Dr Aminata DIOP, FASTEF-UCAD
Dr Birane CISSE, FLSH-UCAD
Dr Cheikh Abdoul Ahad Mbacké BA, IGTDL-UCAD Dr Mamadou THIOR, FLSH-UCAD
Dr Mouhamadou Lamine DIALLO, FASTEF-UCAD Dr Alla MANGA, IFAN-UCAD
Dr Ibrahima Faye DIOUF, FLSH-UCAD
Dr Ousmane NIANG, ESEA-UCAD
Dr Ismahan Soukeyna DIOP, FLSH-UCAD
Dr Sahite GAYE, DIRCOM
Dr Mamadou BODIAN, FLSH-UCAD
Dr Albert Gautier NDIONE, FLSH-UCAD
Dr Paul Ngor Mack NDOUR, FASTEF-UCAD Mamoudou DEME, FLSH-UCAD
Awa GUEYE, FLSH-UCAD
Alioune CISSE, EBAD-UCAD
Omar SAMB, FLSH-UCAD
Babacar WILLANE, CESTI-UCAD
Pape Satou FAYE, ED-ETHOS-UCAD Abdourahmane Kounta, ED-ETHOS-UCAD

THEME DES DOCTORIALES 2025

L'AFRIQUE FACE AUX DÉFIS CONTEMPORAINS

L'École Doctorale Études sur l'Homme et la Société (ED-ETHOS) de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, organise ses doctoriales du 23 au 25 juillet 2025 sur le thème « L'Afrique face aux défis contemporains ». En réalité, le continent africain est marqué par de profonds bouleversements dans plusieurs domaines. Depuis le début du XXI^e siècle, le renouveau géopolitique du continent africain a engendré des défis importants relatifs aux questions sociales, économiques et environnementales. Les crises s'intensifient, fragilisant davantage l'émergence du continent (Bertrand, 2021). On vit au gré des urgences sécuritaires, alimentaires, sanitaires, environnementales. Ces problèmes, qui se posent avec acuité dans plusieurs pays africains, exacerbent la vulnérabilité des populations.

Entre discours afro-pessimiste des années 1990, afro-optimiste des années 2000 et souverainiste des temps actuels, le continent africain affiche trois visages : celui de la misère, de l'exotisme et de l'émergence (Brunel, 2014). Ce regard sur l'Afrique amène à apprêhender la nature des enjeux contemporains, en tenant compte des trajectoires variées, des différences régionales et nationales souvent ignorées.

En effet, le paradoxe africain se situe dans la complexité de la représentation idéologique de sa place dans le « choc des civilisations », la mondialisation, et la définition des trajectoires possibles de son développement. Les aspects sur lesquels portent les défis contemporains sont d'ordre économique, social, politique, environnemental. Le développement économique est crucial pour améliorer les conditions de vie des populations. De nombreux pays africains cherchent à diversifier leurs économies, souvent dépendantes des matières premières, en investissant dans des secteurs comme l'agriculture, la technologie et le tourisme.

Les enjeux sociaux, tels que l'éducation et la santé, sont fondamentaux pour le développement à long terme. Investir dans le capital humain est essentiel pour permettre aux jeunes générations de contribuer au progrès du continent. Cela passe aussi par le renforcement de la gouvernance et la participation citoyenne.

Par ailleurs, la gestion de l'environnement est également un enjeu majeur. L'exploitation des ressources, bien qu'elle puisse stimuler la croissance, doit être faite de manière durable pour éviter des conflits et préserver l'environnement. Par conséquent, la lutte contre le changement climatique est essentielle, car l'Afrique est particulièrement vulnérable aux catastrophes naturelles.

Sans préjuger, les contraintes du développement du continent restent sans doute très liées aux difficultés de la « gestion des communs ». L'Afrique est donc en proie d'une insécurité généralisée, qui se manifeste par la montée en puissance de groupes armés et de mouvements séparatistes.

L'Afrique est ainsi à un tournant de son histoire, avec des défis (identité, culture, religion, idéologie, éducation, recherche, numérique, innovation, sécurité, mondialisation) à relever, mais aussi de nombreuses opportunités à saisir pour un avenir meilleur et donc un développement endogène durable.

En choisissant d'aborder le thème sur les défis contemporains auxquels fait face l'Afrique, l'École Doctorale ETHOS entend offrir un espace de réflexion à plusieurs acteurs scientifiques de divers horizons sur les questions préoccupantes du continent africain. Les Doctoriales constituent une opportunité pour les jeunes chercheurs (doctorants et post-doctorants), en particulier, de partager les résultats de leurs recherches et de discuter avec les acteurs et les experts du monde de la recherche et du développement. Elles favorisent le renforcement de capacités dans le domaine de la recherche et de la communication scientifique.

Les propositions de communication pourront s'articuler autour des thèmes suivants:

Axe 1 : Éducation, formation, recherche et innovation ;

Axe 2 : Épistémologies du sud ;

Axe 3 : Histoire, patrimoine et culture ;

Axe 4 : État, gouvernance et enjeux sécuritaires ;

Axe 5 : Intelligence artificielle, sociétés et désinformation ;

Axe 6 : Défis environnementaux et sanitaires ;

Axe 7 : Religions, sociétés, langues et identités culturelles ;

Axe 8 : Défis démographiques.

Bienvenue aux doctoriales de l'ED ETHOS

L'édition 2025 des Doctoriales de l'ED - ETHOS est une occasion pour rassembler les chercheurs, les partenaires publics et privés, les institutions nationales et internationales du secteur de la recherche et de l'enseignement, afin de réfléchir sur les défis actuels du continent africain, notamment les questions sociales, économiques, environnementales, sécuritaires, alimentaires, sanitaires.

Ces journées doctoriales ciblent les doctorants, les post-doctorants et les chercheur(e)s et enseignant(e)s-chercheur(e)s ainsi que les acteurs du développement. Elles sont ouvertes aux doctorants des universités nationales et internationales. Nous remercions tous les participants dont la proposition de communication a été acceptée et qui prennent part effectivement à cet évènement scientifique d'une grande envergure. Les doctoriales sont toujours l'occasion de belles rencontres qui permettent de créer des espaces d'échange et de discussion. Durant 03 jours, 1 conférence plénière, 2 ateliers de formation, 05 sessions de communication et 93 communications seront tenus. La diversité des thématiques abordées donne sans doute un signe que les échanges seront très fructueux.

L'ED – ETHOS voudrait témoigner ici toute sa reconnaissance à monsieur le Recteur de l'UCAD pour son accompagnement et son soutien constant. Elle salue l'engagement des membres du Comité Scientifique et Pédagogique (CSP), les doyens de faculté, les directeurs d'écoles et d'instituts, les responsables de formations doctorales et les directeurs de laboratoires.

C'est le lieu de dire merci aux membres du comité scientifique et du comité d'organisation, constitué d'enseignants chercheurs et d'administratifs et de doctorants. Ces comité ont travaillé d'arrache pieds ces derniers mots pour la réussite de la troisième édition des doctoriales de l'ED-ETHOS.

Les doctoriales n'auraient pas pu se tenir sans l'appui des autorités de tutelles et les partenaires qui ont accompagné l'ED - ETHOS dans l'organisation de cette rencontre scientifique. Nos sincères remerciement, à l'Assemblée Nationale, au MESRI, au Rectorat, aux facultés (FLSH, FASTEF), aux écoles et institut (ESEA, CESTI, EBAD, IFAN), Fondation UCAD, au COUD, à la BHS, à la Casamançaise.

PRESENTATION DE L'ECOLE DOCTORALE

Créée en 2008 (suite à l'avis du Conseil Scientifique de l'Université Cheikh Anta DIOP en sa séance du 28 juillet 2008 et de l'Assemblée de l'Université Cheikh Anta DIOP en sa séance du 07 mai 2008), l'Ecole Doctorale Etudes sur l'Homme et la Société (ETHOS) est au cœur des missions principales assignées à l'université, à savoir l'enseignement, la recherche, la formation et le service à la communauté.

Avec huit formations doctorales et une trentaine de laboratoires, l'Ecole Doctorale ETHOS est un véritable pôle de formation et de recherche pluridisciplinaires. Son offre de formation répond au besoin de formation de jeunes chercheurs dans le domaine des sciences de l'homme et de la société. Elle est adaptée aux innovations pédagogiques basées sur l'amélioration qualitative et quantitative des offres d'enseignement et des activités de recherche.

Cette orientation reflète l'engagement de l'Ecole Doctorale ETHOS à favoriser l'épanouissement académique des jeunes chercheurs (doctorants) et à promouvoir la recherche action-développement. Dans cet esprit, la recherche et la formation, pour l'Ecole Doctorale ETHOS c'est « savoir être à l'écoute de son temps et de sa société pour pouvoir penser la complexité d'un monde en mutation permanente ».

Le contexte de sa création est lié à la nécessité d'harmonisation et à l'adoption des deux thèses le Doctorat du 3e cycle et la Thèse de Doctorat d'Etat.

Conformément à l'article 8 du décret n° 2012- 1116 du 12 octobre 2012 relatif au diplôme de doctorat, ED-ETHOS a pour missions :

- organiser la formation des doctorants ;
- assurer la coordination entre les différentes composantes de l'école doctorale ;
- améliorer les conditions de travail et d'encadrement des doctorants ;
- développer l'internationalisation de la formation et de la recherche ;
- promouvoir la recherche ;
- contribuer au développement de la société (service à la communauté) ;
- de négocier et gérer des allocations de recherche ;
- d'aider à l'insertion professionnelle des docteurs.

L'École Doctorale ETHOS se fonde sur une approche intégrée et pluridisciplinaire, voire transdisciplinaire au sein de laboratoires et équipes chargés de la mise en œuvre de ses activités d'enseignement, de formation et de recherche.

L'École Doctorale ETHOS a comme objectifs :

- former des chercheurs et des professionnels dans les domaines des sciences humaines et sociales ;
- offrir un cadre de recherches spécialisées aux chercheurs ;
- assurer une formation académique à des cadres du secteur privé ou public ;
- appliquer la démarche qualité ;
- organiser des échanges scientifiques entre les doctorants et les communautés ;
- promouvoir la recherche interdisciplinaire et l'innovation dans les domaines des sciences humaines et sociales ;

IDENTIFICATION

Nom : École Doctorale Etudes sur l'Homme et la Société

Domaine : Sciences de l'Homme et de la Société

Université de rattachement : Université Cheikh Anta Diop de Dakar

Direction de rattachement : Direction de la Recherche et de l'Innovation

Établissements affiliés :

- Faculté des Lettres et Sciences Humaines (FLSH)
- Faculté des Sciences et Technologies de l'Éducation et de la Formation (FASTEF)
- Centre d'Étude des Sciences et Techniques de l'Information (CESTI)
- Institut Fondamental d'Afrique Noire -Cheikh Anta DIOP (IFAN CAD)
- École des Bibliothécaires, Archivistes et Documentalistes (EBAD)
- Faculté de Médecine, de Pharmacie et d'Odontostomatologie, (FMPOS) UCAD.
- Institut de Formation et de Recherche en Population, Développement et santé de la Reproduction (IPDSR).
- L'Institut National Supérieur de l'Education Populaire et du Sport (I.N.S.E.P.S.)
- Ecole Supérieure d'Enseignement Professionnelles et Technique (ENSEPT)
- Ecole Supérieure d'Economie Appliquée (E.S.E.A.)
- Institut Supérieur de Management (ISM)
- Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest (UCAO)
- CISPAIX (ONU)

Site web : <https://ethos.ucad.sn>

AXE 1 : EDUCATION, FORMATION, RECHERCHE ET INNOVATION

L'effet des conditions de vie et de travail sur la motivation des enseignants dans les zones périphériques: l'exemple de l'académie de Tambacounda.

Alphonse Niane

Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

nianealphonse90@gmail.com

Résumé

Dans les zones dites périphériques ou difficiles en raison de leur éloignement, leur enclavement, le bas niveau de développement économique, etc. les enseignants disent rencontrés de nombreuses difficultés sur le plan social et professionnel. Le personnel qui œuvre dans ces établissements fait souvent face à plusieurs problèmes propres à ces milieux : des enfants sous-alimentés, victimes d'abus, des élèves accusant un retard scolaire important, des élèves ayant des difficultés d'apprentissage et de comportement, un taux de réussite plus bas et des parents démunis face aux apprentissages de leurs enfants (Danièle, 2009 ; Brossard, 2000). Ces conditions de vie et de travail perçues comme difficiles expliquent le départ massif de ces enseignants vers les académies de Dakar et de Thiès. Ce qui vide ces zones d'enseignants expérimentés. Dans le cadre d'une recherche doctorale en sciences de l'éducation portant sur le sujet : Le métier d'enseignant entre choix vocationnel et choix conjoncturel. Approche psychosociologique des motivations des enseignants du moyen et secondaire du public de l'académie de Tambacounda, il est ainsi révélé que de nombreux enseignants vivent dans des situations géo-climatiques, économiques, socio-culturelles défavorables à leur motivation. Les difficultés professionnelles vécues renvoient aux insuffisances de matériels didactiques, aux abris provisoires, à des établissements sans clôture, sans toilette, sans eau, sans électricité, etc. à des élèves accusant un retard de niveau, à des problèmes de management scolaire, entre autres. La communication vise à revenir en détails sur ces difficultés vécues dans ces zones.

Mots-clefs : Motivation, enseignant, zones périphériques

Universités publiques et durabilité : regards des enseignants-chercheurs sénégalais sur l'intégration des ODD dans les programmes de formation universitaire

Ansou Yaffa

Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD)

ansou.yaffa@ucad.edu.sn

Résumé

Face aux défis globaux de durabilité, les établissements d'enseignement supérieur sont de plus en plus interpellés quant à leur rôle dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Cet article analyse de manière critique la contribution des universités publiques sénégalaises à l'intégration des Objectifs de Développement Durable (ODD), en s'intéressant spécifiquement aux perceptions, aux pratiques pédagogiques et à l'engagement scientifique des enseignants-chercheurs, figures pivotales du système universitaire. La problématique de recherche se structure autour de deux interrogations principales : *comment les enseignants-chercheurs perçoivent-ils et mobilisent-ils les ODD dans leurs pratiques d'enseignement, de recherche et d'engagement*

communautaire ? Et dans quelle mesure les dynamiques institutionnelles conditionnent-elles cette mobilisation ?

L'enquête a été conduite dans trois universités publiques sénégalaises : l'Université Gaston Berger (UGB), l'Université Assane Seck de Ziguinchor (UASZ) et l'Université Alioune Diop de Bambey (UADB), sélectionnées pour leur diversité géographique, disciplinaire et institutionnelle. Un total de 106 enseignants-chercheurs ont été interrogés par questionnaire, complété par des entretiens qualitatifs auprès de répondants-clés.

Les résultats révèlent une forte adhésion déclarative aux ODD : 89 % des enseignants de l'UADB, 78 % de l'UGB et 72% de l'UASZ déclarent en avoir connaissance. Néanmoins, cette appropriation reste partielle dans la pratique. Si 70 % des enseignants de l'UADB affirment les intégrer dans leurs enseignements, ce taux chute à 55 % à l'UGB et 52 % à l'UASZ. L'absence de formations spécifiques, de ressources pédagogiques partagées et de référentiels institutionnels nuit à une intégration systématique. Par ailleurs, les ODD mobilisés varient : climat, éducation de qualité et gestion des ressources naturelles dominent, tandis que les questions de santé, d'inégalités ou de justice sociale sont marginalisées.

Du point de vue de la recherche, les dynamiques restent hétérogènes. L'UADB et l'UGB présentent une implication importante dans des projets liés aux ODD (61 % des répondants), mais souvent à travers des initiatives individuelles, faiblement soutenues institutionnellement. L'UASZ, malgré une orientation thématique en lien avec les enjeux environnementaux, enregistre une participation plus faible (42 %). Cependant, la faiblesse des partenariats institutionnels, particulièrement à l'UASZ (seulement 20 % des projets), fragilise l'ancrage territorial et l'impact des recherches.

Les principaux défis identifiés par les enseignants sont le manque de financements (jusqu'à 38% des répondants), l'insuffisance d'infrastructures, la difficulté à établir des partenariats, ainsi qu'un déficit en ressources humaines qualifiées. Malgré ces freins, des signaux positifs émergent : leaderships pédagogiques, projets pilotes et volonté manifeste de certains départements à institutionnaliser les ODD.

Mots clés : Objectifs de Développement Durable (ODD), Enseignants-chercheurs, Universités publiques, Intégration curriculaire, Dynamiques institutionnelles

Statut et conditions sociales des artistes visuels sénégalais

Bamba Touré

Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

bambatuure@gmail.com

Résumé

Les arts visuels ont pris un grand envol depuis l'indépendance. Ils disposent d'un environnement dans le contexte sénégalais qui a connu une évolution dynamique portée par des visions politiques diverses. Certes, l'influence de l'action publique en est pour apport considérable, mais l'expression artistique n'a pas été en reste. La création et la production florissantes et diversifiées ont inscrit le Sénégal dans l'échiquier artistique visuel international et de grands noms d'artistes dans l'histoire de l'art contemporain africain. Cependant, malgré ces prouesses, l'artiste visuel sénégalais ne bénéficie pas encore d'un statut social satisfaisant. Cette recherche, en s'engageant dans l'analyse de la définition de l'artiste visuel, la faiblesse des instances de labellisation sur sa valeur et les difficultés d'application des mesures de protection sociale, explore les goulots d'étranglement du statut social de l'artiste visuel sénégalais.

Mots clés : artiste, statut social, institutions de labellisation, protection sociale

Usages pédagogiques des TIC dans les établissements d'enseignement secondaire général au Sénégal : contraintes et défis

Cheikh Samb

Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

Résumé

Les TIC sont en plein essor et continuent d'impacter tous les secteurs de la vie particulièrement celui de l'éducation. Ces dernières années, des moyens importants ont été consacrés à l'intégration des TIC dans l'enseignement au Sénégal. Malgré la diversité de ressources mises à la disposition des enseignants et la pléthore de projets éducatifs visant l'introduction des TIC dans l'enseignement, leur généralisation dans le cycle secondaire se heurte à de nombreuses contraintes. Partant de la problématique de l'usage pédagogique des TIC au niveau des établissements d'enseignement secondaire, la présente étude a cherché à faire l'état des lieux et lister les défis à relever résolument pour une intégration efficace de ces outils dans les activités d'apprentissage. Pour ce faire, nous avons formulé plusieurs hypothèses à savoir que le système éducatif sénégalais enregistre de faibles performances en termes d'intégration des TIC dans les enseignements-apprentissages au secondaire, les enseignants du secondaire qui intègrent les TIC dans leurs pratiques de classe sont formés à leur usage pédagogique, l'enseignement à distance garde quelques contraintes dans le sous-secteur du secondaire. S'appuyant sur une approche mixte, l'étude a permis de recueillir des données auprès des professeurs de l'enseignement secondaire et de quelques personnalités éducatives notamment sur les types d'usages pédagogiques des TIC, la fréquence et le niveau d'utilisation de ces outils, leurs effets positifs pour les enseignants et les apprenants, les contraintes de mise en œuvre et les défis à relever. L'analyse de ces résultats permet de constater que les défis à relever pour une réalité des usages pédagogiques des TIC sont principalement d'ordre politique, institutionnel, organisationnel et motivationnel. L'amélioration de l'accès à l'électricité et à l'internet, le leadership éducatif des dirigeants d'établissement, le renforcement des compétences TIC des enseignants associés à une implication active de tous les acteurs constituent des pistes de solution pour une intégration pédagogique réussie des TIC dans les établissements d'enseignement secondaire. Cette étude en s'intéressant aussi à l'application du modèle SAMR à l'enseignement à distance constitue une perspective intéressante pour les futures recherches.

Mots clés : TIC - usage pédagogique - enseignement secondaire – contraintes - défis.

Analyse des déterminants de l'abandon scolaire des garçons à l'école élémentaire Cheikh Ibra Fall dans la commune de Thiès-Nord

Astou Diop

Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

Résumé

L'éducation constitue le socle de toutes les formes de socialisation. Depuis toujours, les pays s'efforcent de mettre en place des stratégies pour instaurer une éducation de qualité à l'échelle mondiale. Ainsi, des rencontres internationales ont été organisées afin d'améliorer le système éducatif en Afrique. À l'issue de ces concertations, plusieurs programmes ont été adoptés, faisant de l'école une priorité sur le continent africain.

Nous avons alors assisté à une scolarisation massive des enfants en âge d'aller à l'école. Cependant, un phénomène préoccupant est apparu : l'abandon scolaire des jeunes filles. Face à cette situation, les États, les ONG, les organisations de femmes et les associations se sont mobilisés pour assurer le maintien des filles à l'école. Ces efforts ont porté leurs fruits, car les programmes mis en œuvre ont permis non seulement une reprise de la scolarisation des filles, mais également une amélioration notable de leurs résultats scolaires.

Mais au regard de tous ces efforts, une question demeure : qu'en est-il de l'éducation des garçons ?

En effet, à l'école élémentaire Cheikh Ibra Fall, située dans le quartier Médina Fall de la commune de Thiès-Nord, l'on constate une déperdition scolaire préoccupante des jeunes garçons. Cette situation soulève des interrogations sur les causes profondes de cet abandon scolaire, en dépit des politiques éducatives mises en place aussi bien à l'échelle mondiale que nationale, notamment par l'État du Sénégal.

Dans ce cadre, des enquêtes de terrain ont été menées auprès des garçons ayant quitté l'école, des enseignants, de l'Association des parents d'élèves, ainsi que des familles concernées, afin de comprendre les raisons pour lesquelles ces garçons abandonnent l'école avant l'obtention du Certificat de Fin d'Études Élémentaires (CFEE).

Les résultats de cette étude, fondée sur une démarche scientifique rigoureuse, révèlent que cette déperdition est liée, d'une part, aux représentations socio-culturelles et religieuses de l'école à Médina Fall, et d'autre part, à l'environnement familial ainsi qu'aux dispositifs institutionnels et infrastructurels de l'école Cheikh Ibra Fall.

Mots-clés : Déperdition scolaire, fauteurs déterminants

Le rôle de la linguistique descriptive dans l'étude de l'intelligence artificielle au Sénégal

Assane Ndiaye

LSHE, Université Numérique Cheikh Hamidou Kane (Sénégal)

assane.ndiaye21@unchk.edu.sn

Résumé

L'Intelligence Artificielle (IA) est apparue comme une force transformatrice dans la recherche linguistique, offrant des outils essentiels pour étudier l'acquisition du langage (1). Cet article fournit une compréhension du lien qui existe entre la linguistique descriptive et l'intelligence artificielle, avec un accent particulier sur le rôle de la linguistique descriptive dans l'étude de l'intelligence artificielle au Sénégal. À travers le prisme de la morphologie, de la syntaxe et de la sémantique, l'article explore comment la linguistique descriptive révolutionne notre compréhension de l'intelligence artificielle. L'environnement linguistique, en particulier la morphologie, la syntaxe et la sémantique, a considérablement fait progresser les morphèmes qui aident l'intelligence artificielle à être plus conforme à l'acquisition du langage humain. La linguistique descriptive facilite le traitement du texte en langage naturel, permettant à

l'intelligence artificielle d'éviter les erreurs lors de la traduction en respectant les points de grammaire et le sens des phrases.

Mots clés : Intelligence artificielle, linguistique, sémantique, syntaxe, morphologie, Linguistique descriptive, morphème, Recommandation didactique.

Indépendance financière et autonomie académique des universités francophones de l'Afrique de l'Ouest : Comment s'inspirer des universités Ivy League des États-Unis d'Amérique ?

Diome FAYE

Département d'Études Anglophones, Faculté des Lettres et Sciences Humaines

Université Cheikh Anta Diop de Dakar

diome.faye@ucad.edu.sn

Résumé

En répondant au président américain Donald Trump dans une lettre publiée sur le site web de l'université en ces termes : « *Aucun gouvernement - quel que soit le parti au pouvoir - ne devrait dicter ce que les universités privées peuvent enseigner* », Alan Garber, le président de Harvard, pose avec acuité la question de l'indépendance financière et de l'autonomie académique des universités publiques et privées. Cette posture courageuse de Harvard saluée par de nombreux étudiants et anciens étudiants comme l'ancien président Barack Obama montre comment la manière de gouverner, d'embaucher et d'enseigner des universités à travers le monde est intrinsèquement liée à leur indépendance financière. À travers le mode de fonctionnement les huit universités (l'Université de Brown, l'Université de Columbia, l'Université de Cornell, le Dartmouth College, l'Université de Harvard, l'Université de Pennsylvanie et l'Université de Princeton) communément appelées Ivy League, nous proposerons, dans notre communication, des pistes de solutions qui pourraient permettre aux universités francophones de l'Afrique de l'Ouest d'avoir une indépendance financière gage d'une autonomie académique.

Mots clés : Universités, États-Unis d'Amérique, Afrique de l'Ouest, indépendance financière, autonomie académique

Ecole et société : les paradoxes des logiques de l'éducation de masse en Afrique

Ismael Touré

Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

sorismael.toure@gmail.com

Résumé

Sujet d'attentes conflictuelle et objet de réforme, l'institution scolaire est traversée de contradiction. Dans sa forme classique actuelle, beaucoup estiment qu'elle ne répond pas aux besoins, aux exigences du modèle de développement des sociétés africaines.

Il faut rappeler qu'à la base l'éducation poursuit trois (3) logiques :

Une logique élititaire : c'est-à-dire de la main d'œuvre qualifiée dans tous les secteurs d'activité disponible et utilisable par l'Etat et le secteur privé.

Une logique égalitaire : c'est-à-dire le savoir qui instaure la justice dans la société. Caractéristique des sociétés contemporaines le diplôme devient le seul critère définissant le statut social.

Une logique d'émancipation : par le savoir l'homme se libère de toutes les formes de domination. S'autonomise des contraintes sociales, gère sa vie privée et protège son autonomie individuelle, développe son es

En Afrique les parents et amis de l'école ignorent et poursuivent d'autres logiques différentes voir même opposé aux logiques classiques.

L'Etat à travers les autorités éducatives vise la massification de la main d'œuvre qualifiée surtout technique depuis les années 2000 date création dans plusieurs pays des ministères en charge exclusivement de l'enseignement technique et de formation professionnelle.

Sans une véritable politique d'orientation des jeunes vers les compétences correspondant aux besoins du marché du travail, l'Etat se perd entre plusieurs programmes de forme qui souvent nécessite eux –même des réformes. L'Etat tue également l'excellence en ne faisant pas du diplôme le seul critère d'accès aux fonctions administratives prestigieuse.

Les parents veulent donner à leur progéniture le pouvoir du colon dans la société coloniale, c'est à dire exploiter sans se faire exploiter. Ils admirent le style de vie occidentale mais en contexte les valeurs qui le font marché. Sans avoir de réelles ambitions pour la société globales, ils opposent parfois l'école à la société sans savoir que l'école est un formidable moyen pour rattraper le retard de développement et changer la société de manière décisif et sur tous les plans.

Les élèves poursuivent des logiques égoïstes et intérêts personnels. Leur but c'est de mettre la société au service de leur diplôme plus que d'acquérir des compétences pour servir la société. C'est pourquoi souvent ils misent sur la fonction publique et une fois aux postes de responsabilité, ils se plongent dans la corruption. Le défi contemporain de l'école consiste à construire un système éducatif fondé et fonctionnant sur les bases des logiques élitiste, égalitaire et d'émancipation.

Inspirer une passion pour les sciences dures chez les élèves des pays en développement : Leçons tirées du modèle singapourien

N'kongon Lakoun Richard

Université Alassane Ouattara de Bouaké (Côte - d'Ivoire)

nlrdefronan@gmail.com

Résumé

Dans de nombreux pays en développement, l'enseignement des sciences dures est marqué par des méthodes pédagogiques obsolètes, un manque de ressources adaptées et une faible valorisation des carrières scientifiques. Ces obstacles limitent l'intérêt et l'engagement des élèves envers ces disciplines cruciales pour le développement technologique et économique. À l'inverse, Singapour a su instaurer une approche éducative dynamique qui stimule la curiosité et favorise l'apprentissage actif des sciences. Ce modèle repose sur une pédagogie centrée sur l'investigation et la résolution de problèmes, l'intégration des outils numériques et la mise en avant des opportunités professionnelles dans les domaines scientifiques. Une analyse comparative entre les politiques éducatives des pays en développement et celles de Singapour met en évidence plusieurs leviers de transformation : modernisation des contenus pédagogiques pour favoriser une approche expérimentale et interactive, utilisation des technologies pour rendre l'apprentissage plus accessible et stimulant, mise en place de stratégies d'incitation telles que les mentorats et les compétitions scientifiques afin d'éveiller l'intérêt des élèves. La refonte des systèmes éducatifs implique également un engagement gouvernemental fort et des investissements ciblés dans les infrastructures, les outils pédagogiques et la formation continue des enseignants. Inspirer une passion pour les sciences dures exige une approche pragmatique

qui tient compte des réalités locales tout en s'appuyant sur des modèles performants comme celui de Singapour. L'éducation scientifique, lorsqu'elle est pensée comme un moteur de développement et de transformation sociale, devient un levier puissant pour préparer les jeunes générations aux défis technologiques et économiques du futur.

Mots clé : Éducation scientifique, pédagogie innovante, technologies éducatives, motivation des élèves, modèle singapourien.

Éducation, formation, recherche et innovation dans la prise en charge des déficients visuels en EPS au Sénégal : cas de l'INEFJA

Léocadie Diandibo Diatta

INSEPS, Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

leocadiediandibodiatta@Hotmail.com

Ousmane Ba

INSEPS, Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

ousmane5.ba@ucad.edu.sn

Résumé

Après son accession à l'indépendance en 1960, le Sénégal comme dans d'autres pays a senti le besoin et la nécessité de répondre à une demande pour la reconnaissance des besoins éducatifs distinctifs vis-à-vis des élèves en situation de handicap pour une meilleure prise en charge.

À cet effet, des écoles spécialisées ont vu le jour vers les années 1980 dont l'Institut National d'Éducation et de Formation des Jeunes Aveugles (INEFJA) qui s'occupe des déficients visuels. D'ailleurs, c'est l'unique établissement national depuis lors. Pour valoriser ces élèves à besoin spécifique, favoriser leur intégration, leur offrir un accès équitable et une éducation de qualité, et lutter contre la discrimination, les organismes internationaux ont pris d'assaut leurs plumes pour défendre l'intérêt et les causes des personnes vivant avec un handicap. C'est dans ce contexte que le Sénégal a ratifié des conventions et adopté des lois en faveur des personnes à mobilité réduite. Toutefois, force est de constater que les engagements pris par l'Etat du Sénégal sont loin de connaître une réalité ce qui explique le fausset qu'il y a entre les écrits et la réalité de terrain d'où l'importance de cette étude. L'éducation des enfants atteints d'une déficience visuelle semble être un phénomène complexe et difficile à la fois en raison de leur handicap, ce qui nécessite des moyens, des mesures d'accompagnement et la formation du personnel enseignant. L'inclusion de la pratique de l'éducation physique et sportive dans leur programme est certes une réalité, mais difficile à mettre en œuvre due à la déficience. C'est pourquoi, nous nous sommes interrogées sur la question suivante : comment les enseignants s'organisent le cadre de leur enseignement apprentissage lors des séances d'EPS à L'INEFJA de Thiès ?

Notre objectif est d'identifier et d'analyser les pratiques pédagogiques et didactiques de l'enseignant d'EPS, les adaptations mises en œuvre ainsi que les méthodes d'enseignements les mieux adaptées pour une pratique efficace et sécurisée en éducation physique et sportive.

La méthode mixte qui regroupe la méthode quantitative et qualitative à la fois est celle choisie par excellence, en raison de la particularité de notre cible et des acteurs impliqués dans l'éducation et la formation de ces enfants.

Mots-clés : EPS, adaptation, inclusion, formation, déficience visuelle, accessibilité

Intégrer l'enseignement de l'intelligence artificielle dans le système éducatif au Sénégal : un rempart stratégique contre la désinformation

Ndiène Ndour

Laboratoire de Recherche en Sciences de l'Information et de la Communication (LARSIC)

Université Cheikh Anta Diop, Sénégal

ndienendour@gmail.com

Résumé

La désinformation est définie par Jacques Breillat (2015) comme une « (...) *action de communication d'influence qui repose sur une manœuvre dolosive ou sur le résultat de cette manœuvre : un mensonge, un faux message* ». En outre, l'Office québécois de la langue française (2019) la considère comme une « *information erronée ou déformant la réalité, qui est transmise au moyen des médias de masse ou des médias sociaux dans le but de manipuler l'opinion publique* ». Le nombre important de définitions qu'on a noté sur la désinformation laisse croire que celle-ci suscite plusieurs réflexions et d'études scientifiques. Ainsi, cela s'explique par le fait que la désinformation, bien qu'apparue depuis plusieurs décennies, est aujourd'hui exacerbée et complexifiée par la multiplication des médias sociaux numériques à cause surtout de la facilité de diffusion et de partage des fake news et des rumeurs.

Notons que la plupart des études effectuées dans le cadre de la lutte contre la désinformation à l'ère du numérique au Sénégal proposent des stratégies et actions comme l'usage des outils technologiques, l'éducation aux médias et à l'information (EMI), le Fack-checking, etc. Cela peut se vérifier à travers les travaux de Seck-Sarr, (2024), Kouakou et Diakhaté (2021), Diagne (2024), Ndiaye (2022), Kouakou (2023), etc.

De nos jours, force est de constater qu'au-delà des médias sociaux, l'intelligence artificielle est devenue une technologie redoutable dans la fabrication des fake news et de la désinformation à travers les deepfakes (Schwikowski, Gerhausser, Ndayiragije et al, 2025). De plus, une étude menée récemment par la fondation Konrad-Adenauer (2024) considère l'IA comme le risque numéro un de la désinformation en Afrique. L'intelligence artificielle a rendu plus facile le phénomène de la désinformation, car la technologie permet aujourd'hui, à n'importe qui de concevoir de fausses informations, que ce soit des photos, des audios et des vidéos (Géré, 2022). Pour mieux lutter contre la désinformation à l'ère de l'intelligence artificielle, il nous paraît important de réfléchir, au-delà des EMIs, du Fack-Checking, sur la dimension « formation à l'intelligence artificielle ». En effet, l'objectif de cette communication est de voir comment la formation à l'IA introduite dans les *curricula* du système éducatif sénégalais (de l'école primaire à l'université) pourrait être une solution dans la lutte contre la désinformation. Autrement dit, il s'agit de répondre la question suivante : comment la formation à l'IA dans le système éducatif pourrait être un véritable rempart stratégique contre la désinformation.

Pour répondre à cette question, nous avons mobilisé une approche méthodologique qualitative fondée sur une analyse critique de la littérature d'un corpus de 29 documents. Ce corpus documentaire émane d'une recherche documentaire approfondie sur les bases de données bibliographiques comme Cairn info, Erudit et le moteur de recherche spécialisé Google Scholar.

Mots-clés : Education ; système éducatif ; intelligence artificielle ; désinformation ; Sénégal

AXE 2 : ÉPISTÉMOLOGIES DU SUD

Les identités remarquables entre l'Afrique et l'Amérique.

Louis Mendy,

Professeur d'Etudes Américaines

Département d'Anglais

Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

louis.mendy@ucad.edu.sn

Résumé

Notre attention n'est pas souvent attirée par les noms des deux continents qui commencent par la même lettre A et se terminent par les mêmes cinq lettres R-I-Q-U-E. Cela pourrait revêtir tout un symbole et montrer que les deux entités géographiques partagent des identités frappantes voire remarquables.

Si les USA étaient un enfant, on pourrait affirmer sans ambages que ses parents sont l'Afrique et l'Europe. Bien qu'il soit historiquement admis que l'Amérique a été découverte en 1492 par l'european Christophe Colomb, de grands intellectuels afro centrists, tels que Molefi Assanti, défendent la thèse que des africains auraient visité le continent américain bien avant les européens.

Malheureusement, la source la plus documentée de la présence de Noirs sur ce continent demeure les écrits sur l'esclavage qui relatent le passage de millions d'enfants d'Afrique vers l'Amérique. Ces africains et leurs descendants ont, par la suite, contribué de manière significative à la naissance, au développement et au rayonnement des Etats-Unis d'Amérique. L'Afrique porte alors un regard maternel sur les USA où les Noirs ou plutôt la diaspora africaine en général vit des réalités à la fois utopiques et dystropiques selon des exégètes des Etudes Américaines. En revanche, les USA doivent moralement porter, à leur tour, un regard filial sur l'Afrique en l'adorant et en la soutenant comme tout bon enfant à l'endroit de sa mère. Un sentiment que partagent plusieurs descendants d'Africains-Américains.

Il existe donc de fortes connexions entre ces deux continents dans beaucoup de domaines comme la culture, la littérature, les religions et les valeurs familiales pour ne citer que ceux-là. Il n'est pas, dès lors, surprenant qu'une grande partie de cette diaspora africaine en Amérique développe des sentiments forts d'appartenance à l'Afrique et nourrit le rêve d'un retour définitif auprès de «Mummy Africa». Notre propos dans cette communication est de montrer la place et le rôle de la diaspora africaine dans le développement des USA, ainsi les multiples valeurs identitaires entre les deux continents.

Mots clés : Afrique, Amérique, Connexions, Diaspora, Filial, Maternel, USA.

La problématique de l'usage du français : défis et perspectives de l'éducation africaine du futur

ELHadji Fallou Samb

Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

jpsamb@outlook.fr

Résumé

En 1948, sur la demande de Alioune Diop et de Senghor, Sartre rédige une préface intitulée *Orphée Noir* qui fera date dans l'histoire des problèmes noirs. Cette préface de l'ouvrage *Anthologie de la poésie noire et malgache de langue française* de Senghor a la particularité d'aborder plusieurs thématiques qui intéressent aujourd'hui le débat postcolonial et décolonial. De la problématique de la race en passant par la question de l'universel, de l'humanisme, de l'identité, du colonialisme, Sartre a passé au peigne feint les problématiques qui jalonnent le processus de lutte pour l'émancipation des noirs et de leur intégration effective dans la dialectique historique. Ce texte ne fait pas seulement l'éloge de la condition et de la beauté d'être noire, de la chanter à travers une poésie émancipatrice, il pose également les jalons de la destruction de la Négritude. Sartre donne le baiser de la mort (Souleymane Bachir Diagne) à la Négritude. Non seulement, il installe la Négritude dans le temps de la dialectique qui se dépasse et se conserve dans le prolétariat universel, mais il adresse de réelles critiques au mouvement. Parmi ces problèmes qui nous intéressent particulièrement dans ce travail, il y a l'usage de la langue française comme canal par lequel les poètes de la Négritude communiquent entre eux et leur public et affirment leur histoire et leur identité. Sartre écrit à ce propos que « les poètes de la négritude sont contraints de rédiger en français leur évangile. » (Sartre, « *Orphée noir* » 1948). En s'exprimant en français, Sartre voyait que la machine à penser de l'ennemi s'installait dans l'esprit du colonisé. Au-delà de ce contexte, l'utilisation de la langue du colon apparaît aujourd'hui comme un problème majeur. Presque partout en Afrique on continue à utiliser la langue du colon pour penser, exprimer notre identité, faire la recherche et enseigner. Après Sartre, des penseurs comme Cheikh Anta Diop, Ngugi Wathiog'o et Souleymane Bachir Diagne poseront ce débat décolonial dans une Afrique en quête de soi. Comment Sartre avait-t-il été le premier à poser cette problématique décoloniale de l'utilisation du français par les colonisés ? Dans l'Afrique du XXIème siècle, est-il pertinent d'enseigner uniquement dans la langue du colon ? Avec quelles langues et avec quelles bibliothèques concevoir aujourd'hui l'éducation en Afrique ? Comment peut-on réclamer une identité dans la langue de l'autre ? Continuer d'enseigner dans la langue du colon, n'est-ce pas une continuité de la colonialité ? Faut-il totalement tourner le dos aux langues étrangères ou bien faut-il les jumeler avec les langues locales pour assurer l'éducation des jeunes africains ? Que faut-il faire pour que nos langues puissent être au rendez-vous d'une éducation véritablement africaine ?

Mots clés : Sartre, Langue, Education, Décolonisation, Afrique.

De l'oralité traditionnelle à la performance contemporaine : analyse des effets du slam proverbial wolof sur la motivation et l'expression orale des apprenants sénégalais

Cheikh Ahmed Tidiane Mbow

Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

Résumé

Cette étude s'intéresse à l'intégration du slam inspiré des proverbes wolofs comme outil didactique pour développer les compétences en expression orale des élèves du secondaire au Sénégal. À travers une recherche-action menée dans quatre établissements de la région de Kaolack, nous analysons comment cette approche pédagogique, à l'intersection entre patrimoine oral traditionnel et formes d'expression contemporaines, influence la motivation, l'engagement et les performances linguistiques des apprenants. Les résultats montrent une amélioration significative des compétences communicatives, une revalorisation du patrimoine proverbial wolof et un renforcement de l'identité culturelle des élèves. Cette recherche s'inscrit dans une perspective socioconstructiviste de la didactique des langues et contribue au renouvellement des approches pédagogiques dans le contexte sénégalais.

Mots-clés: slam pédagogique, proverbes wolofs, didactique de l'oral, motivation scolaire, patrimoine culturel, Sénégal.

L'Afrique dans l'ombre de la raison occidentale: la décolonisation intellectuelle comme exigence du système éducatif

Fatoumata Tacko Soumaré

Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

fatimatacko@yahoo.fr

Résumé

En Juillet 2018, l'Association Sénégalaise de philosophie, en collaboration avec l'association caribéenne de philosophie, a organisé un colloque international ayant pour thème « Changer la géographie de la raison ». Cette expression est révélatrice et témoigne de l'existence d'une sphère géopolitique dans laquelle s'était logée la raison humaine : nul besoin de préciser que cet espace est l'Europe et cette raison humaine se limitait en réalité à celle occidentale. Nous pouvons ajouter que les autres continents, plus particulièrement l'Afrique, demeuraient dans l'ombre de la raison : un continent rendu inexistant du point de vue du savoir et de la rationalité. Cette exclusion n'est pas fortuite. Elle reflète les préjugés racistes et les structures coloniales qui ont façonné la perception de l'Afrique en Europe. L'Afrique est ainsi réduite à une périphérie, un espace extérieur à la raison et à la civilisation européennes. Lorsque la raison semble n'avoir qu'une seule direction ou être l'apanage d'un seul lieu ou d'une seule communauté, c'est en quelque sorte exclure les autres. Dès lors, il n'y a qu'une seule référence (l'Europe), un seul centre, et tout le reste devient périphérie.

L'analyse de l'exclusion de l'Afrique de la rationalité occidentale nous invite à une relecture critique de l'histoire de la philosophie de façon générale et plus particulièrement, des mythes qui ont toujours été projetés sur l'Afrique. Il est crucial de dépasser les limites eurocentriques de la pensée des Lumières et d'intégrer pleinement les perspectives et les expériences des peuples africains dans la construction d'un véritable universalisme inclusif et équitable.?

Le siècle des Lumières marqué par l'éveil de la raison, la liberté de penser, supposés conduire à une organisation politique et universelle bien structurée. La modernité symbolisait dans la perspective européenne les Lumières. Or, parler des Lumières évoque la clarté, la lucidité, l'optimisme, entre autres. Paradoxalement, cette lumière qui semble éclairer le monde est tout

à fait absente en Afrique. C'est pourquoi le travail de décolonisation intellectuelle s'impose aujourd'hui comme une urgence. L'ombre de la raison sur l'Afrique doit être dissipée pour que le travail décolonial se réalise pleinement. C'est dans cette perspective qu'il faut comprendre la problématique de notre sujet qui s'articule autour des questions suivantes : Comment l'Afrique demeurait-elle dans l'ombre de la raison occidentale ? Sur quelles bases l'Afrique pourrait-elle s'affranchir de cette colonisation de l'esprit ? Quels sont les défis de la décolonialité. Fort de ce constat, si l'on continue à nier à la raison africaine toute capacité à éclairer, il convient de s'interroger sur le mythe qui sous-tend cette négation. En d'autres termes, il s'agit de se questionner sur le mythe de l'Afrique, entre préjugés et racisme manifeste. Par la suite, nous montrerons que la pensée décoloniale s'impose pour prendre en charge notre destinée et répondre aux défis contemporains si nous souhaitons véritablement une politique de revalorisation des noirs.

Mots clés : rationalité- Afrique- Lumières- Décolonial- Mythe

Transition bibliographique en Afrique francophone : vers une décolonisation du traitement documentaire des patronymes sénégalais.

Fama Diagne Sène

Université Alioune Diop de Bambey (Sénégal)

famadiagne.sene@uadb.edu.sn

La transition bibliographique est un mouvement mondial qui a débuté il y a plus de trente ans, dans le tournant des années 1980-1990, avec le séminaire de Stockholm sur les spécifications fonctionnelles des notices bibliographiques. Son but est de « Mettre les données à disposition des utilisateurs là où ils sont, de répondre leurs attentes d'aujourd'hui, d'aller vers une granularité plus fine de l'information bibliographique : des « notices » aux « données » afin de permettre aux utilisateurs extérieurs de récupérer et d'exploiter les informations qui les intéressent, et seulement celles-là » (BnF, 2019).

Une nouvelle perspective s'ouvre alors, pour signaler les collections de façon plus pertinente, avec des tris immédiats : il s'agit d'aller vers une granularité plus fine de l'information bibliographique, aller des « notices » aux « données ». S'adapter aux nouvelles règles et pratiques de recherche : Les catalogues doivent évoluer pour mieux cibler (BnF, 2019).

Qu'en est-il de l'Afrique ? Du Sénégal ? Qu'a-t-on fait ? Que cherche-t-on à faire depuis 1990 ? Qu'en est-il de notre engagement stratégique, scientifique ?

« La valeur d'engagement tenait toutefois aux contextes scientifique, mais aussi idéologique et politique, dans lesquels elles se sont déployées. Considérer la part d'autonomie des acteurs n'a pas tout à fait le même sens dans les années 1980 que dans les années 2020, alors qu'un certain nombre de paradigmes de la domination ont connu un net déclin, tant dans la pensée scientifique que dans les mobilisations sociales. Il est devenu aujourd'hui plus commun d'affirmer que tout est politique, au point que rien ne paraît plus l'être en particulier. (...) « L'Afrique » a-t-elle jamais existé et existe-t-elle encore de quelque manière que ce soit dans un monde animé d'intenses circulations et largement globalisé ? Y a-t-il un avantage scientifique, ne serait-ce que dans l'organisation pratique de nos recherches, à faire « comme si » l'Afrique existait en tant que telle – même si ce n'est pas le cas –, un intérêt heuristique ou, ce qui est différent, un sens politique ? (CAIRN INFO, 2021) »

Mots-clés : Afrique- transition bibliographique- patronyme-:décolonisation- catalogage

De la réalité du terrain à l'économie humaine : la pensée anthropologique de Mamadou Dia

Isaac Stanley

London School of Economics and Political Science (LSE)

isaac.m.stanley@gmail.com

Résumé

Le rôle de l'anthropologie dans la formation des représentations occidentales de l'Afrique a constitué un champ de recherche fécond. En revanche, le travail important des Africains eux-mêmes dans la production et l'interprétation des savoirs anthropologiques a reçu beaucoup moins d'attention. Cet article explore les ressources offertes par la pensée anthropologique de Mamadou Dia (1910 - 2009), homme d'État et intellectuel sénégalais majeur. Bien que surtout connu pour sa pensée économique, un goût prononcé pour l'anthropologie a également marqué son œuvre. Cet article revient sur ses explorations anthropologiques, affirmant qu'elles offrent non seulement une clé pour comprendre le projet anticolonial plus vaste de Dia, mais aussi des éclairages précieux pour réfléchir à la relation entre anthropologie et Afrique. Il se focalise sur deux moments clés de la trajectoire de Dia. D'abord le rôle de l'anthropologie dans la formation de sa critique précoce du colonialisme dans les années 1930 et 1940 ; et ensuite son influence sur la conception humaniste de l'économie que Dia a développée au cours des années 1950 et au début des années 1960.

Epistémologies du sud : le cas de la négritude senghorienne

Daouda Sène,

Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

daouda9.sene@ucad.edu.sn

Résumé

Le contexte colonial a vu émerger en Afrique et dans la diaspora noire des idéologies marquées par la lutte contre le colonialisme. Celle-ci a pris diverses allures en fonction des enjeux et des éléments privilégiés par les uns et les autres. C'est en ce sens que nous nous proposons de réfléchir sur l'épistémè de la négritude. Le texte montre en quoi l'épistémè de la négritude senghorienne en tant que savoir issu des expériences de résistance contre le colonialisme peut constituer une alternative à la domination des savoirs occidentaux. Notre objectif, dans cette communication, consiste à remettre en question l'eurocentrisme épistémologique, c'est-à-dire la prétention de l'Europe à incarner l'universalité de la science. Cette façon de voir les choses nous permet de lutter contre les épistémicides en mettant en avant une approche interculturelle afin de favoriser un dialogue entre différentes formes de savoirs.

Mots-clés : épistémologie, négritude, Senghor, épistémicide, eurocentrisme.

Oralité et défis épistémiques: Quand penser c'est dramatiser

Malick Badji

Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

Département de Philosophie

malick4.badji@ucad.edu.sn

Résumé

Depuis l'antiquité grecque avec le syllogisme aristotélicien jusqu'à la naissance de la logique mathématique à la fin du XIX^e siècle, l'instrument langagier de production de la connaissance a toujours été l'un des plus grands défis des philosophes et plus particulièrement des logiciens. L'enjeu consistait à mettre en place un langage rigoureux qui serait capable de saisir et de transmettre le savoir d'une manière objective. C'est dans cette même dynamique qu'il faut voir l'opportunité de l'invention du langage formel par certains philosophes appartenant au courant analytique dont l'objectif était de trouver une langue formulaire à valeur épistémique inébranlable. C'est pourquoi, dans sa quête d'une langue idéale, la logique formelle s'est bien attelée d'inventer un langage des signes, c'est-à-dire une langue caractéristique à l'image des mathématiques. Ainsi, contrairement à l'oralité qui ne dispose pas de l'écrit, les langages formels constituaient des modes fiables d'acquisition et de transmission de la connaissance. Au regard de ce qui précède, c'est le langage écrit qui serait le modèle parfait et la culture de l'écriture, en l'occurrence la culture occidentale qui serait le foyer objectif de la production du savoir. Or, depuis quelque temps, dans le continent africain, une volonté plus que jamais réelle occupe les débats scientifiques, soulevant des questions essentiellement orientées vers une perspective manifeste de décolonisation des lieux de production des savoirs. On pourrait ainsi dire que c'est la fin d'une hégémonie occidentale, prétentieusement porteuse d'universel, qui s'éclipse au profit d'un certain décentrement des foyers de production des connaissances. Ainsi, c'est la géographie et les modalités de production des savoirs qui sont remis en question par de nouvelles démarches épistémiques aussi valables. C'est pour dire qu'aucun langage, formel soit-il, ne saurait construire un système cohérent qui tient en bloc tout le contenu conceptuel. Il convient désormais d'accepter l'idée que tout système de pensée est une cohérence interne en accord avec ses propres principes. La production et la transmission du savoir ne sont plus seulement une affaire d'analyse formelle, mais peuvent davantage relever d'une décomposition du parler quotidien en noyaux constitutifs simples et complets. C'est pourquoi, dans les sociétés africaines ancestrales de traditions orales, des stratégies sont mobilisées pour l'élaboration et la gestion du savoir. C'est dans ce sens que le proverbe et le conte, entre autres énoncés autonomes ayant une organisation logique, s'inscrivent dans un cadre normatif dans lequel le réel reste pensable. Il existe donc dans le langage oral, malgré l'absence du support écrit, des mécanismes spécifiques d'acquisition et de transmission du savoir qui reposent sur une valeur épistémique sûre.

Mots Clés : Logique formelle, Oralité, Savoir

Féminisme néocolonial et logiques d'autonomies situées

Mouhamed Fall

Laboratoire d'Anthropologie, de Sociologie et de Psychologie (LASAP),
ED- ETHOS, Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD).

mouhamed13.fall@ucad.edu.sn

Résumé

Vendredi 16 mai 2025, j'assistais au colloque en hommage à Fatou Sow. Lors des discussions après le dernier panel, une féministe sénégalaise déclarait : « que tout cela, c'est la faute du patriarcat » en réponse à l'incompréhension d'un jeune camerounais qui s'indignait que dans son pays des femmes guérisseuses soient perçues comme des « sorcières ». Cette attitude de la féministe sénégalaise traduit la tendance très répandue du féminisme radical d'expliquer « tout problème » par le patriarcat. À la fin de cette journée, je posais la question suivante à une universitaire féministe plus âgée : pourquoi les féministes ont cette « facilité » de tout attribuer au patriarcat ? Sa réponse renforçait mon étonnement : « tu as vu. Est-ce qu'elles t'ont dit c'est quoi le patriarcat ? Ce sont des questions à se poser. » Cette explication « prêt à porter » empêche la prise en compte de la diversité des temporalités et des sociétés (Éric Macé (2015). Cet obscurantisme, traduisant une « violence épistémique » ou une « épistémologie de l'ignorance » (Fanny Pigeaud et Ndongo Samba Sylla, 2024) empêche la prise en charge des réalités sociales locales et fait de la confrontation H/F un facteur consubstantiel de leur interaction. En effet, le féminisme « radical » définit les relations H/F sous le prisme d'un rapport d'oppression à partir de la logique patriarcale. Selon Éric Macé (2015), cette imposition de cette perspective occidentale résulte de l'influence de la colonisation qui a introduit « les principes égalitaristes et féministes d'une société fondée sur des individus réflexifs et autonomes » (p. 139).

Ainsi, à travers un féminisme de marché (Sophie Pochic, 2018), les théories féministes assimilent implicitement « l'autonomie des hommes » à la forme d'autonomie par excellence et en déduisent l'idéal d'autonomie pour les femmes. Les processus qui sont décrits renvoient aux étapes que doivent suivre les femmes pour faire les mêmes choses que les hommes afin d'être autonomes. Alors qu'il n'existe pas une forme d'autonomie partagée entre les hommes et les femmes (Corey O'Hara et Floriane Clément, 2018). Sous ce rapport, cette communication examine, d'une part, la « colonialité » de la démarche de féminisme néocolonial. Et, d'autre part, elle examine les formes d'autonomie socialement situées (Simone de Beauvoir, 1949).

Mots clés : Féminisme, patriarcat, « colonialité », genre, autonomie.

Philosophie du tissu, Les textiles sénégalais comme systèmes de savoirs incarnés

Mouhamadou Lamine Simel Sarr

GIRCI, Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

simelsarr@yahoo.fr

Résumé

Notre communication propose une lecture philosophique des textiles traditionnels sénégalais (tissages, batiks, teintures naturelles) comme expression d'une rationalité africaine ancrée dans la matière. Dans la continuité des travaux sur les savoirs oraux (Diagne, 2011) et des recherches sur les connaissances incarnées (Sarr, 2017), Notre analyse entend montrer comment ces étoffes peuvent être comprises comme des systèmes épistémiques complets. Les motifs géométriques, les choix chromatiques et les techniques de fabrication apparaissent comme une grammaire visuelle porteuse de concepts philosophiques, de principes éthiques, et de connaissances écologiques situées (Ndiaye, 2018). La méthodologie articule trois approches complémentaires à savoir l'observation participante dans des ateliers de tissage qui permet de saisir la dimension technique du savoir-faire (Chastanet, 2002), l'analyse sémiotique qui met en évidence la profondeur symbolique des motifs et les entretiens avec les artisans pour maîtriser les dynamiques de transmission intergénérationnelle. Ce cadre s'inscrit dans les épistémologies du Sud (Santos, 2018), enrichies par la philosophie africaine contemporaine (Berque, 2020). Nous avons pour ambition de démontrer que les textiles matérialisent une pensée complexe, que leur production constitue un acte philosophique incarné et que les savoirs qu'ils véhiculent offrent des alternatives cognitives aux paradigmes occidentaux dominants.

Les silences et les ambiguïtés des algorithmes de décisions automatisés et les processus judiciaires : l'identification d'obstacles tirés du droit positif français

Salissou Alio Sanda

Doctorant en droit privé

Université Djibo Hamani de Tahoua (République du Niger)

salissou2103@gmail.com

Résumé

L'intégration croissante des algorithmes décisionnels automatisés dans les processus judiciaires a mis en évidence des défis critiques liés au silence et à l'ambiguïté de ces systèmes. En l'état actuel des régulations, le droit positif fait tout aussi fasse à d'importants obstacles. Pour rappel, les algorithmes décisionnels automatisés sont des systèmes informatiques conçus pour traiter des données et générer des décisions, souvent avec une surveillance humaine minimale. A titre illustratif, au sein du droit français, une des réglementations modèles en la matière, le code des relations entre le public et l'administration, impose que toute décision, notamment administrative, qui est fondée sur un traitement algorithmique respecte certains engagements. Ainsi, la personne objet de la décision doit être informée explicitement et, sur demande, les règles et les principales caractéristiques du fonctionnement de l'algorithme doivent lui être fournies. Un tel dispositif vise à protéger les droits individuels et à renforcer la légitimité de l'action publique. Il permet également de renforcer le respect des principes de transparence et de responsabilité. Cependant, les silences des algorithmes – manifesté par leur logique opaque et le manque fréquent d'explications accessibles – compromettent la capacité des individus. Par ailleurs, l'ambiguïté des algorithmes – qui apparaît lorsque les algorithmes produisent des

résultats difficiles à interpréter ou à justifier – complique encore le contrôle juridictionnel et l'exercice d'une surveillance efficace. En mettant en avant certaines décisions de justice rendues par les juridictions suprêmes, en vérifiant la mise en pratique des garanties juridiques accordées au justiciable ou encore en s'intéressant des législations spécifiques créées telles que celles relative aux données à caractère personnel, la présente recherche vise à mettre en avant les insuffisances du droit positif par rapport aux silences et aux ambiguïtés des algorithmes de décisions automatisés. Ainsi, en utilisant les résultats et les recommandations, les états africains pourront mettre en place des législations renforcées et efficientes relatives au déploiement des algorithmes de décisions automatisés.

Mots-clés : Prise de décision automatisée, Transparence algorithmique, Droit français, Droits fondamentaux, Contrôle juridictionnel.

AXE 3 : HISTOIRE, PATRIMOINE ET CULTURE

Le thé dans les enseignements de Cheikh Ahmadou Bamba : discours et enjeux de consommation

Mamadou Ngom

Département d'Histoire

FLSH, Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

mamoungom90@gmail.com,

Résumé

Cette recherche s'inscrit dans la dynamique de sauvegarde et de vulgarisation des connaissances liés aux enseignements de Cheikh Ahmadou Bamba et le patrimoine culturel religieux du mouridisme. Elle porte sur les enjeux mais aussi sur les savoirs et savoir-faire qui entrent en jeu dans le cadre de la préparation et de la consommation du thé. Nos enquêtes et observations menées chez les mourides ainsi qu'une exploitation de leurs sources internes disponibles, ont permis de comprendre que la préparation et la consommation du thé sont encadrés par des pratiques culturelles et religieuses dont l'utilisation de prières tirés des enseignements de Cheikh Ahmadou Bamba. L'étude a montré que le thé bénéficie d'une valeur thérapeutique et que sa consommation serait liée au domaine de la spiritualité.

Mot clés : *Enseignement, Cheikh Ahmadou Bamba, thé, discours, enjeux*

Marxisme et modernité au Sénégal : une trajectoire historique et ses horizons contemporains

Thierno Ravane Sy

Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

rawanesy91@gmail.com

Résumé

Notre proposition de communication vise à aborder le thème de ce colloque dans une perspective philosophique en partant d'une réflexion axée sur la place du marxisme au Sénégal à notre époque marquée de plus en plus par un élan souverainiste des peuples africains à vouloir disposer d'eux-mêmes. D'ailleurs, le constat quasi unanime qu'il nous appartient de faire ces dernières années est que les pays africains semblent vouloir rompre les liens avec l'occident ou d'une certaine manière, de briser les chaînes de l'impérialisme qui est le « stade suprême du capitalisme » comme en atteste l'un des figures de proue du marxisme en l'occurrence Lénine. Très récemment avec le Mali, le Niger et comme nous pouvons le constater avec le nouveau régime en place au Sénégal, la lutte pour la souveraineté, fortement empreinte d'un discours marxiste, apparaît en Afrique comme un impératif catégorique.

Historiquement, le marxisme est apparu au Sénégal, selon Thierno Diop, « au lendemain de la deuxième guerre mondiale » ; époque marquée par la chute de la puissance Nazi et l'apparition, partout dans le monde, des mouvements de libération. L'initiative théorique du marxisme en Afrique a été portée par les intellectuels africains qui ont été imprégnés, pendant longtemps, de la culture occidentale. Ces intellectuels, ayant fait leurs études en Europe, sont témoins des grands événements qui ont animé l'esprit des plus grands révolutionnaires du monde. Ainsi, la

révolution russe de 1917 a permis à la philosophie fondée par Marx et Engels d'avoir un écho favorable chez les peuples opprimés du monde entier. Elle va profondément inspirer les marxistes Sénégalaïs à l'image de Majmout Diop qui a œuvré pour adapter les mêmes principes aux réalités sénégalaises à travers le Parti Africain de l'Indépendance.

Mais cette initiative de Majmout Diop s'est très tôt heurtée à la critique acerbe des intellectuels Sénégalaïs comme Senghor, Césaire, Babacar Sine etc., qui reprochent à Diop d'avoir importé le marxisme sur une terre non préparée, où les contradictions du système capitaliste ne sont pas encore arrivées en maturité. À partir de là, une nouvelle approche du marxisme voit le jour initiée par Senghor qui propose de lire Marx avec nos propres lunettes africains et non sous le prisme déformant de la culture occidentale.

Ainsi, en perspective de ce colloque, nous nous proposerons d'examiner les questions suivantes:

Au regard du contexte actuel du monde marqué par l'hégémonie du capitalisme qui cherche à réduire le monde à un village planétaire, doit-on toujours croire, comme Senghor, que la relecture africaine du marxisme se fasse dans un élan de rupture définitive et de dépassement vis-à-vis de la culture occidentale ? Le combat véritable du marxisme n'est-il pas contre le capitalisme qui possède une capacité d'adaptation inouïe et qui supprime sans cesse les frontières entre les pays ?

Le rôle de la famille dans la socialisation des adolescents à l'ère des TIC: cas des familles tchadiennes résidant à Dakar

Sylvie Neramadji

Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

neramadjis@gmail.com

Résumé

Introduction : Dans une société tchadienne où le droit de la femme n'est que relativement peu reconnu, les réseaux sociaux sont pour les jeunes filles tchadiennes l'espace dans lequel elles croient pouvoir librement affirmer leurs opinions, afficher leur identité personnelle. Contrairement aux jeunes d'autan, les jeunes d'aujourd'hui disposent d'une panoplie d'outils technologiques pour acquérir des connaissances et s'ouvrir sur le monde. Mais l'on remarque alors que la gestion ou la consommation par les jeunes de ces informations diverses et variées distillées à travers l'internet, les téléphones portables et autres outils modernes de partages et de transmission des connaissances semblent les orienter vers un aspect ludique et divertissant plutôt que cognitif, pédagogique et culture. Plus qu'un outil de communication les réseaux socio numériques peuvent être aussi des outils de perversion loin des regards. Outre cette perspective de contribution à la recherche, l'angle de notre étude nous permet de spécifier, sur un plan théorique, les processus communicationnels d'influence à l'œuvre de façon complémentaire aux travaux menés et d'analyser le phénomène à partir d'un contexte tchadien.

Problématique : Les réseaux sociaux impliquent une construction relationnelle, parfois émotionnelle de la part des récepteurs du message, qui sont par le fait même des acteurs communicationnels. Pour un pays comme le Tchad enclavé de par sa situation géographique l'isolant pratiquement du reste du monde, sa situation sociopolitique les réseaux socionumériques devraient apparaître comme une solution idéale, afin de palier à tous ces problèmes. L'internet en ce jour exerce en effet de plus en plus un attrait irrésistible et une influence déterminante sur les jeunes au point même de modifier défavorablement leur personnalité

Question de recherche principale : Comment se traduit, l'impact des réseaux sociaux sur la mentalité des jeunes filles, dans le cadre d'une recherche de notoriété sur les médias

sencionumériques, la perception du concept d'influence chez les jeunes filles tchadiennes en relations publiques ?

Questions secondaires : Quels seraient les rôles, les caractéristiques, distinguant, l'influencé, l'interaction entre les réseaux socio numériques et les utilisateurs.

Objectif de recherche : Comprendre l'implication de chaque jeune fille tchadienne dans l'utilisation des réseaux sociaux et donc de la consolidation de cette influence. De plus, cette réflexion nous permettrait de poser un regard plus éclairé sur les rôles et les caractéristiques dont chacun dispose, et ce afin de valider si la conception qu'ont les utilisateurs envers ces outils numériques est la bonne.

Objectif général : Montrer les répercussions socio-éducatives des usages de media socio numériques sur l'évolution de la mentalité des filles tchadiennes et d'exposer les dérives amenant à la dépravation.

Objectifs spécifiques : Répertorier les risques sociaux que courent ces filles face à l'utilisation non règlementée des réseaux sociaux. Identifier pour solutionner les signes précoce liés à l'addiction des réseaux sociaux.

Hypothèses de recherches : Si les filles ne sont pas éduquées ou sensibilisées aux normes malsaines, à la manipulation d'images et aux discours d'incitation sur les médias sociaux il serait difficile pour elles de comprendre quelles sont les limites de la dépravation et des dérives.

L'Afrique face à la modernité : la préservation de la tradition orale et des valeurs traditionnelles face aux influences de l'ère moderne ; le cas de la société wolof

Dame Thiam

ED-ESH Université Assane Seck de Ziguinchor (Sénégal)

damethiam667@gmail.com

Résumé

L'Afrique, le grenier du monde paraît comme une table rase aux yeux des occidentaux. En effet, elle est ce continent tant mis à l'écart à cause des préjugés racistes. Cependant, la terre mère de toutes les civilisations s'affiche et s'impose à l'échelle mondiale à travers son histoire, son patrimoine et sa culture. D'ailleurs, le combat africain s'inscrit dans la logique d'une quête de rupture entre le système colonial et les pays dominés. Dès lors, il devient un objectif de couper définitivement le cordon ombilical qui le liait avec l'occident à cause d'une histoire faussement transmise. En outre, il est important de souligner que l'objectif d'une transmission mémorielle n'est rien d'autre que de préserver l'enseignement d'une certaine idée de l'homme, de la nature et de contribuer à l'harmonie de leurs relations. En effet, « les défis contemporains l'Afrique » viennent en appui illustrer la nécessité de la préservation des valeurs ancestrales liées à l'histoire, à la culture et au patrimoine.

Notre objectif vise à montrer, d'une part, la fragilité de la tradition orale et l'importance de sa conservation, d'autre part, l'investissement des traditionalistes et des chercheurs pour la vulgarisation du patrimoine, de l'histoire et de la culture africaine.

Mots clés : Modernité, tradition orale, valeurs culturelles, patrimoine, histoire.

Le développement des musées dans les politiques d'aménagement culturel du Sénégal

Mohamadou Moustapha Dièye

GIRCI, Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

mdelas89@hotmail.com

Résumé

Parler de la création du musée dans une Afrique contemporaine, c'est étudier son développement dans le cadre des politiques d'aménagement qui sont souvent initiées par les États pour la démocratisation de l'accès à la culture. Pour le cas spécifique du Sénégal, il serait pertinent de rappeler qu'il a été, entre 1885 et 1960, le siège de la colonisation française en Afrique subsaharienne. Cette domination se matérialisa dans toute l'étendue du pays où des édifices furent construits (fort, résidence, palais, gare, marché, prison, école, etc.) et des législations furent mises en application pour réglementer et protéger ces bâtiments publics ou administratifs. Aussitôt après les indépendances, le Sénégal, à l'image des autres pays de l'Afrique occidentale française (AOF), va essayer de prendre son destin en main. À cet effet, il va tenter de faire de la culture son levier de développement. Comme le pensait le président poète Léopold Sédar Senghor, « la culture est au début et à la fin de tout développement ». C'est dans cette logique que la Direction du patrimoine culturel (DPC) est créée par le décret n°70-093 du 27 janvier 1970 pour mettre en œuvre les politiques de sauvegarde, de conservation et de valorisation du patrimoine culturel du pays, en accordant une place particulière au développement du musée comme une institution publique au service des communautés. Par conséquent, cette étude examinera les politiques mises en place par l'État du Sénégal pour favoriser le développement des musées en tant qu'espaces de conservation et de médiation culturelle. Elle analysera également la trajectoire historique de l'État du Sénégal et la manière dont le développement des musées a été intégré dans les différents programmes de développement sectoriel initiés par les gouvernements successifs. Toutefois, il faut noter que le Sénégal est l'un des rares pays qui ne dispose pas de musée national, une exception qui est à la fois paradoxale et incompréhensible, car notre pays a accueilli les premières expériences muséales de la sous-région à travers le Musée d'Art africain, le CRDS et le Musée dynamique. L'objectif de cette étude est d'explorer le rôle des musées dans la politique d'aménagement culturel au Sénégal. À travers une analyse approfondie des institutions muséales, des politiques publiques et des initiatives communautaires, nous mettrons en évidence la capacité du musée à s'adapter à différents contextes afin de promouvoir la diversité culturelle au Sénégal et de renforcer le vivre-ensemble dans un esprit de partage.

Mots-clés : musée, patrimoine, territorialisation, culture, développement.

Patrimoine archéologique sacré et conservation des ressources naturelles en milieu traditionnel Niominka : les amas coquilliers de Niodior (Delta du Saloum).

Aliou Ngom

Laboratoire de Recherche sur l’Histoire des Sociétés africaines (LARHISA)

Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

aliou10.ngom@ucad.edu.sn

Résumé

Le patrimoine archéologique (amas coquilliers) de Niodior a une importance socio-culturelle et spirituelle pour les populations Niominka du Gandoul. De plus, il remplit une fonction cruciale pour la conservation des ressources naturelles et la biodiversité en général et présente ainsi un intérêt écologique certain. À Niodior, la pratique rituelle sur les amas et leur sacralisation sont encore présentes. Les seereer Niominka entretiennent des relations étroites avec les certains amas coquilliers qui, au cours des dernières ont subi une menace de destruction liée aux facteurs anthropiques et naturels. Quels sites ont fait l’objet de recherches en vue de leur contribution sur l’historique du peuplement du delta du Saloum, leur relation avec la population actuelle.

Nous mettons en évidence le rôle de ce patrimoine archéologique dans la conservation des ressources naturelles, mais aussi leur état de conservation et les menaces auxquelles ils sont exposés.

Mots-clés : Delta du Saloum, patrimoine, amas coquilliers, sacré, conservation, site archéologique, biodiversité, ressources naturelles.

AXE 4 : ETAT, GOUVERNANCE ET ENJEUX SÉCURITAIRES

Mobilités transfrontalières et problématique sécuritaire dans le département de Saraya (Sénégal) : types de mobilités transfrontalières, acteurs et formes de menaces sécuritaires.

Cheikh Ndour

Doctorant, laboratoire population environnement et développement (LPED),

Université Cheikh Anta Diop de Dakar-Sénégal,

ndourcheikh989@gmail.com

Résumé

L'objet de cette communication est de présenter des résultats relatifs à l'un des axes de recherche de thèse sur les mobilités et sécurité dans les territoires frontaliers à l'instar du département de Saraya. La menace du terrorisme et les rébellions de certains groupes armés sont les caractéristiques du contexte actuel de la paix et de la sécurité en Afrique de l'Ouest (Fall, 2023). Seul le Sénégal a jusqu'à présent fait preuve de résilience territoriale en adoptant une démarche préventive en termes d'enjeux sécuritaires (Timbuktu Institute/Konrad Adenauer Stiftung, 2021). Néanmoins, des questions se posent. Le niveau de prévention est-il le même sur l'ensemble du territoire sénégalais ? N'existe-t-il pas des zones moins en sécurité que d'autres ? Avec les mobilités transfrontalières et la situation géographique de Saraya en zone frontalière, des questionnements relatifs aux défis qui interpellent ce territoire sont soulevés. Cette recherche vise à analyser les menaces sécuritaires liées aux mobilités transfrontalières dans ce département.

Une méthodologie mixte a été adoptée sur le terrain. Il s'agit des questionnaires administrés auprès des chefs de ménages, des entretiens auprès des autorités déconcentrées de l'Etat, des chefs de villages, des présidents d'association de jeunes ainsi que des observations directes.

A cet effet, les résultats montrent une mobilité transfrontalière très dynamique. Il s'agit des déplacements de personnes liés aux soins de santé, à l'éducation, aux besoins familiaux, à l'économie, etc. Les catégories de personnes telles que les orpailleurs, les commerçants, les trafiquants, les bandits armés, les migrants, les réfugiés sont entre autres les acteurs de ces mouvements transfrontaliers. Avec une telle configuration socio-spatiale, la menace sécuritaire est bien réelle et prend plusieurs formes (trafic d'êtres humains, incursions de groupes armés, attaques des bandes armées, vols).

Mots clés : Mobilités transfrontalières ; menace sécurité ; Saraya ; Sénégal

L'Afrique face à la coopération internationale au développement : atouts, contraintes et défis

Abdoulaye DIONE, Enseignant-chercheur en Littérature africaine orale, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, par ailleurs titulaire du Diplôme **Post-Master** d'Études Diplomatiques et Stratégiques au C.E. D.S¹ de Dakar, e-mail: abdoulaye34.dione@ucad.edu.sn / dionmaysa@yahoo.fr

Mamadou FAYE, professeur de Lettres Modernes au Lycée Talibou Dabo, par ailleurs titulaire d'un DEA de Lettres Modernes et du Diplôme **Post-Master** d'Études Diplomatiques et Stratégiques au C.E.D.S de Dakar, e-mail: sywo64@hotmail.com.

Résumé

L'Afrique vit dans un contexte de crises affectant fortement son économie : crises sociales, sécuritaires, alimentaires, sanitaires, politiques, environnementales, religieuses, etc. Malgré cette situation défavorable, elle doit s'adapter et s'intégrer à l'économie internationale et à la gouvernance économique mondiale. En ce sens, la coopération internationale apparaît comme une des voies capables de la soutenir pour participer au financement de son développement. Comment l'Afrique doit-elle nouer son partenariat international pour mieux faire face aux défis contemporains ? D'aucuns se sont même posé la question de savoir si les bailleurs de fonds traditionnels (l'Europe et l'Amérique) étaient les seuls acteurs internationaux à vouloir profiter de l'Afrique². Aujourd'hui, elle devient un pôle d'attraction aussi bien de ces grandes puissances que des nouvelles économies émergentes. L'offensive diplomatique des multinationales de toutes ces puissances leur permet de gagner beaucoup de marchés en Afrique au détriment de ses Petites et Moyennes Entreprises (PME), moins attractives sur le terrain de la compétitivité mondiale. Dès lors, les atouts semblent se pencher du côté de ces bailleurs de fonds. La coopération multilatérale africaine souffre de principaux handicaps : la faiblesse de ses organisations, de ses unions économiques sous régionales non viables et le manque de coordination pour parler d'une seule voix au nom de l'Union Africaine (UA). Considérée comme « le continent perdant de la mondialisation » (P. Boniface, 2021 : 37) à cause d'une image afro-pessimiste montrant la mal gouvernance, le manque de démocratie et de compétitivité de ses produits, la situation économique de l'Afrique et les modalités de sa coopération doivent l'amener à redéfinir et à innover les mécanismes traditionnels de partenariat avec les grandes puissances classiques ainsi que les économies émergentes pour des perspectives de coopération équitable. Ainsi, la création d'une Zone de Libre Échange Continentale (ZLECAF), entrée en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2021, pourrait être un instrument dynamique de commerce multilatéral. Dans le cadre de la bonne gouvernance et des contrats d'État conclus, le défi de la problématique de la formation professionnelle et de l'emploi des jeunes dans les pays africains devient un impératif à relever.

Mots clés: Afrique, coopération internationale, économie, développement, gouvernance

¹Centre d'Études Diplomatiques et Stratégiques.

² Harold Hyman, Alain Wang, 2014, *Géopolitiquement correct & incorrect*, Paris, éditions Tallandier, p.59.

Radioscopie de la gouvernance sécuritaire de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) à l'aune des nouvelles menaces sécuritaires

Moussa Bocoum

Doctorant en droit Public à UGB/ED-SHS/LACPU

Assistant Chargé de Travaux Dirigés à UASZ

moussabocoum92koussy@gmail.com

Résumé

Le nouveau contexte stratégique africain qui marque la période de l'après-guerre froide, est caractérisé par de nouvelles formes de conflictualités. En effet, des guerres ont permis de découvrir, avec horreur et stupéfaction, les moyens barbares d'extermination massive des populations. Parmi ces moyens, on peut citer les massacres des populations civiles, les génocides, les viols et violences à l'égard des femmes et des enfants, les tueries à grande échelle, les tensions politiques (crises électorales et post-électorales), l'apparition de nouvelles menaces sécuritaires³... Un tel engrenage conflictuel n'a pas épargné les différentes sous-régions du continent, notamment la zone d'Afrique centrale.

Ainsi, si la CEEAC n'a ménagé aucun effort pour élargir son champ de compétence pour intervenir bien au-delà de sa fonction d'intégration économique, en investissant sur les questions de paix, de stabilité et de sécurité. Toutefois, force est de constater que le dynamisme sécuritaire qui règne au sein de la CEEAC est circonscrit dans un champ éminemment conflictuel.

Sur ce, il s'agira pour nous, de faire une analyse de l'état de la gouvernance sécuritaire en Afrique centrale à l'aune des nouvelles menaces sécuritaires, notamment le terrorisme, la criminalité transnationale organisée, la cybercriminalité, la piraterie maritime etc. Donc il faudra répondre à la question de savoir : quel examen peut-on faire de l'état de la gouvernance sécuritaire de la CEEAC à l'aune de nouvelles menaces sécuritaires ?

Ainsi alors, il s'agira pour nous de démontrer que le dispositif sécuritaire de la CEEAC est quasiment focalisé sur la conflictualité. Par conséquent, ce dernier est quasi-inapproprié aux nouvelles menaces sécuritaires d'où l'idée d'une nécessaire amélioration de la gouvernance sécuritaire de la CEEAC pour répondre aux nouveaux enjeux.

Participation des acteurs territoriaux dans le processus de la planification du développement territorial au Sénégal : le cas de la région de Kolda

Cheikh Ndiaye

Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

cheikhndiaye2001@yahoo.fr

Résumé

Les débats sur les déséquilibres territoriaux traduisent manifestement une réelle prise de conscience des pays africains sur la nécessité de la planification du développement territorial. Aujourd'hui, face aux défis mondiaux marqués par des mutations socio-économiques, les changements climatiques, la souveraineté alimentaire etc., l'Afrique doit plus que jamais compter sur elle-même pour asseoir une politique de développement équilibré et durable. Celle-ci passe impérativement par une bonne planification des investissements mais aussi par une participation plus active de toutes les forces vives de la nation.

3 Forum International de Dakar sur la PAIX et la SECURITE en Afrique, Contributions au débat 2014.

A l'instar des autres pays, le Sénégal a, très tôt, opté pour un développement planifié. Dès lors, la planification s'impose aux décideurs politiques et aux planificateurs comme instrument de gouvernance et de pilotage des politiques publiques.

Sur le plan économique, les disparités régionales restent de mise. Selon le rapport de l'ANSD, près de 65% de la richesse nationale sont concentrés dans les régions de Dakar, Thiès et Diourbel .

Ainsi, comme disaient Lemelin & Morin (1991), le développement économique commence par une bonne planification territoriale. Le niveau de développement d'un pays se mesure par la pertinence des initiatives locales et la capacité de l'État à accompagner, à planifier les investissements territoriaux.

Aujourd'hui, force est de reconnaître que si la planification est considérée comme un élément central dans le processus de développement économique, elle demeure encore centralisée, élitiste, entre les mains de quelques « experts ». Elle constitue sans doute l'un des maillons faibles dans la chaîne de mise en œuvre des politiques publiques.

Compétence transférée depuis 1996, la planification peine à jouer son rôle dans le processus du développement local. En plus de la multiplicité des approches et des acteurs, de l'incohérence et de la désarticulation des niveaux de planification, les collectivités territoriales sont confrontées à un manque de ressources (humaines, financières et matérielles) pour mettre en œuvre des projets territoriaux.

Pour promouvoir un développement équilibré, endogène et durable porté par des territoires responsabilisés, viables et compétitifs, l'État a adopté un nouveau référentiel : Sénégal 2050 divisant le pays en huit (8) pôles territoriaux.

Aujourd'hui, à l'aune des pôles territoires, quelles approches, démarches adopter pour promouvoir des projets territoriaux participatifs et concertés qui répondent aux spécificités de chaque territoire ?

Pour mieux répondre à cette interrogation, il était nécessaire faire une revue de la littérature mais aussi interroger des acteurs territoriaux sur leur perception de la planification du développement territorial.

Mots clés : Planification, développement territorial, pôle territoire, participation, disparité, projets territoriaux.

Intelligence Artificielle (IA) et gouvernance : la stratégie de l'Union africaine

Kambo Martial Atse

Université Panafricaine (PAUGHSS)

rajec.edu@gmail.com

Résumé

L'intelligence artificielle (IA) a un grand potentiel pour la transformation socio-économique et la renaissance culturelle de l'Afrique. Elle contribuera à la réalisation de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et des Objectifs de développement durable. Toutefois, ces avantages s'accompagnent de risques et de préjudices liés à l'IA, qui vont des préjugés dus à la manière dont les données ont été collectées et formées aux applications de l'IA, à la discrimination potentielle des femmes et des personnes vulnérables en passant par le déplacement d'emplois, l'effet sur les savoirs autochtones et les questions de responsabilité dues au fait que l'IA prend le pas sur certaines opérations humaines.

La Convention de l'UA sur la cybersécurité et la protection des données personnelles (Convention de Malabo) est entrée en vigueur 2023 après son adoption en 2014. Nous voulons présenter la stratégie continentale en matière d'IA comme cadre réglementaire continental pour stimuler des stratégies régionales et nationales en Afrique. La stratégie continentale en

matière d'IA est ancrée dans les défis et les opportunités uniques de l'Afrique, avec des talents numériques de sa jeunesse, de ses ressources naturelles, de son énorme marché et de sa position géopolitique pour développer et promouvoir une IA éthique, responsable et inclusive qui autonomise les personnes et contribue à la croissance économique, au progrès social et à la renaissance culturelle du continent.

La stratégie de l'Union africaine sur l'intelligence artificielle a été adoptée par le Conseil exécutif de l'UA lors de sa 45e session ordinaire tenue en juillet 2024 en République du Ghana. Mots-clés: Agenda 2063, STISA, pacte du futur, convention de Malabo

Les défis du financement extérieur de l'éducation en Afrique de l'ouest

SECK Momath

Doctorant en Education et Formation
Université Cheikh Anta Diop, Sénégal

Shmelsed@gmail.com

Résumé

En Afrique de l'ouest, le financement extérieur de l'éducation se caractérise par des défis, dont la performance des programmes de financement de l'éducation, la pertinence des mécanismes de financement de l'éducation, l'efficacité du leadership financier des représentants des bailleurs de fonds et la qualité de la gouvernance financière de l'éducation. Les programmes de financement ne favorisent pas toujours l'accès universelle à l'éducation dans la plupart des pays. D'ailleurs, ces programmes n'ont pas permis de réaliser totalement la qualité de l'éducation et d'avoir un rendement plus significatif des systèmes éducatifs. Les stratégies nationales d'éducation érigées en conditionnalité par les bailleurs sont souvent insuffisantes, tandis que la lourdeur des procédures de validation des cahiers de charge compromet le financement des priorités. Cela est d'ailleurs accentué par l'insuffisance des crédits alloués. Sur un autre plan, le management financier des représentants des bailleurs, le management des programmes de financement de l'éducation et les plans de suivi et évaluation des programmes de financement traduisent la réalité de terrain des défis du financement de l'éducation qui sont repérables au niveau des Etats, à travers la gouvernance des programmes de financement de l'éducation, la gestion financière des projets dans le secteur de l'éducation et la gestion financière des fonds des structures éducatives.

Mots clés : défis financement gouvernance mécanisme programme projet

Développement de la petite enfance en République de Guinée : analyse institutionnelle des réalités, défis, et perspectives de développement du secteur

Niouma Tolno

Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)
nioumamarxtolno87@gmail.com

Résumé

Le développement intégré de la petite enfance est une problématique actuelle, encore insuffisamment abordée. Les études jusque-là élaborées dans le secteur n'ont pas amené les gouvernants à prendre pleinement conscience de la nécessité d'y accorder des interventions optimales, conformes aux besoins du secteur. Cependant, la recherche disponible et bien documentée suggère que la mise en œuvre des politiques et programmes adéquats pendant la petite enfance atténuerait les principaux maux (défis de la santé mentale, de surpoids ou de spina fada, de violences de tout genre, des problèmes liés au cœur, des difficultés

d'apprentissage etc.) du siècle présent (Irwin et al., 2007, p.4). L'étude s'inscrit dans une approche qualitative et vise donc à terme, à interroger davantage les gouvernements africains et guinéens en particulier, à saisir la nécessité de consacrer une attention particulière au secteur pour une société plus équilibrée. Les entrevues semi-dirigées ont été réalisées auprès de 18 institutions (étatiques, onusiennes, internationales et locales) évoluant dans l'écosystème du développement de la petite enfance en Guinée. Il ressort de ces entrevues que bien que la volonté politique soit affichée, les défis liés au sous financement, aux infrastructures adaptées, aux inégalités et à la coordination des acteurs sont encore très saillants dans le pays.

Mots clés : développement, petite enfance, Guinée, défis, contraintes, perspectives, secteur.

Gouverner les frontières de l'or, entre pressions sociales et défis sécuritaires dans le sud-est du Sénégal

Mouhamadou Lamine Diallo

Géographe, Enseignant chercheur

FASTEF/UCAD

bayelamine@gmail.com

Résumé

Le déploiement des activités minières au Sénégal se fait dans un contexte marqué d'un côté par la pression des populations locales pour une industrie aurifère favorable au développement régional et de l'autre par les menaces sécuritaires transfrontalières. Nous essayons, à travers l'exploration des rapports officiels sur la région et l'utilisation des données récentes de terrain, d'analyser les enjeux de gouvernance d'un espace de marge situé à la frontière avec le Mali et la République de Guinée. Nous montrons, dans la première partie, dans une perspective historique et géographique, la redynamisation de l'extrême sud-est du Sénégal avec la frontière de l'or. Dans la deuxième partie, nous analysons les modalités de gouvernance des territoires miniers tiraillés entre les mobilisations locales et les questions de sécurité.

Mots clés : frontière minière, or, cadre minier, territorialités, Sénégal oriental

Enjeux de Gestion des Aires Protégées dans un Contexte de « ni Paix ni Guerre » : cas du Parc National de la Basse Casamance (PNBC), Sénégal.

Rose Gisèle Sambou

Doctorante, Laboratoire Population, Environnement et Développement

ED - ETHOS, Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

rosegiselambou08@gmail.com

Résumé

Dans le cadre de sa politique de protection et de gestion de la biodiversité, le gouvernement du Sénégal a mis en place un réseau d'aires protégées dont le Parc National de la Basse Casamance (PNBC). Ce parc créé en 1970, est à la fois un symbole de la richesse naturelle, culturelle et spirituelle. Il est caractérisé par une diversité remarquable et présente le massif forestier le plus important du pays. Cette aire protégée regorge une large gamme de biens et de services qui contribuent de façon non négligeable à la vie socio-économique de la population locale. Ainsi, les mécanismes traditionnels ont été souvent à la base de la gestion des ressources forestières à côté des instruments institutionnels régaliens. Cependant, la gestion du parc reste confrontée à d'énormes difficultés en raison du conflit armé qui sévit dans la région depuis plus de 4 décennies. Ce conflit a bouleversé la gestion du parc et a conduit à sa fermeture en 1993. En effet, depuis son déclenchement, les ressources naturelles du parc constituent une clef de voute

de l'accès pour la population et de la gestion pour l'administration chargée de la conservation. Ainsi, le parc est considéré comme un espace de confins militaires, une zone tampon séparant les rebelles et les militaires. Aujourd'hui, il est fondamental d'évaluer les mutations provoquées par le conflit, étant donné que la situation de « ni guerre, ni paix » encourage la prolifération d'activités illégales, mais aussi le manque de contrôle adéquat des ressources.

Cette contribution vise à une meilleure compréhension des enjeux liés à la gestion du Parc National de la Basse Casamance dans un contexte « ni guerre ni paix ». Il s'agit également de montrer l'impact du conflit sur la dynamique spatio-temporelle du parc et de ses terroirs mitoyens. Dans cette optique, une approche méthodologie quantitative et qualitative est mise en place. Celle-ci consiste à documenter les rapports entre le parc et les populations riveraines, et à opérer une analyse diachronique avec la télédétection et le SIG afin d'évaluer les changements socio-environnementaux.

L'étude a démontré que le paysage forestier du parc est relativement stable. Cependant, le redéploiement des agents des parcs a permis une timide reprise des activités de surveillance et de gestion notamment dans la zone périphérique. A cela, s'ajoute la création d'un réseau d'écogardes, qui a impulsé une nouvelle dynamique de gestion fondée sur la mobilisation communautaire. Malgré l'absence de gestion adéquate, le parc demeure une véritable perle de la biodiversité et un patrimoine riche en ressource naturelle.

Mots clés : gestion, aires protégées ; conflit casamançaise ; parc de la Basse Casamance, biodiversité, dynamique spatio-temporelle.

Insécurité et dynamiques urbaines dans la ville de Torodi

Askandara Daouda Bana

Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)

daoudabanaaskandara94@gmail.com

Résumé :

La problématique de l'insécurité, qui a émergé comme l'un des principaux défis sociétaux ces dernières années, a connu une intensification notable, s'imposant comme un sujet crucial du discours politique(Tostain, 2002.). Elle constitue l'un des principaux phénomènes sociaux qui a tant jalonné, bouleversé et presque omniprésent tout au long de l'histoire humaine. A travers cette thèse, l'analyse va consister à comprendre comment l'insécurité issue de groupes armés contribue-t-elle aux dynamiques urbaines des petites et moyennes villes du Niger notamment celle de Torodi. Il s'agit d'analyser les transformations socio-économiques et spatiale de cette ville.

Most-clés : Insécurité, migrations forcées, dynamiques urbaines, Torodi, Niger

Autorités locales et accès aux services en milieu rural : cas des communes de Missirah et de Nétéboulou

Gérard Gaston Thiaw

Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

thiawgeranovith@gmail.com

Résumé

Dans un monde marqué par des contrastes de développement à toutes les échelles, les pays du sud notamment l'Afrique, font face à de nombreux défis. Le Sénégal, un pays de l'Afrique de l'ouest est caractérisé par de nombreuses disparités territoriales. Les régions le long du littoral

sont plus développées en terme de services que les régions de l'intérieur du pays. Par exemple, sur le plan des infrastructures sanitaires, 11e maillage du territoire s'est renforcé et le pays compte 40 Établissements publics de Santé (EPS) de niveaux 1, 2 et 3 en 2022 (dont 4 non-hospitaliers), 40% d'entre eux situés dans la région de Dakar qui représente que 0,3% du territoire national. De même que le secteur sanitaire, des disparités sont notées à tous les niveaux (infrastructures routières, électricité, éducation, eau, assainissement etc.), où Dakar, Thiès et Saint Louis sont plus équipées que les autres régions du pays. En effet, au niveau national, selon l'ANSO, l'électricité est utilisée par 74,4% des ménages pour l'éclairage, avec une utilisation maximale à Dakar de 98,7%. L'accès à l'eau potable ne couvre que 69,9% des ménages, disposant d'un robinet à domicile en 2023. Les systèmes d'évacuation des eaux usées sont peu développés, 41,6% des ménages utilisent la rue ou la nature. Ainsi, face aux enjeux économiques, politiques et démographiques, la question des services en milieu rural constitue une problématique réelle pour les autorités locales.

Qu'entendons-nous par services ? les services sont de nature immatériels et sont donc tous les services rendus directement ou indirectement aux personnes et/ou familles, répondant à des besoins individuels et/ou collectifs à caractère économique, social ou culturel. Ces services, concernent principalement : les services économiques de base, les services sociaux de base, les services de sécurité, les services de communication, les services culturels et de loisirs etc.

Gwénael Doré, pense que les services sont au cœur de l'économie résidentielle car ils sont facteur de maintien de la population, d'amélioration de la qualité de vie et d'attractivité pour de nouveaux résidents ou des touristes. Cependant, à l'échelle mondiale, dans les pays du sud surtout en milieu rural, l'accès aux services est limité à cause de plusieurs facteurs. Il s'agit principalement de la forte natalité, de l'enclavement, de manque d'infrastructures, de problème d'accès à la terre et à l'eau etc.

Le maraîchage comme stratégie d'adaptation au changement climatique : évaluation de son apport à la sécurité alimentaire des ménages dans les communes de Sandiara, Ngéniène, Malicounda et Fissel.

Saliou Diouf

Laboratoire, Population, Environnement et Développement (LPED)

Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

dioufsaliou48@gmail.com

Résumé

Cette thèse s'intéresse à l'étude du maraîchage en tant que stratégie locale d'adaptation au changement climatique dans quatre communes situées dans le COBA, principalement dans le département de Mbour, au Sénégal : Sandiara, Ngéniène, Malicounda et Fissel. Dans un contexte de variabilité climatique croissante marquée par l'irrégularité des pluies, la dégradation des sols et la raréfaction des ressources hydriques, les populations rurales se tournent de plus en plus vers le maraîchage pour sécuriser leurs moyens de subsistance. (SULTAN.B et al, 2015) Les changements climatiques ont occasionné des troubles énormes, allant de la baisse continue de la fertilité des sols à la fragilisation des systèmes de production agricole à travers la baisse des rendements provoquant ainsi des déficits céréaliers récurrents. (FAO, 2021).

Le maraîchage apparaît dans ce sens comme une alternative efficace de lutte contre l'insécurité alimentaire surtout avec l'augmentation et l'élargissement des jardin familiaux qui ne se limitent surtout pas à l'approvisionnement des familles en consommation mais fournissent aussi des produits qui sont bien destinés à la vente sur le marché, parallèlement aux jardins de particuliers ou de communautés, etc. (Autissier. V, 1994).

L'objectif principal de cette recherche est de montrer la pertinence du choix du maraîchage comme stratégie d'adaptation face aux effets du changement climatique en évaluant dans quelle mesure son développement contribue à améliorer la sécurité alimentaire des ménages dans ces localités. Pour ce faire, la méthodologie adoptée combinerà des approches quantitatives et qualitatives après avoir identifiés les différents acteurs qui interviennent dans l'activité.

Pour les résultats attendus dans cette thèse, il s'agira pour nous de passer en revue l'ensemble des stratégies de gestion et d'adaptation développées pour faire face aux phénomènes physiques des localités, d'identifier les différentes techniques et pratiques maraîchères, de montrer le rôle que joue le maraîchage dans la diversification des sources de revenus des ménages, dans l'amélioration de leur accès à des aliments frais et nutritifs, et dans la réduction de leur vulnérabilité face aux aléas climatiques, ainsi que l'impact des politiques agricoles et environnementales, pour garantir une durabilité du maraîchage comme réponse aux défis climatiques et alimentaires.

Mots clés : Adaptation, changement climatique, maraîchage, sécurité alimentaire, ménage

Mobilité intelligente à Dakar : analyse de l'appropriation sociale et de l'accessibilité du système de transport BRT

Amadou Ngaïdé

Doctorant, Laboratoire, Population, Environnement et Développement (LPED)
Département de Géographie,
Université Cheikh Anta DIOP de Dakar-Sénégal
ngaideamadou125@gmail.com

Résumé

Cette communication propose une analyse des résultats préliminaires d'un axe de recherche de thèse consacré à la transition vers une ville intelligente à Dakar, à travers le prisme de la mobilité urbaine. Elle s'intéresse plus spécifiquement au Bus Rapid Transit (BRT), récemment mis en service, en tant que levier central des Systèmes de Transport Intelligents (STI). L'étude examine les apports et les limites de ce dispositif en matière d'accessibilité, de fluidité et d'inclusion urbaine, dans un contexte marqué par de profondes inégalités socio-spatiales.

L'hypothèse centrale repose sur l'idée que la performance technologique du BRT ne peut répondre efficacement aux besoins de mobilité que si elle est accompagnée d'une accessibilité effective et d'une appropriation sociale réelle. Autrement dit, une infrastructure innovante ne transforme durablement les pratiques de mobilité que si elle est comprise, acceptée et utilisée par une diversité d'usagers.

La méthodologie mobilise une double approche. D'une part, des entretiens semi-directifs ont été réalisés auprès de 15 acteurs institutionnels et techniques (CETUD, Ville de Dakar, SENTER, opérateurs du BRT). D'autre part, une enquête quantitative en cours, portant sur 500 usagers, explore les niveaux de satisfaction, l'usage des services, l'appropriation des outils numériques (billettique sans contact, applications mobiles), ainsi que la perception de l'accessibilité et de la connectivité du réseau. Ce croisement des données permet de confronter les intentions des décideurs aux usages effectifs du système (Crillon et al., 2022 ; Kemajou & Chenal, 2017).

Les résultats préliminaires révèlent une adoption partielle et socialement différenciée du BRT. Si ses performances en termes de confort, de ponctualité et de sécurité sont largement reconnues, l'accessibilité physique et numérique reste limitée, notamment dans les zones périphériques mal desservies. Les populations en situation de vulnérabilité rencontrent des difficultés d'usage liées à la complexité des outils numériques et à l'absence d'intermodalité efficace (Sakho & Lessault, 2008 ; Ygnace, 2010).

La mise en œuvre du protocole de recherche a également mis en lumière plusieurs contraintes méthodologiques, telles que la difficulté d'accès aux données institutionnelles, la réticence de certains acteurs à évoquer les limites des projets, ainsi que l'impossibilité actuelle de documenter les effets sociaux à moyen terme. Enfin, les retours d'usagers confirment un décalage entre l'ambition technologique affichée et les pratiques réelles de mobilité, mettant en exergue la nécessité de repenser l'intégration du BRT dans un écosystème de transport plus inclusif et connecté (Ngom, 2022).

Mots clés : Bus Rapid Transit, mobilité urbaine, appropriation technologique, accessibilité, ville intelligente, Dakar

Les déchets dans la métropolisation de Dakar: entre marginalité et centralité urbaine

Ibrahima Diombaty

Laboratoire de Géographie Humaine (LABOGEHU)

ED - ETHOS

Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

ibrahima.diombaty@ucad.edu.sn

Abdou Kadry Mané

LARTES/IFAN

ED - ETHOS

Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

manéabdoukadry@gmail.com

Résumé

La question des déchets et leur place dans la ville s'inscrivent au cœur de l'actualité. L'impact environnemental des décharges sauvages s'oppose aux politiques de développement urbain durable. La métropolisation des villes du Sud inscrit les territoires des déchets comme un angle prioritaire dans la prise en charge des mutations urbaines. La gouvernance actuelle du service des déchets à Dakar a hérité de dispositifs territoriaux centralisés et conçus à l'échelle des agglomérations depuis les années postindépendance. Cette politique d'amélioration du cadre de vie urbain dakarois est devenue caduque sous l'effet de l'explosion urbaine.

Les pratiques informelles de gestion des déchets et d'ancrage des territoires de déchets dans l'espace urbain orientent de plus en plus les politiques vers une gestion de proximité. De fait, la politique de production de la ville durable se substitue des pratiques informelles sous une dynamique de récupération. Cette situation crée l'antagonisme des acteurs, amenant à se demander comment la métropolisation de Dakar influence l'organisation des territoires de déchets, des acteurs et les flux.

Pour répondre à cette préoccupation, nous avons choisi l'agglomération dakaroise. Elle est le prototype d'espace en mutation rapide où les autorités s'inspirent des pratiques informelles pour rendre performant le service des déchets. Nous y avons mené en plus de la cartographie des territoires de déchets, une enquête qualitative en administrant un guide d'entretien à 50 individus : récupérateurs et autres acteurs administratifs.

Les résultats montrent une modernisation *in situ* des anciens territoires de déchets. Les récupérateurs qui collectent et trient les déchets au voisinage pour assurer leur survie, sont interdits d'accès aux mobiliers urbains. Les points de regroupement normalisés aménagés dans le tissu urbain relèvent d'une nouvelle gouvernance de proximité et une acceptation des territoires de déchets dans une perspective de fabrique urbaine durable.

Mots clés : Gouvernance ; Territoire des déchets ; dynamiques métropolitaines ; environnement ; agglomération dakaroise

Autoroute à péage et mobilité durable : Axe Dakar-Mbour

Khalifa Ndione

Laboratoire de Géographie Humaine (LABOGEHU)

ED - ETHOS

Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

khalifa.ndione@ucad.edu.sn

Résumé

Développer une mobilité durable, c'est aussi mettre en place des mécanismes qui tendent vers la pérennité pour bâtir une politique de transport viable tendant vers le respect des normes environnementales pouvant participer à la réduction de gaz à effet de serre pour le bien de tout un chacun.

Dès lors, se poser des questions sur comment les autoroutes à péage pourront aider à repenser les urgences liées aux questions de mobilité durable deviennent plus qu'importante comme le rappelait Frédéric Augis, « le réseau autoroutier peut constituer un socle favorisant le développement de nouvelles solutions de mobilités collectives en interface avec le réseau des transports collectifs urbains »⁴. Dans ce cas, on peut donc retenir qu'« au sein de ces approches, l'intégration de la mobilité partagée se démarque comme une mesure clé pour répondre de manière holistique à ces enjeux. Les systèmes de covoiturage, d'auto partage et les transports en commun jouent un rôle essentiel dans la transition vers une mobilité plus durable »⁵.

En effet, cette mobilité douce demande une certaine imbrication liée aux habitudes de se déplacer au quotidien nécessitant d'efforts considérables consistant à modifier à un moment donné les façons de se mouvoir ou à conceptionner des infrastructures de transport. Dans cette logique, l'intégration des aspects de durabilité dans les constructions d'infrastructures de transports comme l'autoroute à péage devient une obligation. Dès lors, scruter la notion de durabilité dans les politiques de développement d'infrastructures de transports devient plus que nécessaire à l'ère où la protection de l'environnement relève d'une multitude de facteurs dont la mobilité est au centre des prises de décisions.

Dès lors, l'axe Dakar-Mbour est devenu de nos jours incontournables de par ses projets structurants de grandes envergures, d'après la SECAA ((Société Eiffage de la Concession de l'Autoroute de l'Avenir), près de 50.000 véhicules empruntent au quotidien l'autoroute à péage sur cet axe. Ainsi, allier autoroutes à péage et mobilité durable devient un sujet plus ou moins complexe, car si les autoroutes facilitent la mobilité, l'impact de ces dernières sur le développement durable dépend de plusieurs facteurs tels que la conception des réseaux autoroutiers, la gouvernance de ces derniers, mais surtout l'intégration dans un système de transport multimodal et pluri-acteurs.

La méthodologie adoptée repose sur des enquêtes de terrains avec les usagers (chauffeurs, clients) de l'autoroute à péage et des entretiens avec les concessionnaires, les gestionnaires et la gendarmerie nationale.

Les résultats montrent la solarisation de certaines installations, l'usage de produits d'hydro-décapage sur l'autoroute à péage et d'autres équipements renforçant le dispositif sécuritaire autour de l'autoroute à péage sans oublier une prise en compte des objectifs de développement durable sur l'axe Dakar-Mbour.

Mots clés : Autoroutes à péage, Mobilité durable, axe Dakar-Mbour.

⁴ Frédéric Augis. Maire de Joué-lès-Tours et Président de Tours Métropole en charge des infrastructures

⁵ Lucie Boivin : Les mobilités durables : le rôle des autoroutes et l'étude du cas de Tours, (UMR 7324 Cités, Territoires, Environnement et Sociétés (CITERES) Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), Janvier 2024).

Le projet de dépollution de la baie de Hann à l'épreuve d'une controverse publique

Hamady NIANG

Doctorant en Sociologie

Université Cheikh Anta Diop de Dakar - **UCAD**

École Doctorale Études sur l'Homme et la Société – **ETHOS**

Laboratoire de Sociologie Anthropologie et Psychologie – **LASAP**

hamady1.niang@ucad.edu.sn

Résumé

Cet article vise à analyser la caractérisation de la controverse publique sur le projet de dépollution de la baie Hann (PDBH). Autrefois, deuxième plus belle baie au monde après celle de Rio de Janeiro, la baie de Hann à Dakar subie une pollution environnementale sans précédente. L'État du Sénégal a lancé un projet de dépollution de la baie de Hann, mais il fait face à une controverse publique en raison du manque d'implication des populations riveraines. Nous avons utilisé la méthode qualitative. L'exploration nous a permis de faire 14 entretiens semi-directifs, des observations directes participantes et des analyses documentaires. Grâce à la dimension environnementale du projet, sa controverse a le caractère d'une *controverse publique environnementale* constituant un débat ouvert et prolongé sur une question relative à l'environnement. La durée de la controverse et la pluralité des coalitions d'acteurs caractérisent cette controverse. Depuis son élaboration vers les années 2002 jusqu'au début de sa mise en œuvre en 2020, ce projet fait face à une controverse publique environnementale. Accepté et en cours d'exécution à l'absence de consensus, il est à l'épreuve d'une *controverse publique environnementale à bas bruit*. La résignation apparente des riverains masque des tensions persistantes entre le discours de dépollution des déchets solides soutenue par la coalition autochtone et celui de dépollution des déchets liquides soutenue par la coalition de pouvoir.

Mots clés : Projet, dépollution, controverse publique environnementale, discours, coalitions d'acteurs

L'axe Dakar-Bamako, maillon fort de l'économie sénégalo-malienne (2002-2022)

Ousseynou Guèye

Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

ogueye44498@gmail.com

Résumé

Le Sénégal et le Mali sont deux pays unis par l'histoire et la géographie. Cette unification s'est faite dans le temps et dans plusieurs ensembles depuis l'empire du Ghana jusqu'à la CEDEAO et l'UEMOA en passant par la Fédération du Mali. Ayant un passé colonial commun sous la tutelle française, le Sénégal et Soudan obtiennent séparément leur indépendance finale en 1960 à la suite de l'éclatement de la Fédération du Mali qui les regroupait ensemble. A partir de ce moment, les deux pays voisins entrent dans une logique de coopération et entretiennent des relations commerciales très complémentaires car le Sénégal constitue le port naturel du Mali et le Mali à son tour est la porte d'entrée du Sénégal vers les marchés sous régionaux. Par ailleurs, l'axe Dakar-Bamako s'érige comme un hub pour la dynamisation des échanges commerciaux ; des échanges qui ont pris une ascendance dans les années 2000 avec la crise ivoirienne. Aujourd'hui, la question des relations commerciales entre les deux pays est de plus en plus intense malgré les différents goulots d'étranglements.

Dynamiques transfrontalières et développement territorial. Stratégies d'intégration sous régionale en Sénégambie

Abdou Kadry MANE

LARTES/IFAN

ED - ETHOS

Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

manéabdoukadry@gmail.com

Ibrahima DIOMBATY

Laboratoire de Géographie Humaine (LABOGEHU)

ED - ETHOS

Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

ibrahima.diombaty@ucad.edu.sn

Résumé

La recherche sur l'espace transfrontalier et l'intégration des États africains montre l'importance que revêt la dimension territoriale dans le quotidien des acteurs qui animent ces périphéries nationales. Elle vise à mettre en relief la place des mobilités transfrontalières et des politiques de développement territorial dans la fabrique de territoires ou l'intégration sous régionale en Afrique de l'Ouest. De ce point de vue, la politique du développement territorial est l'instrument qui porte les échanges qui existent au sein des territoires nationaux et transfrontaliers. Elle est l'outil qui favorise l'intégration et le développement. C'est pourquoi une bonne politique de développement local doit, plus que jamais, sous-tendre toutes les actions de l'intégration sous régionale. En Afrique de l'Ouest, renforcer le niveau de collaboration et d'intégration par une politique cohérente de développement territorial de ces espaces transfrontaliers, constitue une étape majeure à franchir. Dans ce contexte, le défi politique est de s'approprier les dynamiques des communautés locales et de leurs initiatives pour une réelle intégration sous régionale.

L'objectif de cette communication est d'examiner les dynamiques transfrontalières et les politiques développement territorial en rapport à l'intégration sous régionale en Sénégambie. Il s'agit de penser autrement le rapport à la mobilité, au développement territorial, au territoire et à la frontière dans une perspective de recomposition des États sénégambiens. Cette recherche repose sur une analyse monographique construite sur des données théoriques et empiriques. Elle se fonde sur l'idée selon laquelle la mobilité transfrontalière et la politique de développement territorial constituent des éléments sur lesquels l'intégration sous régionale trouve son ancrage. Ainsi, il résulte de l'analyse, l'existence de fortes pratiques socioculturelles entretenues par des dynamiques transfrontalières et d'initiatives de développement territorial, soubassement d'intégration par le bas. La recherche sur les mobilités et le développement territorial montre bien le rapprochement des territoires entrecoupés par la frontière. Il apparaît dès lors, que l'effet que pourrait revêtir la recomposition socio-spatiale des États ouest africains passe fondamentalement par la prise en compte de la dimension spatiale et socioculturelle des mobilités.

Mots-clés : Territoire, frontières, mobilité transfrontalière, intégration, Sénégambie

Quartiers irréguliers et nouveaux aménagements dans la ville religieuse de Tivaouane : Entre marginalisation et intégration

Mouhamadane Fall

Laboratoire de Géographie Humaine (LABOGEHU)

ED - ETHOS

Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

fallmouhamadane@gmail.com

Résumé

Cette communication examine les dynamiques contradictoires entre la prolifération des quartiers irréguliers et les nouveaux aménagements urbains dans la ville sainte de Tivaouane, capitale de la confrérie Tidjane au Sénégal. L'étude révèle comment une urbanisation fulgurante génère des recompositions spatiales où s'affrontent logiques informelles et politiques de modernisation.

Trois moteurs principaux expliquent cette expansion. Premièrement, l'attractivité religieuse transforme Tivaouane en pôle migratoire important, avec un doublement démographique en 20 ans (de 17,000 habitants en 1976 à 69,556 en 2013). Le Gamou annuel y attire des centaines de milliers de pèlerins, dont certains s'installent durablement. Deuxièmement, un étalement urbain faiblement encadré a grignoté 1,639 hectares depuis 1960, incorporant 17 villages périphériques comme Darou Salam ou Keur Khaly en quartiers spontanés. Troisièmement, une crise foncière aiguë se manifeste par le fait que 65% des ménages acquièrent des parcelles par ventes informelles, sans titre légal. Nos enquêtes révèlent que 90% des habitants des quartiers irréguliers n'ont pas d'autorisation de construire.

Cette urbanisation non contrôlée engendre des conséquences alarmantes. On observe de fortes inégalités socio-spatiales. Ainsi, 72% des résidents des quartiers irréguliers jugent leurs conditions de vie "mauvaises", contre seulement 3% dans les quartiers planifiés. Les disparités d'accès aux services vitaux sont criantes : seuls 6% des habitants bénéficient de points d'ordures normalisés contre 94% qui utilisent des dépôts sauvages. Les risques sanitaires sont majeurs avec la stagnation des eaux usées (86% des ménages utilisent des puisards) et pluviales (100% ruissellement naturel), favorisant des maladies comme le paludisme et le choléra. La mobilité est sérieusement entravée par des ruelles de seulement 3m de large, bloquant régulièrement l'accès aux services d'urgence comme les pompiers et ambulances.

Face à ces défis, deux stratégies principales s'affrontent. D'une part, la "ville officielle" se développe à travers le programme "Tivaouane ville future" (budget de 46 milliards FCFA) qui modernise le centre-ville (avec notamment la construction d'un nouvel hôpital et d'un complexe religieux) mais néglige clairement les périphéries. D'autre part, des initiatives de régularisation sont portées par la Fondation Droit à la Ville (FDV) depuis 2005. Cependant, sur les 33 hectares prévus pour le recasement, seulement 13 ha ont été viabilisés à ce jour, principalement en raison de contraintes budgétaires.

Notre approche méthodologique mixte (enquêtes ménages, entretiens,) a permis de dégager plusieurs constats majeurs. Bien que 73% des habitants soutiennent le principe de la régularisation, 56% d'entre eux se sentent exclus des aménagements en cours. Les demandes prioritaires des résidents concernent le pavage des voies (52%) et l'éclairage public (48%). L'approche innovante de la FDV, basée sur l'ingénierie sociale (comités de sages, Groupements d'Intérêt Economique), émerge comme un modèle participatif prometteur qui mériterait d'être généralisé.

Transport fluviomaritime et sécurité dans le littoral : cas des îles du Saloum, Sénégal.

Mamadou Faye

Doctorant Laboratoire de Géographie Humaine, ED - ET.HOS.

Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

mamadou157.faye@ucad.edu.sn

Résumé

Les îles du Saloum, se trouvent dans la Réserve de Biosphère du delta du Saloum, classée patrimoine mondial de l'UNESCO en 2011. Sur le plan administratif, elles font parties du département de Foundiougne. Elles sont éloignées de 150 km de Dakar. Ces dernières années, les changements environnementaux ont participé au recul de l'agriculture et de la pêche entraînant une intensification des déplacements vers la terre ferme. Les déplacements permettent aux populations de satisfaire les besoins de consommation, de commercialisation et d'accès aux autres services nécessaires à la survie des ménages. Ils sont assurés par le transport fluviomaritime au moyen de pirogues artisanales. Celui-ci s'effectue dans des conditions de sécurité précaires. L'objectif de cette communication est d'analyser les stratégies locales d'amélioration des conditions de sécurité dans le transport fluviomaritime. La méthodologie utilisée combine une revue de la littérature, une enquête par questionnaire, et des entretiens semi-structurés. Le questionnaire individuel cible les piroguiers et les usagers du transport. Il porte sur les mesures de sécurité et les conditions de voyage en mer. Les entretiens ont ciblé les responsables des commissions de transports, et les autorités locales. Ils portent sur l'évolution et l'organisation du transport fluviomaritime. Les résultats obtenus indiquent que les insulaires du Saloum se déplacent vers la terre ferme au moins 04 fois dans la semaine, représentant un pourcentage de (25%). Les principales mesures de sécurité locale sont le port du gilet, les interdictions de surcharge, et les sanctions contre les contrevenants. Seul (03%) des usagers respectent les mesures établies.

Mots clés : mobilité, îles du Saloum, transport fluviomaritime, sécurité.

ODD et durabilité forte : lecture critique des Revue nationales volontaires du Sénégal

El Hadji Rawane Ba

Laboratoire de Géographie Humaine (LABOGEHU), ED – ETHOS, Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal) ; elhadjirawane.ba@ucad.edu.sn

Résumé

Cette communication propose une lecture critique de la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD) au Sénégal, à partir de l'analyse des Revues nationales volontaires (RNV) de 2018 et 2022. En mobilisant le paradigme de la durabilité forte et une approche de géographie critique, l'étude procède à un reclassement qualitatif des 169 cibles en quatre sphères sociales : économique, politique, écologique et culturelle. À l'aide d'une grille d'évaluation et d'un croisement avec les politiques nationales (PSE, Vision Sénégal 2050), l'article révèle des déséquilibres structurels, une prépondérance des logiques productivistes, et une faible intégration des dimensions écologiques et culturelles. Comparant les résultats à ceux de la France, du Maroc et de la Côte d'Ivoire, l'analyse plaide pour une refondation des RNV comme outils territorialisés de pilotage et de transformation, plutôt que de simples instruments de reporting.

Mots-clés : Objectifs de Développement Durable, durabilité forte, Sénégal, politiques publiques, RNV.

D'une ville intelligente universalisée à des villes intelligentes durables et territorialisées.

Alpha Daouda Ba

Laboratoire Dynamiques Territoriales et Santé

Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

29alphaba@gmail.com

Résumé

L'interconnexion entre les technologies et les territoires évolue rapidement, soulevant la question de l'intelligence urbaine et de sa capacité à répondre aux défis des villes de manière durable. À l'origine, le concept de « ville intelligente » a été promu par des firmes technologiques internationales comme IBM et CISCO dans le sillage de la crise financière de 2008. Ce modèle, fondé sur les technologies numériques, s'est imposé à l'échelle mondiale, encourageant de nombreux territoires à se revendiquer comme « intelligents ». Cependant, une question fondamentale se pose : une ville peut-elle être intelligente de manière universelle, ou doit-elle s'adapter aux spécificités locales ? En d'autres termes, assiste-t-on à une transition d'une vision universalisée de la smart city vers une approche plus durable et territorialisée ? Cette étude retrace l'évolution du concept, depuis son ambition d'universalisation jusqu'à la nécessité d'une approche plus durable et ancrée dans les spécificités territoriales. Elle s'appuie sur une revue documentaire approfondie, couvrant la période 1990-2024, et repose sur un échantillon final de 60 sources bibliographiques (articles scientifiques, rapports, thèses, ouvrages, etc.). Les recherches combinent les termes « territoire en développement », « ville intelligente » ou « smart city » et « numérique », et sont enrichies par des entretiens avec des experts. L'analyse met en lumière les limites d'un modèle unique face aux réalités socio-économiques et culturelles propres à chaque territoire.

Les résultats montrent que la ville intelligente ne peut se réduire à une simple intégration des technologies numériques ; elle doit répondre aux Objectifs du Développement Durable (ODD) et s'évaluer à travers des indicateurs variés, incluant l'économie, la mobilité, la gouvernance, l'environnement et la qualité de vie. De plus, l'intelligence urbaine ne saurait être complète sans prendre en compte des dimensions humaines, culturelles et éthiques. L'avenir des villes intelligentes repose sur une adaptation locale, intégrant à la fois innovation technologique et impératifs sociaux, pour un développement réellement inclusif et durable.

Mots clés : ville intelligente - territorialisation – technologies numériques – territoire urbain

Apport des femmes dans les stratégies de gestion traditionnelle des ressources malacologiques : cas des territoires villageois de Dionewar et Palmarin au Sénégal

Babacar Ngom, Doctorant ETHOS/UCAD, ngombabacar587@gmail.com
Diatou Thiaw, Enseignante chercheure, UCAD, diatou.thiaw@ucad.edu.sn,
Edmée Mbaye, Enseignante chercheure, edmee.diouf@ucad.edu.sn
LPED, Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

Résumé

Telle que décrit dans l'acte 3 de la décentralisation du Sénégal en 2013, la gestion des ressources naturelles est une compétence transférée aux collectivités territoriales. Cette politique a pour but d'impliquer d'avantage la population locale à la gestion des ressources naturelles.

Conscientes de l'importance que constitue la cueillette malacologique dans l'économie locale et sa participation dans la sécurité alimentaire des ménages, les femmes des villages de Dionewar et Palmarin mettent en place des stratégies de gestion traditionnelles héritées de leurs ancêtres pour préserver les ressources malacologiques. Ces stratégies de gestion sont fondées sur des savoirs et connaissances ancestrales, des pratiques culturelles et traditionnelles de gestion des ressources.

Cet article vise à montrer et expliciter les stratégies traditionnelles de gestion des ressources malacologiques mises en place par les femmes de Dionewar et Palmarin et les problèmes dont elles sont confrontées dans cette forme de gestion des ressources malacologiques. Pour atteindre cet objectif, une enquête qualitative a été réalisée. Des entretiens et focus group ont été effectués auprès des femmes exploitantes de coquillage et auprès de la chefferie traditionnelle. Après avoir identifié toutes les femmes qui interviennent dans la gestion, l'enquête a essentiellement concerné celles qui détiennent et véhiculent des connaissances traditionnelles de gestion. Il s'agit des gardiennes des traditions à Dionewar et Palmarin. Pour cette catégorie d'acteurs, deux entrevues ont été effectuées pour 4 personnes en raison de 2 gardiennes par village. Deux focus group ont concerné 36 femmes transformatrices ayant subi l'initiation en raison de 18 femmes par village. A côté de ses acteurs clés de la gestion traditionnelle, les 2 chefs de village de Dionewar et Palmarin nous ont apportés des informations de taille sur la façon dont les femmes gèrent les ressources, car même étant des hommes, toutes les activités traditionnelles, culturelles et cultuelles sont sous leur ordonnance. Au total 42 personnes ressources ont répondu à l'enquête.

D'après les informations recueillies auprès de ces personnes, on peut dire que les femmes jouent un rôle important dans la préservation des ressources malacologiques à Dionewar et Palmarin. Elles mettent en place des initiatives traditionnelles de gestion, mais aussi véhiculent des savoirs

et pratiques culturelles et spirituelles de protection des sites d'exploitation de coquillage. Malgré leur volonté de préserver les ressources qu'elles considèrent comme des biens communs, les femmes restent confrontées par des problèmes dans cette forme de gestion. Une différence de vision ou de façon de faire est souvent source de tension entre les connaissances scientifiques prônées par l'administration centrale en contexte de réserve de biosphère et les pratiques des femmes en matière de gestion traditionnelle des ressources. En plus de la domination patriarcale, d'autres facteurs contemporains viennent fragiliser les pratiques et savoirs traditionnelles de gestion des ressources malacologiques.

Il est aujourd'hui urgent dans un contexte de changement climatique de réconcilier tous les acteurs autour d'une gestion commune pour renforcer leurs capacités à faire face aux défis actuels et futurs.

Mots clés : gestion traditionnelle, ressources malacologiques, femmes

AXE 5 : INTELLIGENCE ARTIFICIELLE, SOCIÉTÉS ET DÉSINFORMATION

L'Intelligence Artificielle et la désinformation au Sénégal : Enjeux, impacts et stratégies de lutte

Abdourhamane Ba

Laboratoire Interdisciplinaire de Gouvernance des Territoires et Développement Communautaire, ESEA

Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

abdourahmane_ba@afriegist.org

Résumé

L'émergence de l'intelligence artificielle (IA) au Sénégal s'accompagne d'un nouveau défi : l'amplification de la désinformation. Ce phénomène, particulièrement visible lors des périodes électorales et des crises sociales, menace la stabilité démocratique et la cohésion sociale du pays (CEIDES, 2022). Les deepfakes, ces vidéos truquées hyperréalistes, ont fait leur apparition lors des élections de 2024, avec des cas documentés de faux discours politiques circulant sur les réseaux sociaux (BBC Afrique, 2024). Les générateurs de texte en langues locales permettent désormais de créer des fausses nouvelles plus crédibles pour les populations moins francophones (Diouf, 2023). Cette communication s'interroge sur les questions suivantes : comment l'intelligence artificielle facilite-t-elle la désinformation au Sénégal et quels sont ses impacts socio-politiques ? Quelles réponses institutionnelles et sociétales face à ce phénomène ?

Ainsi, l'objectif poursuivi par cette communication est d'analyser les mécanismes de désinformation liés à l'intelligence artificielle au Sénégal sur le plan politique avec la production automatisée de contenus trompeurs avec les générateurs de texte comme GPT-3 et GPT-4 en français mais aussi en langues nationales et d'outils multimédia pour imiter des personnalités politiques (ROBICHAUD-DURAND, 2022). En outre, cette étude évalue les impacts de la désinformation liée à l'intelligence artificielle sur le débat politique sénégalais avec la prolifération des contenus politiques contenant des éléments trompeurs (UCAD, 2024), les campagnes de diffusion de fausses informations (Observatoire Sunu2019) et la perte de valeur des sources institutionnels dans le débat politique. Toujours dans cette optique, cette contribution examine les stratégies de régulation et de résilience face à la désinformation liée à l'intelligence artificielle au Sénégal avec la mise en place d'un cadre réglementaire et politique, la régulation sectorielle dans le domaine des télécommunications et la promotion de l'innovation technologique locale pour lutter contre la désinformation (CEIDES, 2022).

L'approche méthodologique utilisée est tout d'abord de faire une analyse documentaire sur la question de l'intelligence artificielle et la désinformation au Sénégal. Celle-ci aborde entre autres le cadre juridique et stratégique de lutte contre la désinformation liée à l'intelligence artificielle au Sénégal, les lois et règlements sur la cybersécurité, les rapports institutionnels ainsi que les travaux internationaux de référence. Une étude de cas sur la désinformation lors des élections présidentielles et les tensions sociales au Sénégal sera effectuée avec la diffusion de fausse information sur le retrait de certains candidats à l'élection présidentielle, les faux sondages sur les résultats des élections, les fausses arrestations ayant déclenchées les émeutes sur l'étendue du territoire. Les résultats attendus de cette contribution devraient permettre de mieux comprendre les enjeux ainsi que les impacts de la désinformation liée à l'intelligence

artificielle, à des technologies du numérique. Par ailleurs, ils permettront de faire la cartographie des différents foyers de tensions au Sénégal durant les crises socio-politiques entre 2021 et 2023 afin de voir quels sont les grands foyers de tensions. De plus, les résultats permettront de mieux connaître les initiatives politiques et sociales dans la lutte contre la désinformation liée à l'intelligence artificielle.

Mots clés : Intelligence Artificielle, Désinformation, Enjeux, Impacts, Stratégies, Fake news, Cybersécurité

Les silences et les ambiguïtés des algorithmes de décisions automatisés et la fonction de juger : des obstacles liés à la philosophique même du droit

Salissou Alio Sanda

Doctorant en droit privé

Université Djibo Hamani de Tahoua (Niger)

salissou2103@gmail.com

Résumé

L'intégration d'algorithmes de prise de décision automatisée dans les processus judiciaires a mis en évidence de profonds défis philosophiques antérieurs préalables mêmes à ceux juridiques et techniques. Le silence et l'ambiguïté inhérents à ces algorithmes constituent les éléments illustratifs de la complexité entourant ces algorithmes de décisions automatisés et par ricochet des problématiques liées à leur déploiement dans les processus judiciaires. Pour rappel, les algorithmes de décisions automatisés peuvent être définis comme des modèles informatiques qui traitent les données et produisent des résultats avec divers degrés de supervision humaine. Ces derniers se voient délégués différentes tâches décisionnelles jusque dans le domaine de la justice. Ils opèrent leurs actions à travers des couches complexes d'automatisation et d'apprentissage automatique. Néanmoins, ces complexités aboutissent souvent à ce que l'on appelle le phénomène de la « boîte noire », où le raisonnement derrière les résultats reste opaque, même pour les experts. Dans la même optique, le silence algorithmique fait référence à l'absence d'explications accessibles des décisions. Quant à l'ambiguïté, elle dénote l'incertitude interprétative entourant le fonctionnement et les résultats de ces modèles. Or en partant de la conception philosophique du droit, cette opacité inhérente aux « boîtes noires » des algorithmes de décisions automatisés perturbe les principes fondamentaux tels que l'obligation de motiver, la transparence et la responsabilité. Ces principes constituent portant les angulaires de la légitimité juridique et de l'État de droit. Du cadre épistémique au droit et de l'informatique à la compromission de l'impératif juridique des juges en passant par l'émergence même d'une « personnalité » algorithmique, le présent travail se propose d'étayer les différents obstacles liés au déploiement des algorithmes de décisions automatisés dans les processus judiciaires. En prenant en compte les différents obstacles mis en avant par la présente recherche, les pays africains pourront envisager sereinement le déploiement des algorithmes de décisions automatisés dans le domaine de la justice voire même envisager d'aider d'autres pays à améliorer les systèmes déjà déployés ou d'inspirer ceux d'autres pays autour du globe.

Mots clés : Algorithme de décision automatisée, Opacité algorithmique, Raisonnement judiciaire, Philosophie du droit, Epistémologie juridique.

L'Afrique doit-elle avoir peur de l'intelligence artificielle ?

Sidy Ba

Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

sidyabdoulaye95@gmail.com

Résumé

Étant aujourd’hui au cœur des débats intellectuels, l’intelligence artificielle (l’IA) peut être définie comme le transfert des activités purement humaines à des robots intelligents et autonomes. L’IA affecte, aujourd’hui, presque tous les domaines de la vie humaine. « Les Émirats arabes unis sont allés jusqu’à créer un ministère de l’intelligence artificielle ... ». (Sadin, 2018). L’IA plonge l’humanité, l’Afrique en particulier, dans de nouvelles questions existentielles beaucoup plus brûlantes de notre époque. C’est d’ailleurs dans ce sens que nous nous posons la question suivante : L’Afrique doit-elle avoir peur de l’intelligence artificielle ? Mais si toutes les tâches de la vie humaine sont aujourd’hui quasiment artificialisées, comment le continent africain pourrait-il se méfier de l’intelligence artificielle ? Qu’est-ce qui pourrait véritablement justifier cette idée de peur ? N’est-il pas aussi illusoire de penser une Afrique sans l’IA ? La réponse à ces interrogations nous permettra d’examiner les enjeux de l’intelligence artificielle dans le continent africain.

Premièrement, rappelons que l’Afrique s’est toujours distinguée du reste du monde de par ses valeurs et traditions. En effet, l’Afrique est un continent très ancré dans des valeurs traditionnelles. Or l’intelligence artificielle ne s’intéresse pas aux valeurs. Elle peut nous permettre, certes, de transformer notre Afrique, mais elle reste muette sur ce qui est juste et bien pour les Africains. Nous pensons à l’usine EXTOLIVE qui, par des utérus artificiels, est capable de fabriquer trente mille bébés par an. Nous pouvons également noter que si l’intelligence artificielle est mal introduite dans le système éducatif, cela peut entraîner des conséquences néfastes pour la postérité. Cela, parce que l’IA rend quelque part les jeunes paresseux, qui refusent désormais de penser par eux-mêmes. En France, l’Association des Professeurs de Philosophie de l’Enseignement Public (APPEP) a publié un communiqué intitulé « Promptr n’est pas penser » pour mettre en garde contre l’IA. (Communiqué posté par Sandra Ktourza, le 24 février 2024). Cela montre qu’en France, l’IA oppose déjà les philosophes aux hommes politiques.

Deuxièmement, force est de reconnaître qu’il est impossible et même illusoire, au regard de la modernisation de l’humanité, de prétendre penser une Afrique sans l’intelligence artificielle. Celle-ci aide le continent africain dans beaucoup de domaines. En effet, elle révolutionne la médecine en facilitant la compréhension et le traitement des maladies. Étant capable de supprimer les barrières linguistiques, l’IA peut faciliter l’unité des peuples africains. Au Nigéria, nous avons le premier robot humanoïde africain qui s’appelle OMEIFE et qui parle déjà huit langues. Avec l’intelligence artificielle, on peut aussi améliorer l’éducation des jeunes africains afin de transformer socialement et économiquement toute l’Afrique. Le Sénégal a officiellement lancé le New Deal technologique le 24 février 2025.

Bref, nous pouvons retenir qu’en dehors de ses dérives qu’il faut impérativement encadrer, l’intelligence artificielle peut bien sortir l’Afrique de sa dépendance des grandes puissances et la rendre beaucoup plus souveraine.

Du projet d'une encyclopédie des sciences de Leibniz à l'appropriation africaine de l'intelligence artificielle : quelles opportunités, contraintes et postures philosophiques, pédagogiques et sociales ?

Boubacar Siguiné Sy

Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

siguine2000@yahoo.fr

Résumé

Le philosophe Gottfried Wilhelm Leibniz (1646-1716) chercha longtemps à mettre en place une architecture fiable, solide et durable des connaissances à travers une encyclopédie des sciences afin de mettre fin aux stériles disputes philosophiques par le recours au calcul. Son projet humaniste, rationaliste voire positiviste d'un progrès de l'humanité par la promotion de la science et de la technologie et le dépérissement progressif de l'ignorance apparaissait utopique pour certains à l'époque.

Pourtant ce rêve prométhéen d'une science générale semble avoir abouti d'une certaine façon à travers l'émergence de l'intelligence artificielle aujourd'hui. En effet, grâce à l'accumulation de données massives et de possibilités immenses de calcul, l'I.A. semble répondre à toutes les questions et se présente comme une solution et peut-être à moindre coût au « rattrapage » africain sur le chemin du développement économique, social et culturel, si retard il y a.

En ce sens que pour beaucoup d'observateurs, l'Afrique est la nouvelle frontière de la démocratie et du progrès humain avec ses immenses ressources, sa population en forte croissance, le dynamisme de sa jeunesse. Néanmoins elle doit faire face à de nombreux et variés défis : les besoins sont colossaux en alimentation, en santé, en infrastructures, en éducation, en formation, en recherche, innovation dans un contexte de conflits, de changement climatique et d'incertitudes.

Toutefois saura-t-elle tirer profit de toutes les opportunités de ce nouvel outil de l'I.A. tout en jugulant ses innombrables contraintes sur les plans des infrastructures, de la formation des ressources humaines, de leurs financements, de la possibilité d'un écosystème démocratique de libertés individuelles et collectives, de préservation de l'environnement et de développement durable. Pourquoi ? si la science et la technologie sont universelles, il n'en demeure pas moins que l'intelligence artificielle a une histoire, elle évolue et surtout elle reste au centre des intérêts et des enjeux de pouvoir, de concurrence et de domination entre nations riches et pauvres, du nord souvent développé et du sud généralement pauvre. Permettra-t-elle de transcender les frontières et de fonder un nouvel humanisme au lieu d'être au service de quelques intérêts de puissances et de privilégiés au détriment de la grande majorité de la population mondiale ?

Surtout quelles sont les réelles exigences, politiques, économiques et culturelles de l'intelligence artificielle en Afrique ? Quelles nouvelles postures philosophiques, pédagogiques et sociales requiert-elle pour l'appropriation de ses finalités, contenus, supports, méthodes, dans le développement notamment de l'éducation, de la formation, de la formation, de la recherche et de l'innovation. Comment le projet prométhéen d'une science au service de l'humain hérité de Leibniz et des Lumières pourrait-il aboutir en Afrique en une réappropriation de son destin de liberté et de progrès dans un monde réconcilié avec sa profonde humanité ?

Mots clefs : intelligence artificielle, société ouverte, désinformation, décolonial, déconstruction, démocratie, libertés, manipulation

Usages de l'Internet par les étudiants pour tricher lors des examens à l'École normale supérieure (ENS) au Niger

Sani Amadou Rouphai

École Doctorale des Lettres, Arts, Sciences de l'Homme et de la Société (EDLASHS)

Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)

amadouroufaisani@gmail.com

Résumé

L'étude s'intéresse à l'impact d'Internet sur les pratiques de tricherie académique parmi les étudiants de l'Ecole Normale Supérieure (ENS) du Niger. Bien que les technologies numériques soient perçues comme un levier pédagogique, elles sont de plus en plus utilisées pour contourner les règles durant les évaluations. Cette situation pose de sérieuses questions quant à l'intégrité académique, à la valeur des diplômes et à la formation des futurs enseignants.

L'objectif principal de l'étude est de comprendre les modalités et les facteurs qui favorisent la tricherie numérique. La recherche adopte une approche descriptive et exploratoire, s'appuyant sur des questionnaires anonymes et des entretiens semi-directifs menés auprès d'étudiants et d'enseignants.

Les résultats révèlent que le téléphone portable connecté à l'Internet est l'outil le plus utilisé pour tricher. Les étudiants y recourent pour consulter des ressources en ligne, participer à des forums, ou échanger via des applications comme WhatsApp et Telegram. D'autres stratégies incluent l'enregistrement de documents dans des fichiers cachés ou l'usage de montres connectées. Plusieurs facteurs contribuent à cette dérive : la facilité d'accès aux technologies, la pression scolaire, le manque de préparation, la peur de l'échec, et surtout, une perception atténuée du risque de sanction. Les étudiants considèrent souvent la tricherie numérique comme moins grave que les formes traditionnelles, car elle s'inscrit dans l'usage courant de la technologie. Du côté des enseignants, le constat est tout aussi préoccupant. Malgré l'interdiction officielle des téléphones, les dispositifs de surveillance s'avèrent insuffisants. L'absence d'outils de détection et le manque de personnel rendent difficile le contrôle efficace. De plus, une forme de tolérance implicite de l'institution, marquée par l'absence de sanction systématique, renforce ce climat permissif.

Enfin l'étude met en lumière une contradiction dans le discours des étudiants : bien qu'ils admettent que la tricherie affecte la réputation de l'ENS et dévalue les diplômes, ils la considèrent comme un « mal nécessaire » pour faire face à des conditions d'études jugées pénibles, notamment une surcharge de travail, des évaluations inadaptées et un encadrement insuffisant.

En conclusion, la tricherie numérique à l'ENS du Niger reflète les bouleversements liés à la digitalisation de l'enseignement supérieur, mais aussi les faiblesses institutionnelles persistantes. L'étude recommande des mesures globales telles que la sensibilisation à l'éthique, le renforcement des dispositifs de surveillance et l'amélioration des conditions pédagogiques afin de rétablir la crédibilité des examens.

Mots clés : Internet, Usages de l'Internet, Tricherie des étudiants

AXE 6 : DÉFIS ENVIRONNEMENTAUX ET SANITAIRES

Risques sanitaires et stratégies d'adaptation des populations de Matam face aux Températures Extrêmes (TE)

Mor DIOP

Docteur en sociologie du développement

LASAP / ETHOS / UCAD

mor56.diop@ucad.edu.sn

Résumé

L'objet de la communication : Les températures extrêmes sont un aspect important de tout changement climatique. Or, les vagues de chaleur constituent un enjeu de santé publique. À Matam, les populations sont de plus en plus exposées aux problèmes de santé liés aux vagues de chaleur et aux températures élevées. Mais elles trouvent des moyens qui leur permettent de cohabiter avec les températures extrêmes. Ainsi, l'objet de cette communication est de présenter les résultats de l'étude qui porte sur l'impact des températures extrêmes sur la santé physique des populations de Matam et les stratégies adoptées par ces dernières pour faire face aux fortes chaleurs.

Méthodologie : L'étude s'est accentuée sur quatre localités de la région : deux quartiers urbains (Soubalo à Matam et Ainoumady à Ourossogui) et deux villages ruraux (Taïba Gueyenne et Gaol). Les cibles sont principalement des femmes (mères ayant un ou des enfants de moins de cinq ans) ainsi que les membres de leur entourage. Deux outils de collecte de données sont utilisés. Il s'agit des entrevues individuelles et des focus groupe. Ainsi, nous avons réalisé 65 entretiens individuels dont 18 avec les prestataires, 8 avec les acteurs communautaires, 25 avec les mères allaitantes et 19 avec les membres de l'entourage. Pour les focus groupe, il y a 5 effectués seulement dans la zone urbaine dont 3 dans le quartier de Soubalo et 2 à Ainoumady. C'est à travers l'analyse thématique que nous avons traité et analysé les données. Cette approche nous a permis de classer systématiquement les données par codage afin d'identifier les informations clés pour chaque variable étudiée. Ce modèle d'analyse nous a également permis d'avoir des énoncés ou extraits significatifs qui nous ont servi d'illustrations.

Résultats : Sur la santé physique, les périodes de canicules sont marquées par l'apparition de boutons sur la peau. Il y a aussi les céphalées et les maux de tête, qui concernent principalement les femmes et les personnes âgées. Il y'a également des problèmes de tension artérielle, des troubles oculaires, de la déshydratation, de l'évanouissement, de la perte de poids accentuée par la fatigue et l'inappétence. Les stratégies d'adaptation consistent à boire régulièrement de l'eau, à prendre le bain à porter des vêtements légers, à mouiller les habits et à mouiller les matelas avant de se coucher. Il y'a aussi l'utilisation des ventilateurs et des climatiseurs pour les familles qui ont assez de moyens financiers. Les populations surtout proches du fleuve passent parfois plusieurs temps de la journée dans ce cours d'eau, là où d'autres vont se recourir sous les arbres. Elles passent majoritairement la nuit dehors ou sur les terrasses.

Conclusion / discussion : Les stratégies d'adaptation des populations de Matam sont largement liées à l'eau or la localité rencontre un problème d'accès à l'eau potable. La qualité de l'eau bue par une bonne partie des populations peut entraîner certaines maladies.

Défis de gestion des déchets solides dans le cercle de Macina, Région de Ségou au Mali

Seydou A TOGOLA

Centre de Recherche sur le Savoir Local, Bamako, Mali

togola_seydou14@yahoo.fr

Yakouréoun DIARRA

Institut des Sciences Humaines (ISH), Bamako, Mali

diarrayakoureoun@yahoo.fr

Résumé

Les facteurs de l'accroissement démographique, de l'expansion urbaine et de développement des activités socio-économiques ainsi qu'aux mutations des modes de vie et de consommation engendrent un grand gisement de production de déchets. La population du cercle de Macina qui aspire à une dynamique de développement susceptible d'améliorer leur futur, est confrontée au problème de l'insalubrité sur la qualité de l'environnement et du cadre de vie. L'étude vise à cerner les défis de gestion des déchets solides dans le cercle de Macina.

La démarche quantitative et qualitative a fait l'objet d'une méthodologie. A cet effet, trois (3) modes de collecte de données ont été mobilisés : l'analyse documentaire, l'observation directe et les enquêtes de terrain. Le travail de collecte de données a été effectué au moyen des questionnaires et des guides d'entretien et autres outils (GPS, appareil photo). La technique d'échantillonnage adoptée dans cette étude s'est basée sur la méthode aléatoire simple. Un échantillon de 335 ménages, reparti entre les sites choisis, a été retenu. Le guide d'entretien a concerné plus de neuf (9) personnes issues des catégories d'acteurs. Le traitement de données a consisté, l'utilisation des logiciels SPSS, QGIS et l'analyse des discours.

Les résultats montrent une diversité de modes de collecte et de gestion des déchets solides, un déficit d'organisation des acteurs, une insuffisance des moyens dans le ramassage et des dépôts de transit. Les types de déchets se focalisent sur les déchets ménagers, électroniques et hospitaliers dans le cercle de Macina. L'inapplication des textes réglementaires, l'insuffisance des dépôts de transit et l'absence de décharge finale constituent un handicap de la gestion des déchets.

Mots clés : Stratégies, Défis, Gestion, Déchets solides, Cercle de Macina

Corrélation entre l'insécurité au Sahel et changements climatiques

Ambogou Paul Oula,

Université Kurukanfuga de Bamako (Mali)

dindasoumba@yahoo.com

Résumé

Frappé par une crise multidimensionnelle depuis 2012, le sahel fait partie des régions les plus vulnérables aux effets du changement climatique. Si la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011 a favorisé la déstabilisation de cette région à travers une sorte d'incursion d'une myriade de groupes armés (sécessionnistes, islamistes, bandes armées...), force est de reconnaître qu'il existe un lien étroit entre l'insécurité qui sévit dans cette région avec les effets du changement climatique pour la simple raison que les activités agro-sylvo pastorales, principales activités pratiquées par les populations sahéliennes sont impactées négativement par les effets du changement climatique ce, depuis l'avènement des grandes sécheresses des années 70 et 80. Cependant, l'inefficacité des politiques nationales, régionales en matière de lutte contre les changements climatiques ainsi que le manque d'harmonisation des stratégies de

résilience ont non seulement favorisé la paupérisation des communautés locales, la migration des populations, mais également à la fondation des germes d'insécurité dans la région avec l'émergence des activités illicites relevant de la criminalité transnationale (trafics de drogues, d'armes, d'êtres humains, prise d'otages...). Dès lors, le sahel est devenu un sanctuaire de groupes armés de tout acabit devenant ainsi une menace pour la paix et la stabilité internationales, qui par la suite s'est métastasée progressivement vers les autres pays de l'Afrique de l'ouest (Côte d'Ivoire, Liberia, Golf de Guinée) et côtiers (Bénin, Togo, Ghana) créant ainsi une biseille diplomatique entre les différents pays de la région (Mauritanie, Algérie) quant à l'approche sécuritaire à préconiser pour éradiquer la menace au sahel.

La présente communication a pour objet principal de prouver avec des éléments tangibles que l'insécurité qui sévit au sahel entretient des relations étroites avec les changements climatiques.

Exploitation durable des massifs forestiers : le rôle des comités inter-villageois dans la gouvernance territoriale de la forêt aménagée de Mballacounda

Samba Diao

Doctorant, Laboratoire Population, Environnement et Développement

ED – ETHOS

Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

sambadiao36@gmail.com

Résumé

Les forêts sont les ressources naturelles renouvelables les plus abondantes et diversifiées, car elles fournissent simultanément une grande variété de richesses et des services économiques, sociaux et environnementaux (J.S. Mani, Repris d'Unasylva, 1992). Au Sénégal, la demande en ressources forestières augmente avec la croissance démographique tandis que ces mêmes ressources s'appauvissent du fait de leurs surexplorations entraînant des pertes qui sont estimées environ à 40 000 ha/an (FAO, 2020). L'intensification des activités d'exploitation, légales ou non, fragilise les équilibres écologiques et sociaux, accentuant les tensions entre développement économique et préservation de l'environnement. Ce dilemme soulève des enjeux majeurs de gouvernance territoriale, dans un contexte où la gestion durable des ressources forestières dépend de la capacité des acteurs locaux à collaborer, négocier et co-construire des règles d'usage.

Cette recherche se propose d'analyser les dynamiques d'acteurs impliqués dans la gestion et l'exploitation des ressources forestières, en s'appuyant sur une étude de cas de la forêt aménagée de Mballacounda située dans le département de Vélingara, une zone marquée par une forte dépendance aux ressources forestières. Elle s'intéresse particulièrement au rôle des comités inter villageois de gestion (CIVG), organes de gouvernance territoriale mis en place dans le cadre des politiques de décentralisation et de gestion des ressources naturelles.

L'approche méthodologique combine recherche documentaire, des entretiens semi-directifs à travers de guides d'entretien adressés aux deux maires des deux communes gestionnaires du massif, au CIVGF, à l'IREF de Kolda, au Brigade forestier du département de Vélingara et au responsable du PROGEDE et des focus groupe avec le bureau exécutif du CIVGF et au 4 groupes de contact villageois. Un questionnaire a été utilisé pour la collecte des données complémentaires et administré auprès de 26 membres de comité villageois de gestion des villages polarisés par le massif et à 07 producteurs forestiers.

L'analyse des résultats révèle que les CIVG constituent des espaces clés de régulation de la gouvernance territoriale des ressources forestières. Ils assurent des fonctions de contrôle de l'exploitation, de médiation entre villages, et de sensibilisation aux enjeux environnementaux. Toutefois, leur efficacité est limitée par des contraintes institutionnelles, des rapports de pouvoir asymétriques entre acteurs, et un faible accompagnement technique.

Mots-clés : Exploitation durable, Comités inter-villageois de Gestion, Gouvernance territoriale, Forêt aménagée Mballocounda

La dégradation de la rivière Falémé : la *political ecology* comme approche de déconstruction des discours

El Hadji Serigne Top

Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

elhadjisirignetop@yahoo.fr

Résumé

La rivière Falémé, affluent du fleuve Sénégal, est le lieu d'activités aurifères sous formes industrielle, artisanale et semi mécanisée, depuis le début des années 2000. L'exploitation des minerais d'or le long de la rivière donnent lieu à une dégradation avancée de la qualité des eaux, de la morphologie du lit de la rivière et de ses capacités hydrologiques, ce qui compromet les activités agropastorales et menace la faune aquatique. Face à cette situation inquiétante, les discours des autorités, des riverains et des médias, du Mali comme du Sénégal, accusent les artisans miniers d'être exclusivement à l'origine de la dégradation de cette rivière. Dans le cadre des sciences humaines, plusieurs approches sont utilisées par les chercheurs pour appréhender la dynamique environnementale à travers les rapports homme-nature. En géographie particulièrement, trois champs tels que la géographie du risque, l'écologie culturelle et la géographie critique ou radicale s'intéressent à ces relations. Encore peu développée et imparfaitement traduite par le terme d'écologie politique, la political ecology s'est imposée dans le monde de la géographie anglo-américaine. Cette approche s'appuie sur l'analyse des récits, notamment ceux qui fondent le discours dominant sur l'environnement. Dans un souci de connaître les facteurs explicatifs de la dégradation environnementale de la rivière Falémé, nous faisons appel à l'approche political ecology. L'objectif est de montrer, comment par l'approche political ecology nous sommes parvenus à déconstruire les discours sur la dégradation de la rivière Falémé.

L'étude s'appuie sur une méthode de recherche mixte (mixed research method : Thomas, 2003 ; Anadón, 2019). Parce que l'approche de la political ecology s'intéresse particulièrement aux discours pour révéler les dimensions politiques, sociales mais aussi culturelles de l'environnement, des corpus de textes médiatiques ont été constitués. Le premier corpus composé d'articles publiés entre 2014 et 2023 dans les médias du Mali, permet d'analyser le traitement de la dégradation de la rivière Falémé en relation avec les activités aurifères. Le second corpus est issu des questionnaires et entretiens menés auprès des autorités politiques, des exploitants et riverains. Ces corpus sont analysés grâce à des outils textométriques, dans le but de retracer la construction des discours dominants de la dégradation de la rivière Falémé. En outre, dans le but de confronter discours et pratiques, une approche quantitative est adoptée notamment sur la qualité physico-chimique de l'eau, les usages de l'eau et la géométrie de lit de la rivière. Cette approche a permis de déconstruire les discours stigmatisant les orpailleurs et de saisir les vraies motivations.

Mots-clés : Rivière Falémé, Exploitation de l'or, impact environnemental, discours, Mali, Sénégal.

Caractérisation du patrimoine arboré des arbres d'alignement dans la ville de Dakar

Mamoudou Dème

Laboratoire Géographie Humaine,
ED - ETHOS, Université Cheikh Anta Diop de Dakar
mamoudeldeme4@gmail.com

Résumé

L'histoire de la construction de la ville de Dakar va de pair avec les aménagements paysagers. Les enjeux environnementaux ont toujours été au cœur de la construction de la ville. En effet, la politique concernant les espaces verts et les arbres d'alignement remonte de l'époque coloniale. Cependant, cette politique a évolué souvent en fonction des différents plans directeurs d'urbanisme adoptés pour la ville. Les activités humaines et les actions de d'aménagement (routes, réseaux électriques, télécommunication, assainissement, etc.) constituent des contraintes pour le maintien des arbres d'alignement en milieu urbain. De plus, la dynamique de l'espace urbain est étroitement liée à l'augmentation de la population, phénomène fortement accentué par l'exode rural durant les années 1970. Au cours des années 1990, avec la mise en place des politiques d'ajustement structurel, les aménagements paysagers, notamment les arbres d'alignement ont été délaissés entraînant leur dégradation.

Cette étude se concentre sur la ville de Dakar et porte uniquement sur les arbres d'alignement présents le long des routes classées de la ville. L'objectif est de démontrer le potentiel d'arbres en alignement, ainsi que les caractéristiques du cortège floristique urbain. La démarche méthodologique adoptée, repose essentiellement sur un inventaire systématique des arbres d'alignement, permettant de relever les paramètres dendrométriques et d'en déduire quelques services environnementaux fournis par les arbres.

Les résultats montrent que sur 105 axes routiers classés dans la ville, 66 % ont fait l'objet d'inventaire. Ces routes disposent d'un potentiel arboré important, avec 9991 individus et une diversité spécifique non négligeable en raison de 53 espèces.

Mots-clés : Patrimoine arboré, arbre d'alignement, urbanisation, caractérisation, Dakar

La culture céréalière à l'épreuve des changements écologiques dans le département de Medina Yoro Foulah (Kolda, Sénégal)

Coumba Diao

Laboratoire Population, Environnement et Développement (LPED)
Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD)
UMI SOURCE, IRD, Dakar Hann Mariste
diaocoumba5@gmail.com

Résumé

Dans un contexte de mutations écologiques de plus en plus marquées, les systèmes agricoles traditionnels en Afrique de l'Ouest sont mis à rude épreuve (FAO ;2021). Le département de Médina Yoro Foulah (sud du Sénégal), à dominante rurale, en constitue un exemple. Cette étude vise à analyser les effets combinés de la variabilité climatique sur la qualité des sols et des systèmes de production agricoles essentiellement basés sur la culture de l'arachide et la céréaliculture. Ces cultures sont particulièrement vulnérables aux aléas climatiques et environnementaux, dans un territoire déjà marqué par une précarité socio-économique structurelle (Niang et al ; 2014). Cette contribution poursuit deux objectifs :

(i) Identifier les principaux facteurs de vulnérabilité des systèmes de production agricole,

(ii) Comprendre les stratégies d'adaptation mises en œuvre par les agriculteurs, les interventions et la revalorisation des savoirs paysans, ou encore le recours à des pratiques agro écologiques. La méthodologie adoptée combine recherche documentaire, des entretiens semi-directifs à travers de guides d'entretien adressés auprès des services compétents, institutions locales, à des ONG intervenant dans le domaine agricole et environnemental (RADI, ANIDA, BAMTAARE, SDDR) et des focus groupe auprès des organisations paysannes (groupements de femme, associations villageoises). Un questionnaire a été utilisé pour la collecte des données complémentaires et administré auprès des plus grands producteurs de la zone. Les premiers résultats indiquent une pluralité de réponses paysannes face aux défis écologiques : adoption de pratiques alternatives (jachère, agroforesterie), l'introduction de variétés à cycle court, la modification des calendriers agricoles migration saisonnière pour diversifier les sources de revenus, ou encore transformation des produits agricoles à des fins de conservation et de commercialisation. Toutefois, ces initiatives sont souvent limitées par un accès insuffisant à l'information agro-climatique, une insécurité foncière croissante, un faible niveau de formation technique, et une faible coordination entre les acteurs du développement. En définitive, cette communication met en lumière la tension croissante entre un environnement naturel de plus en plus contraignant et des systèmes agricoles en quête de durabilité. Elle souligne l'importance de politiques publiques qui reconnaissent et soutiennent les dynamiques locales d'adaptation, en intégrant les savoirs endogènes dans les programmes de recherche et de développement.

Mots-clés : changement climatique, agriculture vivrière, vulnérabilité, adaptabilité paysanne

Exploitation de ressources naturelles par les industries extractives et défis environnementaux et sanitaires : le cas du phosphate dans la région Matam (Sénégal)

Ousmane Koulibaly,

Doctorant, ED-ESH

Laboratoire de Recherche en Sciences Economique et Sociales

Université Assane SECK de Ziguinchor, (Sénégal)

koulibalyousmane1@gmail.com

Résumé

Les pays africains possèdent un sous-sol riche en ressources naturelles. Il n'en demeure pas moins qu'avec l'exploitation des ressources par les industries extractives, certains pays font face à plusieurs difficultés environnementales et sanitaires. L'industrie extractive expose plusieurs personnes à la perte de terres, aux risques de décès, de blessure et de maladie. Les mines peuvent contaminer l'air grâce à la pollution de puits, entraîner des problèmes de santé, de la déforestation, de l'érosion et de la dégradation des sols et endommagé l'environnement. C'est en ce sens que les défis sanitaires et environnementaux préoccupent bon nombre de chercheurs. Ainsi, les effets des activités extractives telles que la dégradation de l'environnement, la déforestation, la pollution, les pertes de terres, les problèmes sanitaires, les pollutions se constatent plus qu'à l'échelle locale et appellent au défi. Le Sénégal reste l'un des pays africains le plus riche en phosphate. Il dispose aussi de l'or, de gaz naturel et de matériaux de construction, mais la majeure partie de la population vit dans des difficultés de perte de terres, de pollution de l'eau et des sols qui compromettent un bon état environnemental et sanitaire. Mais aussi, elle fait face aux problèmes de respiration, de contamination des eaux et des difficultés d'accès aux soins adéquats. Dans la région de Matam, a été confirmée depuis 1984 la disponibilité de phosphate, exploité par la Société Minière de la Vallée du fleuve Sénégal (Somiva) depuis 2015. Zone connue de caractéristiques à fort potentiel agricole et pastorale, les opérations minières continuent d'y avoir des effets négatifs. Les données issues du terrain montrent que la population vit le paradoxe de l'abondance, des souffrances et

d'externalités négatives liées aux activités extractives. La productivité agricole diminue due à la réduction des terres et des ressources en eau. Le bétail meurt dans la zone après le pâturage sur terre à proximité des exploitations, ou après être tombé dans l'un des fossés creusés par la mine. L'air dans cette zone est pollué et entraîne des problèmes respiratoires. Bref, cette communication portera sur les défis environnementaux et sanitaires liés à l'exploitation des ressources naturelles auxquels fait face la population de la région de Matam.

Mots-clés : ressources naturelles, industrie extractive, défis environnementaux et sanitaires, Phosphate, Matam

Vulnérabilité dans la zone des Niayes : cas des communes de Mboro, Darou Khoudoss, Kab Gaye, Diokoul Diawrigne et Thieppe

Cheikh Saadibou Wathie

Doctorant, Laboratoire Population, Environnement, Développement

ED - ETHOS, Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

cheikhnasaadibou10@gmail.com

Résumé

Cette étude analyse la vulnérabilité dans la zone centrale des Niayes du Sénégal, en se concentrant sur cinq communes : Mboro, Darou Khoudoss, Kab Gaye, Diokoul Diawrigne et Thieppe. Cette zone littorale stratégique est confrontée à de multiples pressions, naturelles et anthropiques, menaçant son équilibre écologique, social et économique.

La zone des Niayes est un espace hybride, combinant dunes, cuvettes humides et nappes phréatiques superficielles. Elle soutient des activités agricoles et minières majeures. Toutefois, les dynamiques climatiques et humaines accentuent les vulnérabilités locales. L'étude adopte une approche intégrée par indicateurs environnementaux, socio-économiques et de gouvernance, afin de cartographier les vulnérabilités territoriales.

Les communes étudiées présentent des enjeux croisés. Mboro et Darou Khoudoss concentrent des exploitations minières d'envergure (ICS et GCO), causant des impacts graves sur les sols, l'eau et les habitats (CSE, 2015 ; GCO, 2013). À Kab Gaye, Diokoul Diawrigne et Thieppe, l'agriculture maraîchère repose sur les nappes phréatiques, aujourd'hui salinisées (Niang et al., 2020), compromettant les rendements (Faye & Msangi, 2015). Par ailleurs, l'urbanisation, la spéculation foncière (AFD, 2021 ; CNCR, 2018) et la gouvernance sectorielle fragmentée accentuent les tensions d'usage et les inégalités d'accès aux ressources.

L'analyse de la vulnérabilité territoriale suit le cadre proposé par Turner et al. (2003) et Adger (2006), basé sur trois dimensions : exposition, sensibilité et capacité d'adaptation. L'exposition varie selon les communes : recul du trait de côte à Mboro (1,7 m/an – Ndiaye, 2023), risques industriels à Darou Khoudoss, salinisation à Kab Gaye. La sensibilité dépend de la fragilité des milieux et des systèmes agricoles, comme les cuvettes de Diokoul Diawrigne. La capacité d'adaptation est très inégale : Mboro bénéficie de meilleures infrastructures, tandis que Thieppe reste marginalisée (MSAS, 2020).

L'érosion côtière est critique à Mboro (recul >15 m entre 1986 et 2018 – ANAT, 2020), la salinisation réduit les rendements à Kab Gaye jusqu'à 50 % (Diop et al., 2017) et la dégradation du couvert végétal progresse à Diokoul et Thieppe (Ba & Barbier, 2015). Les ICS et la GCO mobilisent plus de 1 000 ha à Darou Khoudoss (République du Sénégal, 2018), avec pollution et conflits fonciers (Oxfam, 2019). À Mboro, 100 ha de terres agricoles ont disparu en dix ans (ANSD, 2021). À Thieppe, l'absence de sécurisation foncière empêche l'investissement durable (CNCR, 2018). Thieppe cumule une pauvreté >65 % sous le seuil (ANSD, 2021), faible

accès aux services et analphabétisme. À Kab Gaye, 80 % des producteurs sont sans titres fonciers. À Darou Khoudoss, les retombées minières locales sont très limitées (Oxfam, 2019). La vulnérabilité des territoires des Niayes est multidimensionnelle. Si certaines communes disposent d'atouts structurels (comme Mboro), elles restent exposées à des risques environnementaux forts. D'autres, comme Thieppe et Kab Gaye, cumulent les fragilités.

Mots clés : Zone des Niayes, Vulnérabilité, ressources naturelles, pressions anthropiques.

La protection juridique des mangroves dans un contexte d'exploitation des hydrocarbures offshores au Sénégal

Evelyne Mendy

Doctorante en Droit de l'environnement

École Doctorale Espaces Sociétés et Humanités (ED-ESH)

Université Assane Seck de Ziguinchor

evelyneanastasiemendy@gmail.com

Résumé

Longue de plus de 700 km, les côtes sénégalaises regorgent d'importantes ressources naturelles à l'instar de la mangrove, un écosystème littoral tropical à fort potentiel de séquestration de carbone. Conscient de sa contribution éco systémique, le législateur sénégalais a prévu tout un arsenal juridique destiné à en assurer la préservation ; une volonté qui s'inscrit dans une logique globale de protection déjà engagée au plan régional et sous régional à travers des instruments internationaux. Au regard de la formulation du sujet, il est essentiel de relever que la question de la protection juridique des mangroves dans un contexte d'exploitation des hydrocarbures offshores dans des zones qui y sont relativement proches n'est pas fortuite encore moins dénuée de sens.

En effet, l'analyse du cadre juridique applicable aux mangroves révèle à suffisance de ce que leur protection et gestion sont sujettes à une appréhension générique. Cette dernière transparaît clairement dans les textes globaux régissant la conservation des forêts, de l'environnement, des espaces, des littoraux marins et côtiers. Les mangroves y sont assimilables tantôt à des forêts classées, des aires marines protégées tantôt à des parcs nationaux. La lecture combinée des articles 6 de la loi de 1964 portant code du domaine national, 2 du code forestier de 2018 et 3 du code de l'environnement de 2023 conforte à suffisance cette thèse.

D'ailleurs, la convention d'Abidjan les envisage comme « des forêts côtières trouvées dans les estuaires abrités et le long des berges et des lagunes dans les régions tropicales et subtropicales, toute espèce animale ou végétale, adaptée à la salinité des écosystèmes côtiers des régions intertropicales soumises aux échanges entre le milieu terrestre et l'océan ». À l'évidence, la rareté voire de l'inexistence de normes spécifiques qui lui sont applicables au regard des vulnérabilités et sensibilités de son milieu les confinant ainsi à une prise en charge globale dans la gestion du littoral constitue une réalité certaine.

Problématique :

La question principale autour de laquelle cette étude s'articule sera celle de savoir si le cadre juridique sénégalais est calibré pour de garantir la protection des écosystèmes de mangroves dans un contexte d'exploitation des hydrocarbures offshores au Sénégal ? Cette problématique permet de réellement de s'intéresser à l'arsenal juridique actuel en la matière et des réformes spécifiques seraient nécessaires pour combler les lacunes dont l'efficacité reste suspendue son applicabilité.

Méthodologie :

Nous nous proposons, eu égard la dynamique expansionniste de l'exploitation pétro gazière le long du littoral, de questionner le régime juridique actuel notamment sa capacité à garantir une

protection efficace des mangroves. D'autant plus que cette activité va inéluctablement engendrer une déstabilisation de la biodiversité voire la disparition d'espèces et d'espaces. Ainsi donc, cet examen requiert de notre part une analyse axée sur les sources du droit positif sénégalais (le code l'environnement de 2023, loi sur le domaine de 1964, le code forestier de 2018, le code du domaine de l'Etat de 1976, etc.).

Résultats attendus :

Une étude minutieuse sera faite sur :

- L'importance écologique des mangroves ;
- Son régime juridique et les enjeux de sa protection ;
- La détermination des lacunes dans le dispositif juridique ;
- La nécessité d'un cadre juridique spécifique aux mangroves.

Mots clés : mangroves, domaine public maritime, zone côtière, écosystème, biodiversité, hydrocarbure offshore, changement climatique.

Politiques de restauration des ressources halieutiques dans le département de Foundiougne

Gouby Sène

Doctorante, GIRCI- ED - ETHOS

Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

senegouby@gmail.com

Résumé

La pêche, l'un des secteurs d'activités économiques et sociales les plus importants au Sénégal, fait face à une raréfaction des ressources halieutiques. Aujourd'hui, la question du suivi, du contrôle et de la surveillance constitue un problème central dans la gouvernance des pêcheries. En effet, des pratiques comme la pêche illégale dite pêche Illicite Non déclarée et Non réglementée (INN), la pêche non sélective (juvéniles, espèces en phase de reproduction, etc.,), les rejets d'espèces mortes en mer, la destruction des habitats marins (liée à l'utilisation de certains matériels tels que les filets traînants, le monofilament), la dégradation de la mangrove avec la coupe de ces branches ou ces racines, la non-harmonisation de l'ouverture et de la fermeture des bolongs , qui menacent les espèces halieutiques.

Face à cette problématique, l'État du Sénégal introduit un système de cogestion et adopte, avec l'appui de partenaires au développement notamment la Banque Mondiale (BM), et la participation des populations locales à travers le Programme de Gestion Intégré des Ressources Marines et côtières (GIRMac), l'United States Agency for International Développement (USAID) plus connu de « Dekal Géej » , des initiatives participatives (repos biologique, reboisement de mangrove, interdiction des captures de juvéniles, de la pêche nocturne et des mammifères, élevage des fruits de mer). C'est dans cette veine que des Conseils Locaux de Pêche Artisanale (CLPA) ont été installés pour réformer la gouvernance des pêcheries de manière inclusive et participative. Des Aires Marines Protégées (AMP) sont également créées presque dans tout le littoral sénégalais et particulièrement à Gandoul et à Bamboung pour la restauration des espèces halieutiques et la réhabilitation de leurs habitats.

À côté de ces initiatives, les communautés pêcheurs de Foundiougne, Sokone, Toubacouta et Missirah qui constituent nos zones d'étude, mènent des actions pour améliorer la productivité halieutique. Ces actions consistent à élever des abeilles au niveau de la mangrove pour empêcher sa coupe, à faire des récifs artificiels avec des branches pour protéger des lieux se trouvant des juvéniles ou des espèces en phase de reproduction, à réglementer la cueillette des fruits de mer.

Pourtant, la rareté voire disparition d'espèces halieutiques demeure réelle dans ces communes. Cet état de la ressource halieutique a entraîné le renchérissement des coûts d'exploitation des unités de pêche qui effectuent de longues sorties de pêche à la recherche de zones poissonneuses.

Notre présente communication, s'appuyant sur une approche qualitative, se propose d'analyser le système de gouvernance des pêcheries et les mesures de gestion des ressources halieutiques mises en œuvre dans le département de Foundiougne.

Vulnérabilité et résilience des maraîchers face à la salinité des eaux aux abords du lac Tanma.

Awa Guèye,
Laboratoire Géographie Humaine,
ED - ETHOS, Université Cheikh Anta Diop de Dakar
Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)
awa20.gueye@ucad.edu.sn

Diatou Thiaw
Enseignant chercheur
Laboratoire Population, Environnement, Développement
ED - ETHOS, Université Cheikh Anta Diop de Dakar
Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)
diatou.thiaw@ucad.edu.sn

Résumé

Très convoités grâce à ses potentialités agricoles, les abords du lac Tanma sont aujourd’hui menacés. Ils subissent notamment la contamination progressive des réserves d'eaux souterraines par la remontée du biseau salé affectant ainsi le maraîchage. Ces changements environnementaux associés aux multiples pressions anthropiques ne cessent d'affecter cet espace à vocation agricole. La question que pose tous les producteurs aujourd’hui, est comment avoir de l'eau en quantité et en qualité ; car la salinisation des eaux reste leur principale préoccupation.

Cet article s'inscrit dans une réflexion sur la vulnérabilité et la résilience des maraîchers de la zone du lac Tanma face à la salinisation des eaux souterraines étant la principale ressource d'irrigation des espaces maraîchers.

Cette contribution cherche d'abord à étudier les facteurs responsables de la salinité des eaux d'irrigation du secteur du lac Tanma, elle analyse par la suite, les impacts socio-économiques de la salinisation des nappes d'eaux souterraines, enfin, elle met en exergue les stratégies de résiliences des maraîchers adoptée à l'encontre du phénomène.

La démarche méthodologique adoptées dans le cadre de cette étude consiste à mener des observations directes, d'enquête quantitative sur une trentaine de maraîchers et de déterminer les propriétés physico-chimiques des eaux d'irrigation. Cependant, la situation reste alarmante jusqu'à présent et le phénomène de salinisation des eaux persistent et gagnent de l'ampleur avec un pH (potentiel hydrogène) et une Ce (conductivité électrique) respective de 7,26 et 3999.

En effet, cette section de la zone des Niayes se voit de plus en plus affecter depuis l'avènement des grandes sécheresses depuis 1970 par différentes mutations environnementales notamment l'assèchement du lac, l'affaissement de la nappe phréatique, la salinisation... C'est ainsi que les producteurs ont développé plusieurs méthodes d'adaptations pour sortir de cette situation.

Celles-ci s'observent à travers des séries de perforation de puits, de forage ou de branchement par canalisation qui s'étend sur des kilomètres, d'intégration de nouvelles spéculations plus tolérante au sel comme l'oignon, l'intégration de spéculation à cycle court, etc.

Mots clés : vulnérabilité, résilience, maraîchers, salinité, eaux

Gestion des déchets dans les ménages à Bobo-Dioulasso

Abdoulaye Baffiogo

Université Norbert Zongo (Burkina Faso)

ganiegane@gmail.com

Résumé

L'insalubrité est un indicateur clé des défis sociaux. Cependant, Bobo-Dioulasso, ville située à 365 km de Ouagadougou, la capitale du Burkina-Faso occupe la 2ème place dans l'armature urbaine du pays. Ainsi, elle croît aussi bien spatialement, entre 2006 et 2011 la superficie de la ville est passée de 110 000 ha à 160 000 ha et de 25 à 33 secteurs (PCD 2018), démographiquement, la population est passé entre 2006 et 2019, de 410 459 à 989 904 habitants soit un taux d'accroissement de plus de 50% (RGPH 2019). En outre, cette forme d'urbanisation demeure en inadéquation avec les capacités d'assainissement de la ville. On y constate un problème d'insalubrité avec des déchets qui jonchent les rues et des dépotoirs sauvages émanant des différentes pratiques des citadins. L'objectif de la présente recherche est d'analyser d'une part la gestion des déchets dans cette ville et d'autre part, les effets sociaux et environnementaux qui en découlent. La méthode utilisée est fondée sur la revue de littérature, les observations de terrain et les enquêtes auprès de 196 ménages, le traitement et l'analyse des résultats. Il ressort des investigations que la population pratique le rejet systématique des ordures dans les tas d'immondices (24%) et les dépotoirs sauvages (51%) ainsi que le rejet des eaux usées dans et aux alentours des habitations (98%), à cela s'ajoute le manque de moyen pour s'abonner aux collecteurs d'ordures privés (61%) et l'absence des poubelles de stockages dans les ménages (43%). Aussi, (100%) des interviewés, trouvent le système de gestion des déchets, défaillant dans l'ensemble. Cela fragilise la santé des populations selon (80%) des enquêtés et détériorent l'environnement et impactent leurs vies.

Mots clés : déchets - insalubrité - Bobo-Dioulasso - Burkina Faso

Cartographie et dynamiques des paysages forestiers aménagés pour la production de bois énergie dans le Sud du Sénégal (Région de Sédiou)

Abdou Khadre Dieylany Yatma Kholle (1) *, Alla Manga (2) et Diatou Thiaw Niane (3)

(1) Université Cheikh Anta Diop de Dakar, FLSH / Département de Géographie, Laboratoire de Climatologie et Environnement, B.P. 5005 Dakar-Fann, Sénégal.

(2) Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Institut Fondamental d'Afrique Noire Cheikh Anta Diop / Laboratoire de Géographie, Sénégal

(3) Université Cheikh Anta Diop de Dakar, FLSH / Département de Géographie, Laboratoire Population Environnement et Développement, B.P. 5005 Dakar-Fann, Sénégal.

*Auteur correspondant : Abdou Khadre Dieylany Yatma Kholle ; E-mail : abkholle12@gmail.com

Résumé

La présente étude cartographie et analyse la dynamique spatiotemporelle des terres dans trois forêts aménagées pour la production de bois énergie de la région de Sédiou, pour identifier les transitions systématiques entre les usages. Elle s'inscrit dans un contexte de décentralisation où les collectivités territoriales jouent un rôle croissant dans la gestion durable des ressources forestières. La méthodologie s'appuie sur des observations in situ et l'interprétation d'images Landsat TM (2000), et OLI-TIRS (2022) pour générer des cartes d'occupation des terres. Les matrices de transition, réalisées à l'aide des programmes PontiusMatrix42 et Intensity Analysis02, ont permis de mesurer l'intensité et la vitesse des changements entre les périodes 2000-2022. Ce qui révèle des dynamiques spatiales pré-aménagement dominées par la transition de couverts forestiers vers des états de savane et d'anthropisation sur l'ensemble des forêts étudiées. L'intensité de ces dynamiques a régressé après l'instauration d'une exploitation contrôlée. Toutefois, la forêt de Boussimballo demeure soumise à une pression anthropique constante ; celle de Sakar/Oudoucar, moins affectée, démontre d'une capacité de régénération significative ; alors que Diambaty connaît une tendance à la stabilisation. Ces observations remettent en question l'efficacité des dispositifs de gestion actuels et permettent aux décideurs de disposer de données pertinentes sur l'état de conservation des écosystèmes forestiers aménagés pour la production de bois énergie.

Mots clés : Dynamique spatiale, Aménagement forestier, Collectivité territoriale, Décentralisation , Sédiou

Analyse spatio-temporelle de la variabilité climatique dans le Bassin arachidier sénégalais en sept décennies d'observations (1950 - 2022)

Gueladio Ka

doctorant ED - SEV, Laboratoire de Diagnostic Agronomique et Environnemental (LDAE)
Faculté des Sciences et Techniques

Université Cheikh Anta Diop de Dakar

kagueladio@gmail.com

Résumé

Cette étude examine la variabilité spatio-temporelle du climat dans le Bassin arachidier du Sénégal entre 1950 et 2022. Cette région, cruciale pour l'agriculture et l'économie du pays, est particulièrement exposée aux aléas climatiques. Ainsi, des données journalières sur les précipitations ont été recueillies à partir de sept (7) stations et deux (2) postes pluviométriques. L'indice de précipitation standardisé (IPS) est utilisé pour identifier les années humides et sèches, tandis que les tests statistiques ont permis de mieux apprécier la variabilité

pluviométrique. Les résultats montrent une alternance d'années humides et sèches, une succession de périodes humide (1950-1970), sèche (1971-1998) et variable (1999 et 2022) ainsi qu'une tendance générale à la baisse significative de la pluviométrie, notamment au Nord (sauf à Thiès), à l'Est et au Sud du bassin, avec un seuil de 1% (p-value $\leq 0,01$). Un changement marqué du régime des précipitations a été observé à la fin des années 1960 au Nord et au Centre, mais également au début des années 1970 à l'Est (excepté Koumpentoum) et au Sud du bassin. Ce changement associé à une forte baisse des totaux pluviométriques (seuil de 1%) et à une faible variance des pluies (p-value $\geq 0,05$), sauf à Louga, a entraîné le glissement des isohyètes plus au Sud. Toutefois, une reprise des pluies accompagnée d'une légère remontée des isohyètes a été notée au Sud en 1991, au Centre en 1998, à l'Est et au Nord en 2002 et 2003. La modification du régime des pluies dans le Bassin arachidier est également accompagnée d'une baisse très significative au seuil de 1% et d'une faible variabilité du nombre de jours de pluie (p-value $\geq 0,05$) qui, en dehors de Fatick, reste stationnaire depuis la période sèche malgré le retour des précipitations amorcé au début des années 1990.

Mots clés : changement climatique, variabilité, sécheresse, Sénégal, Bassin arachidier

Pratiques agroécologiques et sécurité alimentaire dans le département de Bignona (Sénégal) : typologies, impacts productifs et enjeux de durabilité

Abdoulaye Kane

Doctorant, laboratoire population environnement et développement (LPED)

ED – ETHOS, Université Cheikh Anta Diop de Dakar - Sénégal,

hablo921@gmail.com

Résumé

Dans un contexte de vulnérabilité croissante des systèmes agricoles face aux changements environnementaux, l'agroécologie apparaît comme une alternative crédible au modèle agricole conventionnel au Sénégal, notamment à Bignona. Cette recherche vise à analyser les différentes pratiques agroécologiques mises en œuvre dans le département de Bignona, en mettant en lumière leurs impacts agro-productifs et leur contribution à la sécurité alimentaire locale.

La démarche mobilise une méthodologie mixte reposant sur des enquêtes de terrain (questionnaires, entretiens semi-directifs, observations) auprès des producteurs agroécologiques, commerçants, consommateurs, ainsi que d'acteurs institutionnels comme la DYTAEEL de Bignona (Dynamique pour la transition agroécologique Locale), l'IPAR et le lycée technique agricole Emile Badiane de Bignona.

Les résultats montrent une typologie des systèmes agroécologiques reposant sur des pratiques telles que l'agroforesterie, les rotations culturales, l'association des cultures, le compostage, l'intégration agriculture-élevage et la gestion écologique des sols. Ces pratiques favorisent la régénération des écosystèmes agricoles, tout en améliorant, à moyen terme, la productivité des exploitations (Altieri et Toledo, 2011 ; Tittonell, 2014; Dia et al., 2024).

Par ailleurs, l'étude met en évidence la contribution des systèmes agroécologiques à la sécurité alimentaire à travers une amélioration de la disponibilité, de la diversité et de l'accessibilité des produits agricoles locaux. Ces dynamiques renforcent la résilience des ménages ruraux, notamment face aux périodes de soudure et à la volatilité des marchés alimentaires (FAO, 2018 ; Montois, 2022).

Mots clés : Agroécologie ; sécurité alimentaire ; changements environnementaux ; Bignona

Les techniques de cueillette des plantes médicinales en milieu joola (Basse Casamance, Ziguinchor-)

Adams Diédhiou,

Docteur en sociologie

Laboratoire de Sociologie, Anthropologie et Psychologie (LASAP)

École Doctorale Étude sur l'Homme et la Société (ET.HO.S)

Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD)

diedhiouadams16@gmail.com

Résumé

Les plantes médicinales sont des plantes dont une ou plusieurs parties (feuilles, racines, graines, etc.) possèdent des propriétés thérapeutiques, utilisées pour prévenir, soulager, ou compléter des traitements naturels. Elles sont utilisées depuis longtemps pour leurs bienfaits sur la santé. En outre, la population de la Basse-Casamance particulièrement du royaume de Karouhey utilise les plantes pour prendre en charge un certain nombre de pathologies. De l'avis des féticheurs-tradipraticiens pour cueillir les plantes, il y a une procédée et une préparation à faire. Cette communication a pour objectif de montrer les procédures de cueillette que les féticheurs-tradipraticiens utilisent, mais aussi et de démontrer la façon dont ces connaissances sont transmises durant la période de conflit en Basse-Casamance.

Mots clés : plantes médicinales, techniques de cueille, féticheurs-tradipraticiens

AXE 7 : RELIGIONS, SOCIÉTÉS, LANGUES ET IDENTITÉS CULTURELLES

De la quête d'un modèle de société pour le Sénégal : fondements et avantages de la sophocratie khadimique (Cheikh Ahmadou Bamba)

Mamadou Ndiaye

Docteur en philosophie (histoire de la philosophie)

Enseignant-vacataire au département de philosophie

Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

mamadou113.ndiaye@ucad.edu.sn

Résumé

Aujourd'hui, on parle de décolonisation dans le domaine de la politique tant les peuples africains continuent à sentir la main extérieure dans leurs affaires. On parle de décolonisation dans le domaine de l'économie, dans le domaine de la culture mais aussi et surtout dans le domaine de la connaissance, de la spiritualité et des institutions. Il faut dire que, depuis les indépendances et la posture résolument francophile et eurocentrée épousée par le Sénégal et son président d'alors, il est proposé aux jeunes sénégalais un système éducatif encore étouffé par des résidus colonialistes et des théories dont les pères figurent au rang des plus grands racistes de l'histoire (Hume, Kant, Hegel, Victor Hugo...). Cheikh Anta Diop a beaucoup insisté sur le danger que constituait le modèle éducatif et politique hérité de la France, véritable arme de destruction des sociétés africaines et sur l'urgence de bâtir une Afrique désoccidentalisée. L'enfant initié et formé à la science par le biais du logos et des savoirs occidentaux n'a, généralement, qu'une vision du monde : celle de l'Occident. Sa conception du monde, sa saisie du réel, est définie et normée par son bagage intellectuel qui est de type occidental. Il pensera, parlera et agira selon les seuls canons définis par les épistémologies occidentales. Le principal travers d'une telle chose est que les futurs dirigeants, formés à cette école, auront tendance à vouloir mener nos politiques (sociale, économique, culturelle, éducative, etc.) en prenant pour aune l'Occident qui serait le modèle à imité. Or, une telle approche est à l'origine, nous semble-t-il, du retard et de la cassure de nos sociétés. Le mérite de l'historien sénégalais a été d'avoir compris cela. L'historien semble avoir, très tôt, assimilé la leçon d'un grand homme, celle de Cheikh Ahmadou Bamba, père-fondateur de la Muridiyyah.

Cet homme de Dieu, ayant subi, venant des colons, agressions et autres torts, a résisté et est sorti victorieux de son conflit devant l'adversaire. Son arme ? Le savoir. Il en a fait bâquille, mais également glaive dans son combat. « Il est vrai que je fais du jihad [comme vous dites], mais uniquement par le savoir et la crainte révérencielle », peut-on lire dans Yaa-jumlatan. Par le savoir et la piété (la morale), il a bâti et laissé à la postérité un modèle de société, sa confrérie, devenu une réalité tangible dans l'espace public sénégalais et africain. « Pour lui, contre toute évidence à l'époque, l'objectif crucial à atteindre était la libération de l'esprit du sénégalais de toute forme de servitude d'où qu'elle vienne, d'éveiller sa conscience afin de lui rendre accessible, par la liberté ainsi retrouvée, la possibilité de présider consciencieusement à sa destinée et celle de son pays », résume bien le Pr Galaye Ndiaye. L'objectif de cette communication est de revenir sur l'histoire et les fondements du modèle de société théorisé et mis en place par le soufi de Touba. Ce sera également un prétexte pour en faire voir les mérites et avantages ; lesquels nos décideurs gagneraient à pister par une réappropriation du modèle en question.

Violence faite à la méthode mixte

Hamady Niang

Doctorant en Sociologie

Laboratoire de Sociologie, Anthropologie et Psychologie (LASAP)

École Doctorale Étude sur l'Homme et la Société (ET.HO.S)

Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD)

hamady1.niang@ucad.edu.sn

Résumé

La méthode mixte constitue une troisième voie en recherche scientifique, complémentaire aux méthodes quantitative et qualitative. Définie comme une approche combinant de manière intégrée les données issues des deux traditions méthodologiques, elle vise une compréhension plus riche et nuancée d'un phénomène (Creswell et al., 2006 ; Aguilera et Chevalier, 2021). Elle permet de croiser les perspectives et d'assurer une meilleure corroboration des résultats. Trois principaux modèles structurent l'usage de la méthode mixte (Cousi, 2021) : le modèle séquentiel exploratoire (dominance qualitative), le modèle séquentiel explicatif (dominance quantitative), et le modèle parallèle convergent (égalité entre les deux). Toute étude mobilisant cette méthode doit impérativement se rattacher à l'un de ces modèles. Toutefois, en pratique, de nombreux chercheurs, qu'ils soient novices ou expérimentés, peinent à intégrer rigoureusement cette méthode dans leurs travaux. Dans l'espace scientifique francophone africain, l'usage explicite de la méthode mixte demeure marginal. Alladatin et Salifou (2023) montrent que seulement 11,43 % des articles en sciences humaines publiés dans la revue CAMES entre 2013 et 2019 y ont eu recours. Ce faible taux s'explique souvent par des malentendus méthodologiques, une négligence ou un manque de formation. La méthode mixte y est fréquemment « maltraitée » (De Sardan, 1996) : des données qualitatives et quantitatives sont utilisées ensemble, mais sans que le cadre méthodologique ne soit clairement défini. Le recours à des expressions comme « petite enquête qualitative » ou « dose quantitative » en lieu et place d'une désignation rigoureuse de la méthode mixte illustre ce flou conceptuel. L'objectif de cette analyse est de servir de support à des réflexions épistémologiques et méthodologiques sur la combinaison des données quantitatives et qualitatives dans une même étude. Ce qui va permettre d'attirer l'attention de certains chercheurs sur la méthodologie mixte pour « rendre à César ce qui appartient à César ». La méthodologie repose sur une revue documentaire, descriptive et analytique de documents scientifiques. Elle consiste en une analyse critique d'articles, d'ouvrages, de thèses et de mémoires scientifiques dans un rayon de publication francophone en Afrique. Les résultats de quelques analyses documentaires indiquent ce que l'on qualifie de plagiat méthodologique. La méthode mixte est présente dans l'analyse mais absente dans la déclaration méthodologique. Un exemple en est donné avec l'article de Francine Shako Obongo (2018), qui annonce une méthodologie qualitative, mais mobilise aussi des statistiques sans justifier le recours à une approche mixte. De même, Thiam et Crowley (2014), dans une étude sur les migrations environnementales au Sénégal, utilisent conjointement des entretiens qualitatifs et des données quantitatives, mais sans jamais évoquer la méthode mixte. Ils parlent plutôt de « petite enquête quantitative », illustrant une forme de violence symbolique faite à la méthodologie mixte. Ce constat invite à une réflexion épistémologique sur la rigueur nécessaire à l'usage de cette méthode. Pour éviter ce type de confusion, il importe que les chercheurs identifient clairement la méthode mixte et précisent le modèle adopté, condition indispensable pour légitimer l'intégration des approches qualitatives et quantitatives dans une même recherche.

L'universalisme religieux de Serigne Cheikh Tidiane Sy al Maktoum

Souleymane Cissé

Doctorant, LARHISA

École Doctorale Étude sur l'Homme et la Société (ET.HO.S)

Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD)

souleymanecisse04@gmail.com

Résumé

« *Etre trop juif, trop musulman ou trop chrétien cela, risque de nous encombrer dans le vide du sectarisme, soyons partisans de Dieu directement si nous voulons vivre en paix* »⁶.

Cette citation au-delà de son aspect universaliste conserve les fondamentaux d'un projet de société qui rejette toutes tentations tribales afin de forger une nation fondée sur l'amour de Dieu qui doit se refléter sur la tolérance religieuse. Dans un contexte marqué par une crise de logique et d'interprétation entre les adeptes de religions différentes ou au sein d'une même religion. Toutefois, force est de reconnaître qu'au Sénégal des érudits musulmans tels que Cheikh Moussa Kamara⁷ et Tierno Bocar⁸ ont enseigné à leurs disciples le caractère universel de l'islam qui n'est qu'une continuité de la religion abrahamique comme l'étaient le Christianisme et le Judaïsme. En s'appuyant sur une démarche historienne, il serait intéressant de revisiter l'universalisme d'un autre marabout sénégalais du nom de Serigne Cheikh Tidiane Sy. De ce fait, nous allons comprendre en quoi le marabout intellectuel fut un universaliste dans l'affiliation Tijaniya au sein de la famille Sy de Tivaoune. Comment les enseignements et discours de Cheikh Tidiane Sy intéressés les Sénégalais même de confessions non musulmanes ? L'ancien ambassadeur du Sénégal au Caire qui a fait le tour de plusieurs pays avait dédié un poème à l'ancien premier ministre chinois Zou End Lai de par son éthique et son engagement à la cause humaine. En plus, la condamnation à mort de Aldo Moro⁹ en Italie par des politiciens mal intentionnés poussa aussi Serigne Cheikh à couler beaucoup d'encre pour plaider à cet innocent véridique devant le tribunal de Dieu. Ces deux gestes ne relèvent-ils pas de son humanisme ? Sa pensée n'engendra-t-elle pas une nouvelle compréhension de l'islam par les musulmans sénégalais ? Quant est-il de son rapport avec les juifs et les chrétiens. L'objectif de notre travail est d'attirer l'attention des lecteurs sur la dimension multi universelle de Serigne Cheikh Tidiane Sy mal connu de la plupart des universitaires et des prédicateurs religieux qui dans leurs discours professent plus ce qui nous divisent que ce qui nous réunissent.

Mots-clés : l'universalisme, religieux, Al Maktoum

⁶Recueil de citations et discours de Serigne Cheikh Tidiane Sy.

⁷ DIOP, (E.I), *Foi réfléchie en Islam, itinéraires au Sud du Sahara*, Dakar, Harmattan, 2020, p. 160

⁸ Bâ, (A.H), *Vie et enseignement de Tierno Bokar, Le sage de Bandiagara*, Paris, Seuil, 1980, p.129

⁹ Un homme politique italien victime d'un complot des personnes.

Mobilités transsahariennes des savoirs et réseaux confréries ouest-africains

Abdourahmane Kounta

Doctorant en histoire, ED - ETHOS.

Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

abdourahmane1.kounta@ucad.edu.sn

La famille de Bou Kunta, affiliée à la branche de la *kādriyya*, occupe une place centrale dans la transmission des savoirs religieux et mystiques en Afrique de l'Ouest, particulièrement en Mauritanie, au Sénégal, en Gambie et au Mali. Les mécanismes de transmission des connaissances dans cette lignée reposent sur des réseaux structurés, des méthodes pédagogiques traditionnelles et une légitimité spirituelle héréditaire. En effet, la cité religieuse de Ndiassane de Ndiassane créée en 1883, devient ainsi un centre d'enseignement des sciences islamiques et du mysticisme. De plus, Cheikh Bou Kunta établi un réseau transnational en amenant ses enfants, ceux de ses frères et certains disciples à faire leur apprentissage coranique et les sciences islamiques en Mauritanie (Ganar).

Dans cette étude nous allons nous intéresser à trois axes :

Le premier axe aborde les canaux de transmissions des savoirs, les écoles coraniques et les daaras.

Le second est d'étudier la transmission écrite, les manuscrits et les modalités d'acquisition des savoirs.

Le troisième consiste à insister sur les défis contemporains par rapport à la modernisation de l'enseignement et à son organisation.

Numérisation et exploitation pédagogique des jeux traditionnels wolofs pour une sauvegarde du patrimoine immatériel: enjeux et portée

Aby Guèye

ED - ETHOS

Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

aby12.gueye@ucad.edu.sn

Résumé

Le 21e siècle est une époque marquée par l'avancée des technologies de la communication, qui sont une opportunité d'ouverture au monde et de rencontre avec l'autre. De la cellule familiale à la communauté, les échanges s'élargissent au niveau planétaire. Les internautes communiquent plus, beaucoup plus d'ailleurs, mais se rencontrent très peu, des rencontres virtuelles, au détriment de celles physiques, en présentiel.

Selon ses préoccupations, l'être humain a toujours voulu connaître le mobile de ses actes, raison pour laquelle il a essayé, au cours de son évolution, d'observer, de comprendre et d'étudier le jeu, pour connaître réellement son importance dans sa vie. Ainsi, dans des domaines différents comme la psychologie, la sociologie, la pédagogie, l'ethnologie et l'anthropologie, des chercheurs se sont intéressés au jeu et ont essayé, au cours de leurs recherches, de l'étudier et de le définir. Certains ont essayé de voir son impact dans la vie de l'individu, d'autres l'ont étudié pour lui-même. Certains le considèrent comme une activité sans aucun apport pédagogique, d'autres lui donnent une valeur éducative indéniable dans la mesure où éduquer c'est échanger, interagir avec les autres. C'est aussi communiquer par le corps, avec des jouets ou des symboles.

Le sénégal a des jeux, parmi lesquels les jeux traditionnels wolofs, qui étaient une manière de se socialiser, porteurs de valeurs positives, qui sont menacés de disparition sous l'effet de la mondialisation qui tend à uniformiser la riche diversité du patrimoine mondial. L'urbanisation, la modernisation et l'Internet ont remis en cause la place des grands parents dans la transmission intergénérationnelle. Il n'y a plus d'espace de socialisation. La cellule familiale, qui devait être un endroit privilégié de communion, ne l'est plus. L'école et les réseaux sociaux peuvent-ils se substituer aux parents dans cette transmission?

La numérisation pourrait-elle aider à la conservation de ce patrimoine culturel immatériel? Quels sont les risques et opportunités liés à la transition des jeux traditionnels vers le numérique en termes d'identité et de socialisation ? Les jeux traditionnels mobilisent des postures, des mouvements et des interactions spécifiques. Le corps est un support central dans les jeux traditionnels. Les jeux en ligne participent-ils à l'éducation des enfants? Reflètent-ils la réalité culturelle de l'Afrique ? Représentent-ils d'ailleurs une culture spécifique? Une bonne transmission de cet héritage des pratiques ludiques traditionnelles pourrait-elle se faire avec une langue étrangère, au risque d'en noyer la quintessence même? La traduction étant incontournable pour une diffusion planétaire. Autant de questions qui nécessitent réponses. La numérisation des jeux traditionnels entraîne une reconfiguration des pratiques corporelles et des modes de transmission du patrimoine immatériel. Si elle constitue une opportunité pour préserver et diffuser ces pratiques à plus large échelle, elle pose également des défis liés à l'expérience sensorielle et à la fidélité culturelle.

Contribution des organisations philanthropiques à inspiration religieuse dans le développement communautaire au Sénégal

Amadou Moustapha Dieng

LARTES- IFAN

ED - ETHOS

Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

amadoumoustaphadieng24@gmail.com

Résumé

Ce travail de recherche porte sur la contribution des organisations philanthropiques à inspiration religieuse dans le développement communautaire au Sénégal, à travers une étude comparative de cinq structures issues de différentes confréries soufies du pays. Il s'agit notamment de l'Association Renndo Cheikhou Omar Foutiyou Tall (Podor), la Fondation Thierno Ahmad Barro (Mbour), le Fonds Médina Baye (Kaolack), l'Association Touba Ca Kanam (Touba), et la Cellule Zawiya Tijaniyya (Tivaouane). Ces cinq organisations illustrent parfaitement la diversité des initiatives communautaires impulsées par des entités religieuses enracinées dans le soufisme sénégalais. La problématique centrale de cette thèse repose sur la compréhension significative des dynamiques de transformations sociales initiées et mise en œuvre par ces organisations, qui opèrent souvent à l'interface entre religion, société et développement.

En nous appuyant sur une approche qualitative combinant des entretiens semi-directifs, des observations de terrain et l'analyse documentaire, notre recherche interrogera les logiques d'actions, la typologie des engagements communautaires, les secteurs clés d'interventions ainsi que les perceptions des bénéficiaires. Les principaux secteurs d'intervention étant ; l'éducation, la santé, les infrastructures, les actions sociale et l'entreprenariat. Les résultats tendront à montrer que ces organisations de statut différentes ne se limitent pas à la prédication spirituelle. Elles jouent un rôle actif dans la structuration sociale, la promotion de la solidarité et dans la construction d'équipements collectifs essentiels dans des contextes souvent marqué par la faiblesse de l'Etat ou les limites de l'action publique.

Chaque organisation développe ses stratégies propres de mobilisation sociale, d'appel à don et de financement basées sur la vision des leaders mais aussi sur les préceptes de l'islam tels que la Zakat, le Waqf, Mais aussi sur des savoirs endogènes tirés des enseignements des fondateurs de ces confréries. Notre recherche vise à démontrer comment, au-delà du religieux, ces organisations sont devenues de véritables acteurs de développement, façonnant de nouvelles formes de gouvernance locale et de participation citoyenne. Leur contribution mérite d'être mieux reconnue dans les politiques publiques de développement territorial social au Sénégal.

Mots clés : Philanthropie, religion, islam, développement communautaire

AXE 8 : DÉFIS DÉMOGRAPHIQUES

La prise en charge socio-sanitaire des personnes âgées au Sénégal

Alpha Barka Sy

Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

alphabarka.sy@ucad.edu.sn

Résumé

Contexte de l'étude

Au Sénégal, le bilan des quatre derniers recensements (1988, 2002, 2013, 2023) révèle une augmentation accrue de la population âgée. Le taux d'accroissement naturel des personnes âgées est de 3%, alors que le taux général est de 2.9% en 2023 au même moment le taux de vieillissement est de 5,9%. Selon les prévisions de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD), l'espérance de vie passe de 57 ans en 2000 à 68,9 ans en 2023. Cette augmentation est accompagnée par l'émergence de maladies chroniques d'où l'importance de promouvoir l'intervention à domicile du fait que ces maladies nécessitent une assistance régulière dans un contexte où se pose avec acuité la problématique d'adaptabilité des structures sanitaires. Toutefois, malgré l'importance et la nécessité d'une politique de prise en charge à domicile en raison de la transition épidémiologique, force est de constater l'inexistence d'un dispositif qui ait un encrage institutionnel d'intervention de soins à domicile des personnes âgées dans le système sanitaire sénégalais.

Face à cette situation d'absence de dispositif institutionnel au Sénégal, des stratégies de contournement endogènes sont constatés avec l'émergence des offres de services et de structures sanitaires dédiées à l'intervention à Domicile. Parmi ces stratégies décelées, il est noté la présence aussi bien des structures publiques comme privées offrant des services et soins aux personnes âgées.

Objectifs de recherche

- Comprendre le soubassement de l'inexistence de cadre juridique et de dispositif de prise en charge à domicile des personnes âgées dans le système sanitaire Sénégalais
- Ethnographier l'appropriation et l'adaptabilité de l'intervention de soins à domicile chez les acteurs (personnes âgées, entourage familiale, le personnel de santé)
- Analyser les perceptions et représentations qui tournent autour de la pratique de l'intervention à domicile chez les personnes âgées
- Explorer les politiques de protection sociale et les stratégies de résiliences de l'entourage familial dans l'accompagnement des personnes âgées ainsi que les stratégies d'auto-prise en charge développées par ces dernières

Résultats préliminaires

Cette thèse met à plat les facteurs explicatifs du retard de l'institutionnalisation les soins à domicile. En raison de la forte demande d'intervention à domicile, des structures et des particuliers non habilités offrent ses services. Cette situation de vulnérabilité engendre des conséquences sanitaires. De plus, dans un contexte où des paramédicaux interviennent dans l'espace de prise en charge, des conflits liés à des problèmes de compétence surgissent entre médecins, assistants sociaux, infirmiers et aidants familiaux. Ce type de soins intervient dans un contexte d'effritement des valeurs traditionnelles où la prise en charge à domicile des personnes âgées occupait une place importante.

Par ailleurs, les politiques sociales réservées aux personnes âgées s'avèrent limitées et inefficaces. Cependant, les personnes âgées montrent une capacité de résilience avec la création du CNAS (Conseil National des Ainées du Sénégal), une instance reconnue, s'engageant pour

une reconnaissance des ainés et s'inscrivant dans une perspective visant à déconstruire la perception populaire de la vieillesse en menant des activités valorisant les personnes âgées.

Croissance démographique et durabilité des systèmes agropastoraux dans la commune de Tankanto Escale (Région de Kolda)

Oumarou Baldé

Doctorant à l'Ecole doctorale Etudes sur l'Homme et la Société (ETHOS)

Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

balde5495@gmail.com

Résumé

La commune de Tankanto Escale est située dans le département de Kolda et la région du même nom. Elle connaît une croissance démographique soutenue qui accentue la pression sur les ressources foncières. Cette dynamique entraîne une expansion rapide des terres agricoles sur les parcours de bétail perturbant l'équilibre agropastoral qui caractérise traditionnellement la zone. Cette étude s'inscrit dans le cadre de notre thèse a pour objectif d'analyser les effets de la croissance démographique sur la durabilité des systèmes agropastoraux de la commune. Elle permet de montrer comment l'extension des cultures contribue à la réduction des parcours de bétail, d'analyser les conflits inhérents et les stratégies mises en place pour une cohabitation durable entre agropasteurs.

La méthodologie utilisée repose sur une combinaison d'enquêtes de terrain et d'analyses spatiales grâce à l'utilisation de l'imagerie satellitaire de 1990 à 2022 afin de montrer les changements d'occupation des sols. Les résultats révèlent une régression notable des espaces de parcours de bétail, causée par l'extension non planifiée des espaces de cultures occasionnant des conflits entre usagers. A cela s'ajoute une dégradation des ressources naturelles amplifiée par le surpâturage, l'érosion des sols, la rareté des points d'eau accessibles aux troupeaux. Face à cette situation différentes stratégies sont développées par les acteurs dans le but de favoriser une meilleure conciliation de l'agriculture et de l'élevage dans la commune.

Mots clés : Croissance démographique, durabilité, systèmes agropastoraux, commune de Tankanto Escale

L'infertilité, ce sujet oublié de la planification familiale

Fatou Diop

Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

Résumé

Importance/contexte

Au Sénégal, plusieurs programmes de planification familiale sont développés par l'Etat et ses partenaires pour permettre aux femmes et aux couples de choisir le nombre d'enfants et le rythme des grossesses. Même si nous avons eu des bonnes réalisations entre 2012 et 2019, les données de la planification familiale sont stagnantes au Sénégal depuis 2021 avec un TPC variant entre 25 et 26 %.

La question d'autonomie reproductive et la prise en compte du choix reproductif dans les programmes de planification familiale suscite plus de questionnement selon les acteurs consultés. En réalité, plusieurs barrières socio-culturelles et économiques ont été identifiées faisant obstacles à l'autonomie reproductive et la prise en compte du choix reproductif des femmes. En revanche, ces barrières empêchent les femmes d'exercer leur droit reproductif le plus fondamental et par conséquent elles affectent la qualité de service offert en matière de planification familiale.

Cette étude a montré que les composantes telles que l'infertilité sont souvent négligées. Alors que l'infertilité est aussi un des problèmes de santé publique qui affectent de nombreux couples. Malgré son importance, elle est souvent sous-estimée dans les programmes de planification familiale. Or, la planification familiale comprend également des informations sur le traitement de l'infertilité.

2. Question de recherche / hypothèse principale

Notre question principale est de savoir si les programmes de planification familiale prennent en compte suffisamment le choix reproductif de la femme.

Hypothèses

Les projets et programmes de planification familiale connaissent une stagnation de leurs résultats car elles ne prennent pas en compte suffisamment le choix reproductif des femmes en âge de reproduction.

Spécifiquement :

1. Le traitement de l'infertilité est laissé en rade dans les programmes de planification familiale.
2. Dans la prestation de service, le choix de la femme est biaisé
3. Renforcer la prise en compte du choix reproductif de la femme dans les programmes peut booster l'acceptation et l'utilisation des services de planification familiale.

3. Méthodologie

Cette étude s'est déroulée au Sénégal dans quatre districts sanitaires de la région de Dakar (Yeumbeul, Guédiawaye, Ouest, Nord).

Elle combine les méthodes qualitatives et quantitatives à travers la collecte de données primaires et secondaires. La cartographie sociale et institutionnelle établie a facilité la collecte des données ainsi que la compréhension du contexte spécifique des programmes de planification familiale pour ces quatre districts sanitaires ciblés.

La collecte s'est déroulée entre Septembre et décembre 2024

Nous avons utilisé une approche qualitative impliquant tous les acteurs qui gravitent autour de la PF notamment les bailleurs, les gouvernements, les ONG qui font de l'offre de services PF et la création de la demande, la société civile et les prestataires. Un total de 39 personnes ont été enquêtées.

La partie quantitative a uniquement ciblé les Femmes en âge de reproduction avec un total de 217 enquêtées.

Pour le quantitatif, nous avons utilisé le programme Kobo Collect pour la saisie et l'apurement des données. A la fin la sortie des tableaux a été faite dans SPSS.

Pour le qualitatif, nous avons procéder à une analyse thématique et axiale sur les données suivie de l'interprétation et des commentaires pour relever l'analyse.

4. Résultats/conclusions clés

L'étude a révélé plusieurs obstacles majeurs limitant la prise en compte du choix reproductif des femmes dans les programmes de planification familiale.

Tout d'abord, dans les plans stratégiques de planification familiales au Sénégal, il n'a jamais été abordé la thématique du traitement de l'infertilité. Ceci n'est donc pas considéré comme une priorisé dans les stratégies développées ni dans les demandes de financement.

Au niveau institutionnel, il n'y a pas direction spécifique où la question de l'infertilité est traité.

Aussi les quatre districts sanitaires étudiés ne bénéficient d'aucun partenariat externe pour soutenir les traitements de l'infertilité. Les services sont exclusivement fournis par les structures sanitaires locales, à la charge totale des patients. Seule une ONG a été identifié comme offrant des services de traitement de l'infertilité de manière gratuite : MSI Sénégal.

L'étude montre également que l'infertilité reste un sujet fortement stigmatisé dans les communautés, dissuadant de nombreux couples de chercher de l'aide ou de discuter ouvertement de leur situation. Cette stigmatisation est particulièrement marquée par une inégalité de répartition des responsabilités, où ce sont principalement les femmes qui portent le fardeau de l'infertilité, se rendant seules aux consultations.

Concernant la sensibilisation, l'étude montre une connaissance très limitée des programmes d'infertilité existants : 95 % n'ont aucune information sur les services disponibles pour les couples non féconds. Les actions de sensibilisation communautaire sont quasi inexistantes, ce qui laisse les couples dans l'ignorance de solutions médicales.

5. Contribution aux connaissances

Cette étude sur l'infertilité au Sénégal met en lumière plusieurs défis importants, souvent ignorés ou mal compris. L'un des principaux problèmes identifiés est le manque de données fiables sur l'ampleur de l'infertilité dans le pays. Bien que certaines études estiment que 10 à 20 % des couples sont touchés par l'infertilité, les chiffres officiels restent flous et incomplets. Ce manque de données complètes freine la mise en place de politiques de santé adaptées.

Un autre point crucial de l'étude est la façon dont l'infertilité est perçue socialement. Au Sénégal, c'est un sujet extrêmement tabou, surtout pour les femmes, qui sont souvent perçues comme responsables de la fertilité du couple. Cette pression sociale intense et la stigmatisation rendent la situation encore plus difficile pour les couples infertiles, qui n'osent pas toujours chercher de l'aide. Les femmes se retrouvent souvent seules à porter ce fardeau, ce qui aggrave leur détresse.

L'étude souligne également que l'accès aux traitements reste limité, notamment en raison de leur coût élevé et de leur disponibilité concentrée dans les grandes villes. Les services de traitement de l'infertilité sont quasi inexistant dans les zones rurales, et peu de personnes connaissent les options disponibles, mis à part les programmes de l'ONG MSI Sénégal à Dakar. Cela montre qu'il existe une grande méconnaissance des solutions médicales, ce qui empêche de nombreux couples de bénéficier des soins dont ils ont besoin.

Enfin, l'étude appelle à une approche plus intégrée et inclusive de l'infertilité dans les programmes de planification familiale, en mettant l'accent sur la sensibilisation, la réduction de la stigmatisation et l'amélioration de l'accès aux traitements, surtout pour ceux qui vivent dans des zones plus éloignées afin de booster l'acceptation et l'utilisation des programmes de planification familiale.

Liens entre les déterminants socio-économiques, démographiques, environnementales et la malnutrition des enfants de moins de cinq ans dans le département de Podor

Amadou Hanne

Doctorant en géographie,

ED - ETHOS

Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

amadouhanne90@hotmail.fr

Résumé

La géographie de la santé, dans sa démarche traditionnelle, permet d'interroger et de décrire les relations entre les populations et les espaces du point de vue de la santé (Salem et Fournet, 2020). Cette approche offre une analyse éclairée des processus sociaux et spatiaux (Rican S et Vaillant Z, 2017) ainsi que de leurs enjeux dans l'étude des problématiques d'exposition aux nuisances environnementales et sanitaires (Daniau C et al., 2013), sujet également exploré par d'autres disciplines.

Plusieurs auteurs s'accordent sur le fait que la sous-nutrition résulte d'une combinaison de complexes agricoles, environnementaux, socio-économiques, démographiques, et les facteurs de santé au niveau de la communauté, du ménage et de l'individu niveaux (R.K. Phalkey, 2015). La littérature met en évidence le lien entre changements climatiques et conditions sanitaires défavorables dans la population infantile (Wooldridge G, et al 2020 ; Goldhagen JL, et al 2020). De façon plus précise, les changements de saisonnalité influencent les moyens de subsistance, la production alimentaire, l'accès à l'eau, la morbidité, et enfin le pic saisonnier de la dénutrition (ACF, 2008). Des variables climatiques/météorologiques et des vulnérabilités individuelles sont apparues comme les facteurs les plus fréquemment associés à l'anthropométrie en particulier le retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans (R.K. Phalkey, 2015).

Cette présentation examine la géographie de la malnutrition en tenant en compte les disparités urbain/Rural et des zones éco géographiques dans le département de Podor, en mettant en perspective les facteurs d'aggravation socio-économiques, démographiques et environnementaux. Nous avons mobilisé des données sanitaires secondaires provenant du ministère de la Santé ainsi que des données socio-économiques de l'ANSD et les données sur l'état nutritionnel du conseil national de développement à travers le programme de renforcement de la nutrition. Notre analyse repose sur le calcul d'indicateurs sanitaires et nutritionnels standardisés, la cartographie de ces indicateurs pour identifier les zones les plus à risque, et des analyses de régression linéaire pour déterminer les principaux facteurs d'aggravation. Les résultats révèlent des configurations géographiques distinctes selon les milieux rurales et urbains et des zones éco géographiques.

Mots-clés : Mots-clés : Géographie de la santé, Environnement, état nutritionnel, disparités sanitaires socioéconomique et Changements climatiques

Perception et acceptabilité par les hommes de la planification familiale : cas de la commune de Tivaouane Peulh-Niaga

Cheikh Ahmadou Bamba Faye

Doctorant en Population, Santé et Développement

ED - ETHOS

Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

khadimfaye70@gmail.com

Résumé

1. La problématique principale

Dans le contexte africain actuel, marqué par une forte croissance démographique et des enjeux persistants de santé reproductive, la planification familiale (PF) apparaît comme un levier essentiel pour améliorer les conditions de vie des populations. Pourtant, malgré leur rôle central dans les décisions au sein du couple et de la communauté, les hommes sont encore peu impliqués dans les programmes de PF. Cette situation trouve ses origines dans des normes socioculturelles et religieuses profondément ancrées, qui associent la contraception à une affaire exclusivement féminine.

Face à ce constat, ma recherche s'interroge sur la manière dont les hommes perçoivent la PF, sur les facteurs qui influencent leur acceptabilité, et sur les voies possibles pour favoriser leur implication en santé reproductive.

2. Les objectifs de recherche

L'objectif général de cette est d'étudier la perception et l'acceptabilité de la planification familiale par les hommes dans la commune de Tivaouane Peulh-Niaga.

Pour les objectifs spécifiques, il s'agit de :

- Identifier les connaissances, attitudes et perceptions des hommes en matière de PF ;
- Analyser les facteurs qui influencent leur acceptabilité ;
- Formuler des recommandations en vue d'une meilleure implication masculine dans la PF dans cette localité.

3. La méthodologie utilisée

J'ai opté pour une approche mixte, combinant des méthodes quantitatives et qualitatives.

- Etude qualitative, des questionnaires vont être administrés à un échantillon d'hommes âgés de 25 à 60 ans pour mesurer leurs connaissances et pratiques en PF.
- Etude quantitative, des entretiens semi-directifs et des focus groups ont permis d'approfondir les perceptions, facteurs de blocage et représentations sociales.

L'analyse des données sera menée à l'aide du logiciel SPSS pour la partie quantitative, et selon une analyse thématique pour la partie qualitative.

4. Les principaux résultats

Les premiers résultats de pré enquête montrent que les hommes sont de plus en plus informés sur la planification familiale, en grande partie grâce aux campagnes de sensibilisation communautaires. Cependant, plusieurs freins subsistent : croyances religieuses, attachement aux normes de virilité et à une progéniture nombreuse, crainte des effets secondaires des contraceptifs, et rumeurs persistantes. Pour certains, le nombre élevé d'enfants reste perçu comme un signe de richesse ou de bénédiction divine. Ces perceptions influencent fortement l'acceptabilité et limitent leur engagement concret dans les pratiques de PF.

5. L'intérêt la recherche par rapport aux défis contemporains en Afrique

Cette recherche contribue à la compréhension des dynamiques masculines dans les enjeux de santé reproductive, un aspect encore peu exploré dans les études en Afrique de l'Ouest. Elle permet de mieux cerner les résistances socioculturelles, mais aussi les leviers potentiels d'engagement masculin.

Face aux défis du continent tels que la fécondité et les dividendes démographiques, la persistance des inégalités de genre, et la nécessité d'un développement durable, mon travail

propose une approche liée au repositionnement de la planification familiale. Il permettra d'adopter des stratégies de santé reproductive intégrant les hommes comme acteurs-clés du changement social.

Apport des politiques publiques de santé face aux défis contemporains en Afrique : exemple du Programme Bajenu Gox au Sénégal

Sagar Gassama Ndiaye
Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)
sagargassama@outlook.fr

Résumé

Les défis sanitaires retardent le développement de l'Afrique. Les états initient avec le partenariat, des programmes de santé communautaire pour une continuité entre les établissements de santé et les communautés. Les programmes sont centrés sur les soins de santé primaires, la prévention, la promotion de la santé avec un engagement communautaire fort. Ces approches ont donné des succès sur le continent : vaccination effective contre la poliomyélite, élimination de MNT au Togo ou lutte réussie contre la transmission mère-enfant du VIH en Namibie. Au Sénégal, le programme Bajenu Gox (marraine de quartier en langue wolof) a été au cœur de la mobilisation et de la transformation sociale des communautés et l'objectif de ce travail était de déterminer l'apport des interventions chez les femmes enceintes, les mères et nouveau-nés en période postnatale, les enfants de 0 à 5 ans et les adolescents. Des plaidoyers étaient menés pour mobiliser les ressources communautaires en faveur de la santé maternelle, néonatale, infantile et adolescente. Les actions étaient effectuées par un réseau national avec 12 000 Bajenu Gox au Sénégal, à partir de 2010 pour promouvoir la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant. Les acteurs étaient des volontaires et ne faisaient pas partie de la pyramide sanitaire formelle. Leurs actions incluaient le soutien à la promotion de la CMU, l'enregistrement à l'état civil, la notification des décès et l'identification ou l'orientation des femmes porteuses de fistules. Les actions étaient menées à travers des visites à domicile, des sessions de dialogue communautaire, des plaidoyers et des recherches actives des personnes perdues de vue pour la continuité des soins. Les résultats étaient positifs après 10000 visites avec : augmentation des consultations, des accouchements en structure de santé, du taux de prévalence contraceptive et du taux de vaccination des enfants. Ensuite 2898 enfants, femmes et personnes âgées ont bénéficié d'activités préventives et promotionnelles avec une augmentation de leur participation à la vaccination et au suivi nutritionnel. Il a été aussi noté une réduction des inégalités de genre, une transformation des normes sociales et une diminution des pratiques néfastes sur la santé maternelle et infantile. Le programme est cependant confronté à défis majeurs (statut de bénévole des Bajenu Gox, absence de rémunération durable) sources de démotivation. L'intégration au système formel et la disponibilité durable des ressources demeurent des enjeux importants. Le Programme Bajenu Gox a démontré au Sénégal, son rôle essentiel dans l'amélioration des indicateurs de santé. Il a induit des changements significatifs et amélioré l'accès aux soins. La pérennité et l'optimisation de l'impact du programme, nécessitent un financement durable et une intégration harmonieuse au système national.

Déterminants multi niveaux du retard de croissance chez les enfants de 6-59 mois dans le département de Bounkiling au sud de Sénégal

Malang Dabo

Laboratoire Dynamiques Territoriales et Santé (DTS)

ED - ETHOS

Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

dabomalang8@gmail.com

Résumé

Contexte :

Le retard de croissance est un véritable problème de santé publique car il constitue la cause de la moitié des décès des enfants. Il découle d'une sous-alimentation répétitive ou d'une mauvaise pratique d'alimentation chez les enfants entraînant ainsi le déficit d'un ou de plusieurs nutriments essentiels. Il peut être la conséquence de conditions socioéconomiques défavorables. En 2019 et 2022, la prévalence du retard de croissance au niveau national était acceptable soit respectivement de 19 % et 18,3 %. Cette prévalence est inégalement répartie au niveau du territoire national. Par exemple à l'échelle du département de Bounkiling, la prévalence du retard de croissance était de 24,5 % en 2013. Cependant, il manque des données sur les niveaux de prévalences et les facteurs de risque à l'échelle des départements et des communes. L'objectif de cette recherche est de déterminer les différentiels du retard de croissance et d'identifier les facteurs associés à son niveau élevé chez les enfants de 6-59 mois.

Méthodologie: Il s'agit d'une étude transversale descriptive et analytique. La population cible de cette recherche est constituée d'enfant âgées de 6-59 mois. La méthode d'échantillonnage choisie dans le cadre de la réalisation de cette enquête est un échantillonnage en grappe à deux degrés. La collecte a été faite en février 2024. L'analyse des données a été faite à l'aide du logiciel R Studio et ENA FOR SMART. Des statistiques descriptives, des analyses bi variées, des régressions logistiques multiples ont été utilisées.

Résultats : Au total 949 enfants ont été enrôlés dont 51,1 % de garçons et 48,9 % de filles. L'âge minimal est de 6 mois et l'âge maximal est de 59 mois. La prévalence globale du retard de croissance chez les enfants âgés de 6-59 mois est 24,8 % dans le département de Bounkiling. Cette prévalence demeure acceptable (< 20 %) dans les communes urbaines (Bounkiling, Médina Wandifa, Ndiamacouta) et précaire dans les communes rurales (> 20 %). L'analyse bi variée indique que les variables explicatives qui ont une relation de dépendance statistiquement significative avec le retard de croissance, au seuil de 5 %, sont d'ordre environnemental, social et individuel de l'enfant. Mais, l'analyse multivariée montre que les principaux facteurs associés au retard de croissance des enfants dans le département de Bounkiling, sont d'ordre environnemental et individuel de l'enfant.

Conclusion : Cette recherche montre que certains facteurs associés au retard de croissance sont identifiés à l'échelle environnementale et individuelle de l'enfant. Ainsi, dix facteurs en particulier se démarquent et constituent en ce sens des pistes d'explication du retard de croissance dans le département de Bounkiling.

Mots clés : Approche géographique, Bounkiling, Enfant, Etat nutritionnel.

Défi démographique en Afrique : quelle lecture à partir du cas sénégalais?

Aliou Barry

Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)
alioubarry319@gmail.com

Résumé

Le continent africain est confronté à un défi démographique sans précédent. D'ici 2050, la population africaine devrait représenter près d'un quart de la population mondiale (UNFPA, 2023), bouleversant profondément les équilibres économiques, sociaux et territoriaux. Si cette dynamique ouvre la voie à un possible dividende démographique, elle impose aussi une anticipation rigoureuse des politiques publiques, notamment en matière d'urbanisation, d'emploi, d'éducation et de gouvernance territoriale (PRB, 2022).

Le Sénégal, à l'image de nombreux pays africains, connaît une transition démographique inachevée, caractérisée par un taux de croissance élevé, une forte proportion de jeunes et une urbanisation accélérée. Selon l'ANSD (RGPH-5, 2023), plus de 49 % de la population sénégalaise a moins de 20 ans, et près de la moitié réside en milieu urbain, avec une concentration marquée autour de Dakar et sa périphérie. Cette dynamique engendre des pressions importantes sur les services sociaux de base (éducation, santé, logement), sur les ressources naturelles et sur les équilibres territoriaux.

Les grandes villes sénégalaises, notamment Dakar, Thiès et Mbour, subissent une croissance urbaine rapide souvent marquée par l'informalité, le sous-équipement et des conflits liés au foncier. Les politiques d'aménagement, malgré des efforts notables comme les projets de pôles urbains (Diamniadio, Lac Rose), peinent à structurer durablement l'espace face à une démographie galopante (Pape Gora Seck, 2019 ; Ministère de l'Urbanisme, 2022).

Par ailleurs, les travaux de chercheurs comme Cheikh Guèye (ENDA) ou Mamadou Diouf (UCAD) mettent en lumière la complexité des interactions entre croissance démographique, dynamique sociale, gouvernance et développement. Ils soulignent la nécessité d'une approche endogène, participative et territorialisée des politiques publiques pour faire face à cette pression démographique.

À travers une lecture croisée des dynamiques africaines et des réalités sénégalaises, cette communication s'inscrit dans une réflexion sur la démographie comme enjeu transversal du développement durable, dans un contexte de mondialisation, d'urbanisation accélérée et de transition socio-politique.

La prise en compte du choix reproductif des femmes dans les programmes de planification familiale au Sénégal

Fatou Diop

Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)
fatdiop1224@gmail.com

Résumé

1. Importance/contexte

Au Sénégal, plusieurs programmes de planification familiale sont développés par l'Etat et ses partenaires pour permettre aux femmes et aux couples de choisir le nombre d'enfants et le rythme des grossesses. Même si nous avons eu des bonds remarquables entre 2012 et 2019, les données de la planification familiale sont stagnantes au Sénégal depuis 2021 avec un TPC variant entre 25 et 26 %.

La question d'autonomie reproductive et la prise en compte du choix reproductif dans les programmes de planification familiale suscite plus de questionnement selon les acteurs

consultés. En réalité, plusieurs barrières socio-culturelles et économiques ont été identifiés faisant obstacles à l'autonomie reproductive et la prise en compte du choix reproductif des femmes. En revanche, ces barrières empêchent aux femmes d'exercer leur droit reproductif le plus fondamental et par conséquent elles affectent la qualité de service offert en matière de planification familiale.

Cette étude a abordé les principaux obstacles entravant le choix reproductif des femmes et la perception sociale des populations sur le choix reproductif de la femme.

2. Question de recherche / hypothèse principale

Notre question principale est de savoir si les programme de planification familiale prennent en compte suffisamment le choix reproductif de la femme.

Hypothèses

Les projets et programmes de planification familiale connaissent une stagnation de leurs résultats car elles ne prennent pas en compte suffisamment le choix reproductif des femmes en âge de reproduction.

Spécifiquement :

1. Le traitement de l'infertilité est laissé en rade dans les programmes de planification familiale.
2. Dans la prestation de service, le choix de la femme est biaisé
3. Renforcer la prise en compte du choix reproductif de la femme dans les programmes peut booster l'acceptation et l'utilisation des services de planification familiale.

3. Méthodologie

Cette étude s'est déroulée au Sénégal dans quatre districts sanitaires de la région de Dakar (Yeumbeul, Guédiawaye, Ouest, Nord).

Nous avons utilisé une méthode mixte (les méthodes qualitatives et quantitatives) à travers la collecte de données primaires et secondaires. La cartographie sociale et institutionnelle établie a facilité la collecte des données ainsi que la compréhension du contexte spécifique des programmes de planification familiale pour ces quatre districts sanitaires ciblés.

La collecte s'est déroulée entre septembre et décembre 2024

Nous avons utilisé une approche qualitative impliquant tous les acteurs qui gravitent autour de la PF notamment les bailleurs, les gouvernements, les ONG qui font de l'offre de services PF et la création de la demande, la société civile et les prestataires. Un total de 39 personnes a été interviewés. Pour le qualitatif, nous avons procéder à une analyse thématique et axiale sur les données suivies de l'interprétation et des commentaires pour relever l'analyse.

La partie quantitative a uniquement ciblé les femmes en âge de reproduction avec un total de 217 enquêtées.

Pour le quantitatif, nous avons utilisé le programme Kobo Collect pour la saisie et l'apurement des données. A la fin la sortie des tableaux a été faite dans SPSS.

4. Résultats/conclusions clés

L'étude révèle que, malgré les efforts engagés pour améliorer l'accès à la planification familiale au Sénégal, de nombreuses femmes peinent encore à exercer librement leur droit de décider si, quand et comment avoir des enfants.

Le manque de moyens financiers reste un obstacle central. Lors des journées de planification familiale gratuites, de nombreuses femmes se sont présentées, prouvant que beaucoup n'y accèdent que lorsque le service est sans frais.

Le consentement du conjoint, ou plutôt son absence, freine aussi l'autonomie reproductive des femmes. Certaines sont contraintes de se rendre en cachette dans les centres de santé, de financer elles-mêmes leur méthode contraceptive, et de faire face aux tensions familiales si leur choix est découvert.

Le manque d'information, les rumeurs autour des effets secondaires et la mauvaise qualité du counseling contribuent à entretenir la peur ou la confusion. Une femme aurait porté un dispositif contraceptif pendant dix ans sans suivi, faute d'être bien informée.

Les adolescentes, souvent jugées, sont parfois repoussées ou ignorées dans les structures de santé. Certaines préfèrent se déplacer loin de leur quartier pour éviter les regards ou les remarques.

Enfin, la pression sociale et religieuse continue d'imposer aux femmes une certaine retenue, même si, à l'inverse, beaucoup affirment clairement leur volonté de faire leurs propres choix, quitte à les assumer seules.

5. Contribution aux connaissances

Cette étude apporte un éclairage neuf sur ce que vivent réellement les femmes face à la planification familiale. Elle ne se contente pas de chiffres tel que le taux de prévalence contraceptif et les besoins non satisfait mais donne la parole à celles qui, chaque jour, se battent pour exercer un droit fondamental, celui de choisir si, quand et comment avoir des enfants.

On y découvre que les barrières sont bien plus complexes qu'un simple manque d'accès aux services. Beaucoup de femmes doivent affronter des résistances dans leur propre foyer. Certaines viennent en cachette dans les centres de santé, conscientes qu'un désaccord avec leur mari pourrait tout compromettre. D'autres renoncent tout simplement, faute de moyens pour payer une méthode ou les frais de transport.

Cette recherche met aussi en lumière des zones souvent négligées : l'impact des rumeurs, le manque de compréhension des effets secondaires, la stigmatisation des jeunes filles non mariées, ou encore la solitude des femmes étrangères face à la barrière de la langue. Autant d'obstacles invisibles dans les statistiques, mais bien réels sur le terrain.

Grâce aux témoignages de femmes, de sages-femmes et d'acteurs communautaires, cette étude vient rappeler que la planification familiale ne se résume pas à une méthode. C'est un parcours, un choix personnel, parfois un combat.

Elle invite à repenser les programmes : informer mieux, écouter davantage, impliquer les hommes, alléger les coûts, et surtout, faire confiance aux femmes pour qu'elles puissent faire leurs choix, sans peur ni jugement

Inégalités socioéconomiques de mortalité infantile et adulte au Sénégal : Analyse spatiale des disparités en milieu urbain et rural

Ibrahima Diouf

IPDSR

Université Cheikh Anta de Dakar (Sénégal)

dioufibrahima2012@gmail.com

Résumé

Contexte

Malgré les progrès enregistrés ces dernières décennies en matière de réduction de la mortalité, d'importantes inégalités en santé persistent entre les zones urbaines et rurales, mais aussi au sein même de ces espaces. Depuis la Déclaration d'Alma-Ata (1978), la réduction des disparités socioéconomiques et spatiales en santé est devenue une priorité des politiques de développement. Les Objectifs de Développement Durable (ODD) réaffirment cet engagement, notamment à travers l'ODD 3 (assurer une vie saine pour tous à tout âge) et l'ODD 10 (réduire les inégalités au sein des pays et entre eux).

En Afrique subsaharienne, la mortalité reste élevée, en particulier chez les enfants de moins de cinq ans et les adultes vulnérables. Ces niveaux reflètent des conditions de vie et un accès aux services très inégaux. Alors que plusieurs études ont mis en évidence les écarts entre zones rurales et urbaines, les moyennes masquent souvent les fortes disparités internes, en particulier

dans les grandes agglomérations où les populations vivant en périphérie ou dans des quartiers informels présentent des niveaux de santé très dégradés. Par ailleurs, la mortalité des adultes, moins étudiée dans les analyses spatiales, reflète également les inégalités structurelles liées à l'emploi, aux conditions de logement, à l'accès aux soins et à la précarité sociale.

Objectifs

Cette étude vise à analyser les inégalités spatiales et socioéconomiques de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans et les adultes (15–59 ans) au Sénégal, en comparant les milieux urbains et ruraux, tout en explorant les disparités intra-urbaines et intra-rurales. Les objectifs spécifiques sont :

- Mesurer les écarts de mortalité infantile et adulte entre les zones urbaines et rurales, ainsi qu'au sein de ces zones ;
- Identifier les tendances au cours des 20 dernières années ;
- Évaluer l'effet des caractéristiques individuelles (éducation, richesse, sexe, etc.) et contextuelles (niveau de développement local, accès aux services) sur les niveaux de mortalité.

Données et méthodes

L'analyse repose sur les données combinées des Enquête Démographique et de Santé, et des recensements généraux de la population et de l'habitat réalisés par l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD). Ces données offrent des informations détaillées sur les naissances, les décès et les caractéristiques socioéconomiques des ménages.

Les estimations directes de la mortalité infantile sont réalisées à partir des historiques complets de naissances des femmes âgées de 15 à 49 ans, tandis que la mortalité adulte est estimée à partir des décès rapportés chez les membres du ménage. Des analyses descriptives et multivariées, notamment des régressions logistiques et des modèles multiniveaux, seront utilisées pour identifier les facteurs associés à la mortalité dans les différents contextes géographiques.

Les inégalités sociales dans l'éducation des filles et des garçons au Sénégal

Ndèye Fatou Diop

IPDSR, Université Cheikh Anta Diop, Sénégal

madiop64@hotmail.fr

Résumé

Dans la société traditionnelle sénégalaise, l'éducation était majoritairement réservée aux garçons, tandis que les filles recevaient une éducation domestique, dispensée par leur mère et leurs tantes paternelles. Cette répartition des rôles, fondée sur le genre, offrait aux garçons des perspectives d'instruction et de carrière professionnelle, tandis que les filles étaient préparées à assumer les responsabilités familiales (Fall, 2012). Dans la mouvance des réformes éducatives engagées depuis les années 1990, le Sénégal a placé l'éducation des filles au cœur de ses priorités stratégiques. En effet, c'est en 1994, année marquante de la mise en place du programme national « Scolarisation des Filles » (SCOFI) par le ministère de l'Éducation nationale, que le Sénégal a fait de l'éducation des filles une priorité. Cette nouvelle approche vise à promouvoir l'accès, le maintien et la réussite des filles à l'école. Elle s'inscrit plus dans une dynamique d'intégration des femmes au développement et se manifeste à travers plusieurs actions. Les premiers jalons ont été posés dans les années 70 avec l'approche Intégration de la Femme dans le Développement (IFD) et l'approche genre. C'est ainsi en 1973 que l'on assiste à l'impulsion du courant féministe libéral et de la théorie de la modernisation. S'en est suivi en 1975, le programme "Femmes et développement". Celui-ci mettait l'accent sur la production aux dépens des aspects reproductifs. En 1984, la participation des femmes à la production agricole est sollicitée, sans les doter de moyens d'établir leur propre vision au développement (Hesseling, Locoh 1996). Le rôle économique des femmes ne constitue pas le seul obstacle. En réalité, ce sont principalement les rapports hiérarchiques entre les hommes et les femmes qui

entravent l'accès des femmes à leur juste part dans le développement social et économique (Labrecque, 1994). La conférence de Beijing en 1995 a agi comme un catalyseur, en partant du principe qu'il est essentiel de réorienter les stratégies de développement en prenant en compte les besoins spécifiques des femmes et des hommes, afin de mettre en œuvre une approche intégrée du genre.

La recrudescence des politiques éducatives en faveur des filles ne résorbe pas toutes les inégalités. Les filles demeurent défavorisées par rapport aux garçons dans certains domaines. Des facteurs socio-économiques, comme le mariage précoce et les perceptions culturelles, continuent d'entraver l'accès des femmes à l'éducation et aux opportunités économiques. Cela impose aux gouvernement et organisation à continuer à adopter des mesures ciblées pour encourager les filles à poursuivre leurs études et à participer davantage au marché du travail (IMF, 2019).

Bien qu'utile, la dynamique des politiques éducatives des filles soulève des interrogations quant à l'équilibre entre les genres dans le système éducatif. Cette orientation, bien que nécessaire pour corriger les inégalités historiques, soulève une interrogation importante : ce surinvestissement en faveur des filles entraîne-t-il, en parallèle, un désengagement ou un recul chez les garçons ?

Loin de reléguer les garçons au second plan, cette communication vise à explorer les effets indirects de ce surinvestissement dans l'éducation des filles sur les performances et l'engagement scolaires des garçons. Pour répondre à cette question, nous formulons l'hypothèse selon laquelle un surinvestissement maintenu des filles induit à un abandon des garçons.

Cette communication analyse les politiques éducatives mises en œuvre au Sénégal pour l'éducation des filles au cours des 10 dernières années en s'appuyant sur les rapports du ministère de l'Éducation nationale, les actions menées par le bureau genre et équité du ministère de l'Éducation nationale et les données de l'ANSD.

Notre démarche s'appuiera d'une part sur une analyse documentaire des rapports du ministère de l'Éducation nationale et des organisations, des données sociologiques et des résultats scolaires. D'autre part, elle s'appuie sur les résultats d'enquêtes menées avec des acteurs clés de l'éducation, notamment des enseignants, des responsables d'établissements, des élèves, des responsables éducatifs, et des membres de la communauté afin de recueillir des témoignages sur les réalités vécues en milieu scolaire.

Mots clés : éducation des filles, genre dans l'éducation, inégalité